

***Statistiques
fiscales
des sociétés***

ANNÉE D'IMPOSITION

2000

Cette publication a été réalisée par le
ministère des Finances et le ministère du Revenu.

Graphisme de la page couverture
Alain Côté

Dépôt légal - 2005
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-550-46136-3
ISSN 1206-1964
© Gouvernement du Québec, 2005

Tous droits réservés pour tous pays.
La reproduction par quelque procédé que ce soit
et la traduction même partielles, sont interdites
sans l'autorisation du ministère des Finances.

Avant-propos

Ce document présente les statistiques fiscales des sociétés. Il comprend les résultats en ce qui a trait à l'impôt sur le revenu, la taxe sur le capital et la cotisation au Fonds des services de santé (FSS) pour l'année d'imposition 2000. L'information qui y est présentée est basée sur un échantillon représentatif de l'ensemble des déclarations de revenus produites par les sociétés ayant des activités au Québec.

La publication est divisée en deux parties. La partie I présente un sommaire des résultats des statistiques fiscales et financières. Les tableaux statistiques détaillés des déclarations de revenus des sociétés et de leurs bilans financiers se retrouvent à la partie II. Enfin, on retrouve en annexe de l'information additionnelle sur la définition des termes utilisés, les modifications apportées à la déclaration de revenus de 2000 ainsi qu'un fac-similé de la déclaration de revenus des sociétés détaillée.

Pour toute information concernant le présent document, les personnes intéressées peuvent s'adresser à la Direction générale des politiques aux entreprises en composant le (418) 691-2286 ou en écrivant à l'adresse suivante :

Gouvernement du Québec
Ministère des Finances
Direction générale des politiques aux entreprises
12, rue Saint-Louis, bureau 1.37
Québec (Québec) G1R 5L3

Site Internet : www.finances.gouv.qc.ca

Table des matières

Avant-propos	V
Liste des tableaux de la partie I	IX
Liste des tableaux de la partie II.....	X
Liste des graphiques de la partie I.....	XI
Partie I. Sommaire des statistiques fiscales des sociétés en 2000	1
1. Les prélèvements fiscaux des sociétés.....	1
1.1 <i>L'impôt sur le revenu des sociétés</i>	3
1.1.1. Les sociétés.....	5
1.1.2. Les revenus	5
1.1.3. L'impôt à payer	7
1.2 <i>La taxe sur le capital</i>	8
1.2.1 Les sociétés.....	9
1.2.2 L'assiette de la taxe sur le capital	9
1.2.3 La taxe sur le capital à payer	9
1.3 <i>La cotisation au Fonds des services de santé (FSS)</i>	10
2. Le profil des sociétés	11
2.1 <i>L'impôt sur le revenu des sociétés</i>	11
2.1.1 Le nombre de déclarations.....	11
2.1.2 Le revenu imposable des sociétés.....	13
2.1.2.1 Le bénéfice net selon les états financiers.....	13
2.1.2.2 Le revenu net aux fins de l'impôt.....	15
2.1.2.3 Les déductions	18
2.1.2.4 Le revenu imposable.....	20
2.1.3 L'impôt sur le revenu	22
2.1.3.1 L'impôt à payer au Québec	22
2.1.3.2 Le taux moyen d'imposition.....	24
2.2 <i>La taxe sur le capital</i>	25
2.2.1 Le nombre de sociétés	25
2.2.2 La taxe sur le capital à payer	26
2.3 <i>La cotisation au Fonds des services de santé</i>	27
2.3.1 Le nombre de sociétés	27
2.3.2 La cotisation au FSS	28

3. Les variations par rapport à 1999	31
3.1 <i>L'impôt sur le revenu des sociétés</i>	31
3.1.1 Le nombre de déclarations.....	31
3.1.2 Le revenu imposable des sociétés.....	33
3.1.2.1 Le rapprochement entre le bénéfice net selon les états financiers et le revenu net aux fins de l'impôt.....	33
3.1.2.2 Les déductions et le revenu imposable	35
3.1.3 L'impôt à payer au Québec.....	37
3.2 <i>La taxe sur le capital.....</i>	39
3.3 <i>La cotisation au Fonds des services de santé</i>	41
4. Le bilan des sociétés autres que financières	43
4.1 <i>Le portrait de l'actif des sociétés.....</i>	44
5. L'évolution historique.....	45
5.1 <i>Le nombre de sociétés.....</i>	45
5.2 <i>Le revenu imposable, l'impôt à payer et le taux moyen d'imposition</i>	46
5.3 <i>Le total des prélèvements fiscaux.....</i>	47
Partie II : Tableaux statistiques	49
Annexe 1 : Description du contenu des tableaux statistiques	121
Annexe 2 : Composantes des tableaux détaillés	125
Annexe 3 : Méthodologie d'échantillonnage.....	131
Annexe 4 : Principaux changements apportés aux lois fiscales en 2000	135
Annexe 5 : Fac-similé de la déclaration de revenus des sociétés.....	153

Liste des tableaux de la partie I

Tableau 1	Sommaire des prélèvements fiscaux des sociétés – Québec-2000.....	1
Tableau 2	Nombre de sociétés et principales composantes de la déclaration de revenus – Impôt sur le revenu – Québec-2000.....	4
Tableau 3	Nombre de sociétés et principales composantes de la déclaration de revenus – Taxe sur le capital – Québec-2000	8
Tableau 4	Nombre de déclarations selon la taille et le type d’entreprise – Québec-2000.....	31
Tableau 5	Nombre de déclarations selon le secteur d’activité économique – Québec-2000.....	32
Tableau 6	Bénéfice net selon les états financiers et revenu net aux fins de l’impôt selon la taille et le type d’entreprise – Québec-2000.....	33
Tableau 7	Bénéfice net selon les états financiers et revenu net aux fins de l’impôt selon le secteur d’activité économique – Québec-2000	34
Tableau 8	Revenu net aux fins de l’impôt, déductions et revenu imposable selon la taille et le type d’entreprise – Québec-2000.....	35
Tableau 9	Revenu net aux fins de l’impôt, déductions et revenu imposable selon le secteur d’activité économique – Québec-2000	36
Tableau 10	Impôt à payer au Québec selon la taille et le type d’entreprise – Québec-2000.....	37
Tableau 11	Impôt à payer au Québec selon le secteur d’activité économique – Québec-2000.....	38
Tableau 12	Capital versé et taxe sur le capital selon le type et la taille de l’entreprise – Québec-2000	39
Tableau 13	Capital versé et taxe sur le capital selon le secteur d’activité économique – Québec-2000	40
Tableau 14	Salaires versés au Québec et cotisation au FSS selon la taille et le type d’entreprise – Québec-2000.....	41
Tableau 15	Salaires versés au Québec et cotisation au FSS selon le secteur d’activité économique – Québec-2000.....	42
Tableau 16	Sommaire des statistiques du bilan des sociétés autres que financières – Québec-2000.....	43
Tableau 17	Évolution du nombre de sociétés – Québec 1981 à 2000.....	45
Tableau 18	Revenu imposable, impôt à payer et taux moyen d’imposition – Québec 1985 à 2000.....	46
Tableau 19	Impôt à payer, taxe sur le capital et cotisation au FSS – Québec 1985 à 2000	47

Liste des tableaux de la partie II

Tableau 1	Sommaire des statistiques fiscales des sociétés – Québec 1986 à 2000	51
Tableau 2	Sommaire des statistiques fiscales selon la proportion des affaires faites au Québec – Québec-2000	57
Tableau 3	Statistiques fiscales détaillées des sociétés imposées et non imposées – Québec-2000	61
Tableau 4	Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la région administrative – Québec-2000	63
Tableau 5	Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la tranche de revenus bruts en milliers de dollars – Québec-2000	69
Tableau 6	Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la tranche d’actifs en milliers de dollars – Québec-2000	73
Tableau 7	Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le secteur d’activité et la taille de l’entreprise – Québec-2000	77
Tableau 8	Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la taille de l’entreprise – Québec-2000	87
Tableau 9	Statistiques fiscales des sociétés selon le taux d’imposition – Québec-2000	89
Tableau 10	Statistiques du bilan des sociétés non financières imposées et non imposées – Québec-2000	91
Tableau 11	Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la région administrative – Québec-2000	93
Tableau 12	Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la tranche de revenus bruts en milliers de dollars – Québec-2000	99
Tableau 13	Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la tranche d’actifs en milliers de dollars – Québec-2000	103
Tableau 14	Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le secteur d’activité et la taille de l’entreprise – Québec-2000	107
Tableau 15	Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la taille de l’entreprise – Québec-2000	117
Tableau 16	Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le taux d’imposition – Québec-2000	119

Liste des graphiques de la partie I

Graphique 1	Prélèvements fiscaux	2
Graphique 2	Prélèvements fiscaux selon la taille de l'entreprise	2
Graphique 3	Prélèvements fiscaux selon le secteur d'activité économique	3
Graphique 4	Nombre de déclarations imposées et non imposées selon le type d'entreprise.....	11
Graphique 5	Nombre de déclarations selon la taille de l'entreprise	12
Graphique 6	Nombre de déclarations selon le secteur d'activité économique	12
Graphique 7	Proportion de déclarations non imposées selon la taille de l'entreprise	13
Graphique 8	Bénéfice net selon les états financiers en fonction du type d'entreprise	14
Graphique 9	Bénéfice net selon les états financiers en fonction de la taille de l'entreprise.....	14
Graphique 10	Bénéfice net selon les états financiers en fonction du secteur d'activité économique.....	15
Graphique 11	Revenu net aux fins de l'impôt selon le type d'entreprise.....	16
Graphique 12	Revenu net aux fins de l'impôt selon la taille de l'entreprise.....	16
Graphique 13	Revenu net aux fins de l'impôt selon le secteur d'activité économique.....	17
Graphique 14	Déductions selon la catégorie	18
Graphique 15	Déductions selon le type d'entreprise.....	18
Graphique 16	Déductions selon la taille de l'entreprise.....	19
Graphique 17	Proportion des déductions dans le revenu net selon le secteur d'activité économique.....	19
Graphique 18	Revenu imposable mondial selon le type d'entreprise	20
Graphique 19	Revenu imposable mondial selon la taille de l'entreprise	21
Graphique 20	Revenu imposable au Québec selon la taille de l'entreprise.....	21
Graphique 21	Revenu imposable au Québec selon le secteur d'activité économique.....	22
Graphique 22	Impôt à payer au Québec selon le type d'entreprise	22
Graphique 23	Impôt à payer au Québec selon la taille de l'entreprise	23
Graphique 24	Impôt à payer au Québec selon le secteur d'activité économique	23
Graphique 25	Taux moyen d'imposition selon la taille et le type d'entreprise.....	24

Graphique 26	Taux moyen d'imposition selon le secteur d'activité économique.....	25
Graphique 27	Taxe sur le capital selon le type d'entreprise.....	26
Graphique 28	Taxe sur le capital selon la taille de l'entreprise.....	26
Graphique 29	Taxe sur le capital selon le secteur d'activité économique.....	27
Graphique 30	Cotisation au FSS selon le type d'entreprise.....	28
Graphique 31	Cotisation au FSS selon la taille de l'entreprise.....	28
Graphique 32	Cotisation au FSS selon le secteur d'activité économique.....	29
Graphique 33	Actif total selon la taille de l'entreprise.....	44
Graphique 34	Actif total selon le secteur d'activité économique.....	44

Partie I. Sommaire des statistiques fiscales des sociétés en 2000

Cette partie présente une vue d'ensemble du régime fiscal québécois à l'égard des impôts des sociétés¹ en 2000. La section 1 présente les résultats consolidés des prélèvements fiscaux des sociétés et des principales composantes servant à leur calcul. Les sections 2 et 3 présentent respectivement un profil détaillé des composantes des déclarations de revenus des sociétés, ainsi que leur évolution par rapport à 1999. La section 4 présente un sommaire des bilans des sociétés autres que financières. Enfin, la section 5 présente l'évolution de 1985 à 2000 du nombre de sociétés, du revenu imposable au Québec, de l'impôt à payer au Québec, de la taxe sur le capital et de la cotisation au Fonds des services de santé (FSS).

1. Les prélèvements fiscaux des sociétés

Le régime fiscal québécois à l'égard des sociétés est basé sur trois prélèvements : l'impôt sur le revenu, la taxe sur le capital et la cotisation au FSS. En 2000, ces trois prélèvements totalisent 7,1 milliards de dollars, en baisse de 4,0 % par rapport à 1999. Cette évolution est attribuable à une hausse des assiettes du revenu imposable au Québec (12,1 %), du capital versé au Québec (5,5 %) ainsi que des primes d'assurance (11 %) et à une diminution de 15,3 % des salaires versés au Québec. Le tableau 1 présente le sommaire de ces prélèvements et leur variation entre 1999 et 2000.

Tableau 1
Sommaire des prélèvements fiscaux des sociétés
Québec – 2000

	Niveau 2000	Variation 2000/1999 (%)
Nombre de sociétés	271 345	1,1
Assiettes (millions de dollars)		
Revenu imposable au Québec ¹	24 590	12,1
Capital versé		
— Capital versé au Québec ²	276 364	5,5
— Primes d'assurance	9 803	11,0
Salaires assujettis au Québec	72 015	-15,3
Prélèvements fiscaux (millions de dollars)		
Impôt à payer au Québec	2 346	16,4
Taxe sur le capital ³	1 976	5,6
Cotisation au FSS	2 802	-20,7
Total des prélèvements fiscaux	7 124	-4,0

¹ Obtenu en appliquant la proportion des affaires faites au Québec au revenu imposable mondial.

² Obtenu en appliquant la proportion des affaires faites au Québec au capital versé.

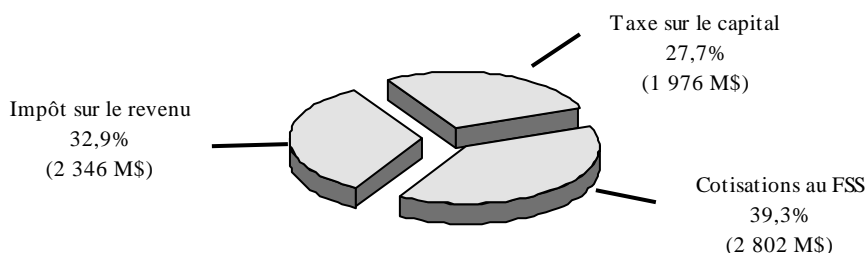
³ Incluant l'en-lieu de taxe sur le capital des sociétés d'assurance.

¹ Le terme société est utilisé pour désigner les sociétés commerciales, appelées communément corporations ou compagnies. Il n'inclut pas les sociétés de personnes. Par ailleurs, dans ce document, le terme entreprise a la même signification que le terme société.

— Répartition selon le type de prélèvement fiscal

Le graphique 1 montre que la cotisation au FSS représente 39,3 % du total des prélèvements fiscaux. La taxe sur le capital représente quant à elle un peu plus du quart des prélèvements fiscaux (27,7 %). Enfin, la part de l'impôt sur le revenu constitue près du tiers des prélèvements fiscaux à 32,9 %, en raison notamment du fait que plusieurs sociétés (51,4 % de l'ensemble) ont accusé des pertes en 2000 et n'ont donc pas été imposées.

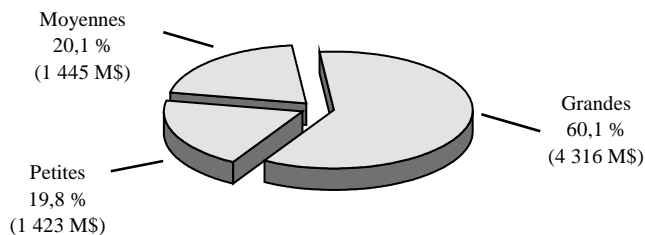
Graphique 1
Prélèvements fiscaux
(7 124 millions de dollars)



— Répartition selon la taille de l'entreprise²

En 2000, les petites entreprises ont payé 1 423 millions de dollars en prélèvements fiscaux, soit 19,8 % du total, alors qu'elles ont produit 91,0 % de l'ensemble des déclarations. Les grandes entreprises ont, quant à elles, payé 60,1 % de l'ensemble des prélèvements fiscaux par rapport à 1,7 % des déclarations. Enfin, la part des prélèvements fiscaux des entreprises de taille moyenne est de 20,1 %. Ces dernières ont produit 7,3 % des déclarations de 2000.

Graphique 2
Prélèvements fiscaux selon la taille de l'entreprise
(7 124 millions de dollars)

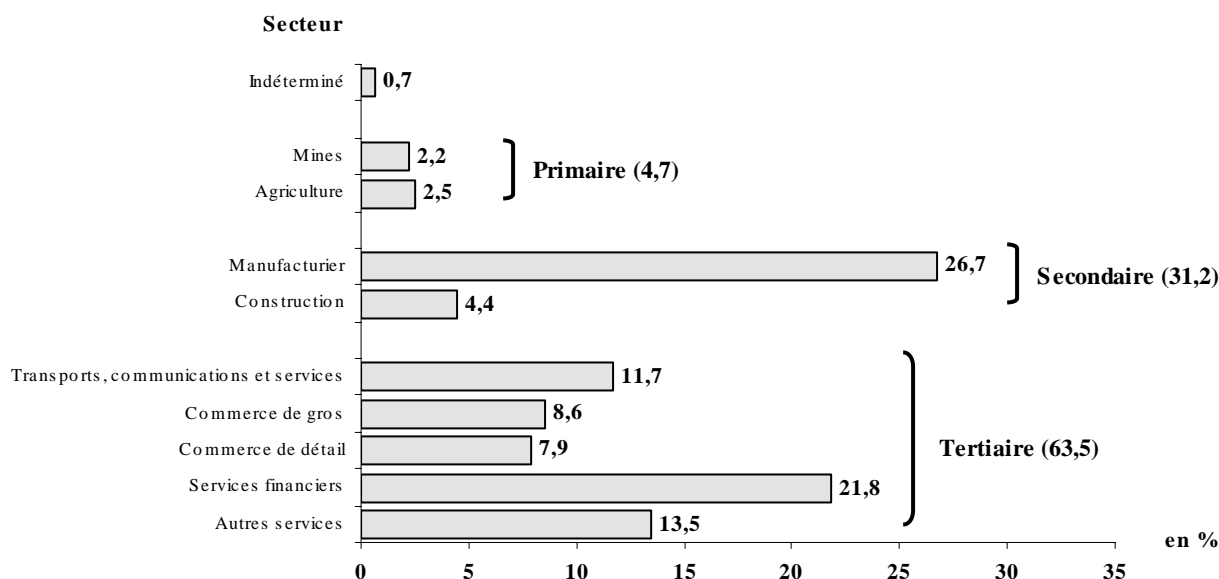


² Pour les secteurs autres que le secteur manufacturier, les petites entreprises sont celles dont le revenu brut est inférieur à 2 millions de dollars; les entreprises de taille moyenne, celles dont le revenu brut est compris entre 2 et 20 millions de dollars et les grandes entreprises sont celles dont le revenu brut est supérieur à 20 millions de dollars. Les petites entreprises du secteur manufacturier sont celles dont l'actif total est inférieur à 3 millions de dollars; les moyennes entreprises, celles dont l'actif total est compris entre 3 et 12 millions de dollars; et les grandes entreprises, celles dont l'actif total est supérieur à 12 millions de dollars.

— Répartition selon le secteur d'activité économique³

La répartition des prélèvements fiscaux selon le secteur d'activité économique montre que le secteur tertiaire a assumé 63,5 % du total des prélèvements fiscaux. Les parts des secteurs primaire et secondaire sont respectivement de 4,7 % et 31,2 %. En particulier, le secteur des services financiers et de l'industrie manufacturière ont payé 48,5 % des 7,1 milliards de dollars de prélèvements fiscaux.

Graphique 3
Prélèvements fiscaux selon le secteur d'activité économique
(7 124 millions de dollars)



1.1 L'impôt sur le revenu des sociétés

Le tableau 2 présente le nombre de sociétés ayant produit une déclaration de revenus en 2000, l'impôt total à payer au Québec, ainsi que les principales composantes servant à son calcul. En 2000, le nombre total de sociétés s'élève à 271 345, en hausse de 1,1 % par rapport à 1999. Les revenus déclarés par ces sociétés englobent aussi bien ceux réalisés au Québec qu'à l'extérieur. Aussi, le revenu imposable mondial de ces sociétés s'élève à près de 58 milliards de dollars. L'impôt total calculé sur ce revenu s'élève à 5,3 milliards de dollars. Cependant, comme l'impôt qu'une société doit payer au Québec ne tient compte que des affaires qui y sont réalisées, l'impôt total à payer au Québec s'élève à 2,3 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 16,4 % par rapport à 1999.

³ Le secteur de l'agriculture inclut l'agriculture, les pêches et l'exploitation forestière; celui des mines inclut les mines, les carrières et les puits de pétrole; celui des transports inclut les transports, les communications et les services publics; celui des finances inclut notamment les banques, les compagnies d'assurance, les sociétés d'investissement et les services immobiliers; celui des autres services inclut les services gouvernementaux, les services aux entreprises et les services personnels.

Tableau 2

**Nombre de sociétés et principales composantes de la déclaration de revenus
Impôt sur le revenu - Québec - 2000**

	Sociétés non imposées		Sociétés imposées		Toutes les sociétés	
	Nombre	Var. (%)	Nombre	Var. (%)	Nombre	Var. (%)
Nombre de sociétés	139 478	0,7	131 867	1,6	271 345	1,1
Principales composantes de l'impôt à payer (en millions de dollars)	Montant	Var. (%)	Montant	Var. (%)	Montant	Var. (%)
— Bénéfice net selon les états financiers						
Bénéfice net positif	29 434	22,2	78 250	12,8	107 684	15,2
Bénéfice net négatif	-15 262	2,2	-693	-41,5	-15 956	-1,0
Total	14 172	54,7	77 557	13,7	91 728	18,6
— Rapprochement entre le bénéfice net et le revenu net aux fins de l'impôt						
Éléments à ajouter	49 709	4,9	75 562	26,7	125 271	17,1
Éléments à retrancher	-59 203	11,8	-79 082	43,0	-138 285	27,7
Total	-9 495	69,7	-3 520	—	-13 014	—
— Revenu net aux fins de l'impôt						
Revenu net positif	22 438	36,2	74 037	2,1	96 475	8,4
Revenu net négatif	-17 761	37,5			-17 761	37,5
Total	4 677	31,2	74 037	2,1	78 714	3,5
— Déductions	23 139	37,1	16 885	-0,2	40 024	18,5
— Revenu imposable mondial¹	1 601	267,7	56 351	1,4	57 952	3,4
— Impôt total			5 340	3,5	5 340	3,5
— Proportion des affaires faites au Québec (%)			43,9	12,5	43,9	12,5
— Impôt à payer au Québec			2 346	16,4	2 346	16,4

¹ Revenu imposable au Québec 510 2 899,7 24 080 9,9 24 590 12,1
(Le revenu imposable au Québec est obtenu en appliquant la proportion des affaires faites au Québec au revenu imposable mondial.)

1.1.1. Les sociétés

En 2000, 271 345 sociétés ont produit une déclaration de revenus. Par ailleurs, les statistiques fiscales distinguent les sociétés imposées des sociétés non imposées. Parmi les sociétés ayant produit une déclaration en 2000, 131 867 sont imposées, ce qui représente une augmentation de 1,6 % par rapport à 1999. Les sociétés non imposées sont celles dont l'impôt à payer avant les crédits d'impôt remboursables est nul. Le nombre de sociétés non imposées a également affiché une hausse de 0,7 % au cours de la même période pour s'établir à 139 478. La majorité de ces entreprises (73 198; 52,5 %) sont des sociétés dont le revenu net aux fins de l'impôt est négatif. Par ailleurs, comme indiqué aux sections suivantes, la majorité des sociétés non imposées ont payé la taxe sur le capital (122 213; 87,6 %) et la cotisation au FSS (60 313; 43,2 %) lorsqu'elles ont versé des salaires au Québec⁴.

1.1.2. Les revenus

— Le bénéfice net selon les états financiers

En 2000, le bénéfice net consolidé, selon les états financiers des sociétés ayant au moins un établissement au Québec, s'élève à 91,7 milliards de dollars, en hausse de 18,6 % par rapport à 1999.

Le bénéfice net selon les états financiers mesure les profits réalisés par les sociétés au cours de l'exercice financier se terminant en 2000. Il représente, entre autres, la différence entre les produits et les charges des sociétés. À cet égard, il tient compte des revenus tirés de la vente de biens et de services et des coûts engagés pour réaliser ces ventes, notamment les dépenses liées aux salaires et aux achats d'intrants. Il incorpore également d'autres revenus tels les gains en capital, les dividendes ainsi que d'autres charges telles que les impôts fonciers et les intérêts sur emprunt.

Au cours d'un exercice donné, les sociétés peuvent réaliser des profits ou accuser des pertes. En 2000, les sociétés ayant réalisé des profits (174 213) ont déclaré un bénéfice net de 107,7 milliards de dollars, en hausse de 15,2 %, alors que les autres (86 644) ont accusé des pertes aux livres de 16,0 milliards de dollars.

— Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt

Le bénéfice net selon les états financiers ne correspond pas nécessairement au revenu net aux fins de l'impôt. Il peut différer du fait que la *Loi sur les impôts* prévoit notamment des règles différentes au chapitre du calcul de l'amortissement, des provisions et des réserves, etc. Le tableau suivant fait état des principales différences entre le bénéfice net selon les états financiers et le revenu net aux fins de l'impôt.

⁴ Parmi les sociétés qui ne paient pas la cotisation au FSS, on retrouve notamment une forte proportion de sociétés de portefeuille qui n'ont versé aucun salaire au Québec.

Principales différences entre le bénéfice net selon les états financiers et le revenu net aux fins de l'impôt

	États financiers	Aux fins de l'impôt
– Provisions et réserves	Dépense courante	Non déductibles sauf exception
– Dépenses de recherche et développement	Partiellement amortissables	Pleinement déductibles
– Amortissement	Selon la durée de vie utile du bien	Selon les taux prévus par la législation
– Frais de repas et de représentation	Dépense courante	Partiellement déductibles

En 2000, le revenu net aux fins de l'impôt a été inférieur de 13 milliards de dollars au bénéfice net selon les états financiers.

— Le revenu net aux fins de l'impôt

En 2000, le revenu net consolidé des sociétés aux fins de l'impôt s'élève à 78,7 milliards de dollars, en hausse de 3,5 % par rapport à 1999. Ce montant est constitué des revenus des entreprises dont le revenu net aux fins de l'impôt est positif et de celles dont le revenu net aux fins de l'impôt est nul ou inférieur à zéro. En 2000, 174 150 sociétés ont déclaré un revenu net aux fins de l'impôt positif de 96,5 milliards de dollars. Par ailleurs, les sociétés imposées ont déclaré un revenu net aux fins de l'impôt de 74,0 milliards de dollars en hausse de 2,1 %.

— Les déductions

Les déductions sont des montants non imposables en vertu de l'impôt qui ont été inclus dans les états financiers. Elles servent notamment à assurer une équité temporelle dans le traitement du revenu des sociétés (déductions pour pertes agricoles, pertes autres qu'en capital, pertes nettes en capital, etc.)⁵, à éviter la double imposition des dividendes provenant de sociétés canadiennes imposables et à exclure du revenu imposable les dons de charité admissibles. En 2000, le total des déductions s'est élevé à 40,0 milliards de dollars⁶, en hausse de 18,5 % par rapport à 1999.

⁵ En plus de la déduction pour pertes d'autres années, le régime québécois permet aux sociétés de réclamer un crédit d'impôt remboursable à l'égard des pertes pour l'année courante ou les années antérieures. Le taux de ce crédit est de 5,75 % des pertes de la société. Le crédit est limité à trois fois le montant de la taxe sur le capital. La partie qui excède ce montant peut être reportée au cours des sept années suivantes.

⁶ Les déductions représentent uniquement le total des montants utilisés pour le calcul du revenu imposable. Ce total diffère du total des montants inscrits sur les déclarations. En effet, pour certaines sociétés, le total des déductions accordées est supérieur au revenu net aux fins de l'impôt. Pour ces sociétés, l'excédent des déductions par rapport au revenu net aux fins de l'impôt n'est pas pris en compte dans le calcul du revenu imposable. Aussi, le montant des déductions inscrit sur les déclarations de 2000 est de 40,0 milliards de dollars, alors que le montant des déductions effectivement utilisées est de 38,5 milliards de dollars.

— Le revenu imposable

Le revenu imposable mondial en 2000 totalise 58,0 milliards de dollars, en hausse de 3,4 % par rapport à 1999. Il correspond au revenu net positif aux fins de l'impôt (96,5 milliards de dollars) moins les déductions effectivement utilisées (38,5 milliards de dollars).

1.1.3. L'impôt à payer

— Impôt total

Pour l'année d'imposition 2000, l'impôt sur le revenu du Québec applicable aux sociétés est établi selon une échelle de trois taux d'imposition qui varient selon le type de revenu et la taille de l'entreprise. Premièrement, les revenus passifs d'une entreprise, notamment les revenus d'intérêts, de dividendes et les autres revenus de biens, sont imposés au taux de 16,25 %. Deuxièmement, les revenus actifs, tels que ceux tirés de l'exploitation d'un commerce, d'une entreprise de fabrication ou d'intermédiation financière, sont imposés au taux de 8,9 %. Enfin, à l'égard des revenus actifs, certaines entreprises privées dont le contrôle est canadien peuvent être admissibles pour l'année d'imposition 2000 à la déduction pour petites entreprises correspondant à une réduction du taux de 8,9 % à 5,75 % sur les premiers 200 000 dollars de revenus actifs⁷.

L'impôt total, soit le résultat de l'application des taux d'imposition propres à chaque type de revenu imposable, totalise 5,3 milliards de dollars, en hausse de 3,5 % par rapport à 1999.

— Impôt à payer au Québec

Pour plusieurs sociétés, le calcul de l'impôt total ne correspond pas à l'impôt à payer au Québec puisqu'il est calculé à partir du revenu imposable mondial des sociétés ayant au moins un établissement au Québec. Dans le cas d'une société ayant des établissements à la fois au Québec et ailleurs, l'impôt à payer au Québec s'obtient en appliquant la proportion des affaires faites au Québec⁸ au calcul de l'impôt total.

En 2000, les sociétés imposées ayant au moins un établissement au Québec réalisent 43,9 % de leurs affaires au Québec⁹.

Aussi, l'impôt total à payer au Québec s'élève à 2,3 milliards de dollars, en hausse de 16,4 % par rapport à 1999. Cet accroissement est principalement attribuable à l'augmentation de la proportion des affaires faites au Québec (hausse de 12,5 % par rapport à 1999).

⁷ Dans le cadre de la réforme de la fiscalité des entreprises annoncée dans le *Discours sur le budget 1998-1999*, le taux des petites entreprises a été ramené à 8,9 % à compter du 1^{er} juillet 1999. Parallèlement, la cotisation au FSS a été réduite d'une proportion pouvant atteindre 37 % à partir du 1^{er} janvier 1999.

⁸ Pour le calcul de l'impôt et de la taxe sur le capital, la proportion des affaires faites au Québec de chaque entreprise correspond à la moyenne des parts de revenus et de salaires versés au Québec $[0,5 * (\text{salaires au Québec/salaires totaux}) + 0,5 * (\text{revenus au Québec/revenus totaux})]$. Le calcul de la proportion des affaires faites au Québec diffère notamment pour les institutions financières et les différents types de sociétés de transport.

⁹ Cette proportion correspond au rapport entre le total de l'impôt à payer au Québec (2,3 milliards de dollars) et l'impôt total (5,3 milliards de dollars). Elle représente la proportion des affaires faites au Québec des sociétés qui ont un impôt à payer et, de ce fait, ne tient pas compte des sociétés non imposées. Aussi, elle peut différer du pourcentage des affaires faites au Québec par l'ensemble des entreprises ayant produit une déclaration de revenus.

1.2 La taxe sur le capital

Le tableau 3 présente le nombre de sociétés ayant payé la taxe sur le capital, les montants payés ainsi que les principales composantes servant à son calcul.

Tableau 3

Nombre de sociétés payant la taxe sur le capital et principales composantes de la déclaration de revenus Taxe sur le capital - Québec - 2000

	Sociétés non imposées ¹		Sociétés imposées ¹		Toutes les sociétés	
	Nombre	Var. (%)	Nombre	Var. (%)	Nombre	Var. (%)
Nombre de sociétés	122 213	5,8	131 395	1,6	253 608	3,5
Taxe sur le capital des sociétés autres que les sociétés d'assurance (millions de dollars)	Montant	Var. (%)	Montant	Var. (%)	Montant	Var. (%)
— Capital versé ²	285 744	-1,2	351 074	1,8	636 817	0,4
— Taxe sur le capital versé	1 668	0,7	2 488	2,6	4 156	1,8
— Proportion des affaires faites au Québec (%)	51,9	3,6	35,0	2,9	41,8	3,0
— Taxe sur le capital à payer	866	4,3	871	5,5	1 737	4,9
En-lieu de taxe sur le capital des sociétés d'assurance (millions de dollars)						
— Primes d'assurance de personnes	425	7,2	5 040	10,2	5 465	10,0
— Primes d'assurance de dommages	1 095	-31,2	3 243	42,8	4 338	12,3
— En-lieu de taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	41	-25,8	198	24,1	239	11,2
Total de la taxe sur le capital (millions de dollars)	908	2,4	1 069	8,5	1 976	5,6
¹ À l'impôt sur le revenu.						
² Capital versé au Québec. (Le capital versé au Québec est obtenu en appliquant la proportion des affaires faites au Québec au capital versé.)	141 325	6,5	135 038	4,4	276 364	5,5

1.2.1 Les sociétés

En 2000, 253 608 sociétés ont payé la taxe sur le capital, soit une augmentation de 3,5 % par rapport à 1999. De ce nombre, on retrouve 122 213 sociétés (48,2 %) qui n'ont payé aucun impôt sur le revenu.

1.2.2 L'assiette de la taxe sur le capital

La taxe sur le capital des sociétés autres que les sociétés d'assurance est calculée sur la base du capital versé de la société montré à ses états financiers. Le régime fiscal précise les éléments devant être inclus dans le capital versé ou déduit de celui-ci. Ces éléments diffèrent selon que la société est une institution financière ou non. Pour une société qui n'est pas une institution financière, les éléments suivants doivent être inclus dans le capital versé : le capital-actions, les surplus, les provisions et réserves, les prêts et avances consentis à la société et les autres dettes de la société¹⁰. Les éléments devant être déduits sont les suivants : le déficit, l'impôt reporté débiteur, la déduction pour les sociétés minières et la réduction pour placements dans une autre société.¹¹

En 2000, le capital versé des sociétés autres que les sociétés d'assurance s'élève à 636,8 milliards de dollars, en hausse de 0,4 % par rapport à 1999. Le capital versé des sociétés non imposées aux fins de l'impôt sur le revenu, constituant 44,9 % de l'assiette, a diminué de 1,2 % par rapport à 1999 alors que celui des sociétés imposées a augmenté de 1,8 %.

Par ailleurs, les sociétés d'assurance sont assujetties à un en-lieu de taxe sur le capital calculé en fonction des primes payables prévues dans un contrat d'assurance. En 2000, les primes d'assurance de personnes s'élèvent à 5,5 milliards de dollars, en hausse de 10,0 % par rapport à 1999. Pour la même année, les primes d'assurance de dommages s'élèvent à 4,3 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 12,3 % par rapport à 1999.

1.2.3 La taxe sur le capital à payer

— Taxe sur le capital versé

En 2000, le taux de la taxe sur le capital versé applicable aux sociétés autres que les institutions financières était de 0,64 %. Pour les institutions financières, le taux de la taxe sur le capital était de 1,28 %. Avant le 10 mai 1996, le taux de la taxe sur le capital applicable aux sociétés autres que les institutions financières était de 0,56 % et de 1,12 % pour les institutions financières.

En 2000, la taxe sur le capital versé des sociétés autres que les sociétés d'assurance s'élève à 4,2 milliards de dollars, en hausse de 1,8 % par rapport à 1999.

¹⁰ Plutôt que d'inclure les prêts et avances consentis et les autres dettes, les institutions financières doivent inclure le passif à long terme (pour une durée supérieure à cinq ans) et 50 % de la valeur des éléments d'actifs qui sont des biens corporels.

¹¹ Plutôt que de retrancher la déduction pour les sociétés minières et la réduction pour placements dans une entreprise, les institutions financières peuvent utiliser la déduction pour placements dans une autre institution financière liée.

— Taxe sur le capital à payer au Québec

Pour plusieurs sociétés, le calcul de la taxe sur le capital versé ne correspond pas à la taxe sur le capital à payer au Québec, puisqu'elle est calculée à partir du capital versé des sociétés ayant au moins un établissement au Québec. Comme pour le calcul de l'impôt, dans le cas d'une société ayant des établissements à la fois au Québec et ailleurs, la taxe sur le capital à payer au Québec s'obtient en appliquant la proportion des affaires faites au Québec¹² au calcul de la taxe sur le capital versé. En 2000, les sociétés ayant payé la taxe sur le capital réalisent en moyenne 41,8 % de leurs affaires au Québec¹³.

Aussi, la taxe sur le capital à payer au Québec s'élève à 1 737 milliards de dollars pour les sociétés autres que les sociétés d'assurance, en hausse de 4,9 % par rapport à 1999. Quant à l'en-lieu de taxe sur le capital des sociétés d'assurance, il s'élève à 239 millions de dollars, en hausse de 11,2 % par rapport à 1999. Au total, le rendement de la taxe sur le capital s'élève à 2 milliards de dollars.

1.3 La cotisation des employeurs au Fonds des services de santé

Tous les employeurs des secteurs privé et public paient une taxe générale sur la masse salariale, soit la cotisation des employeurs au Fonds des services de santé (FSS). L'assiette de cette taxe correspond au salaire versé au Québec à un employé, soit le revenu brut d'emploi pour l'application de l'impôt sur le revenu, auquel s'ajoute la valeur des avantages imposables qui lui sont accordés. En 2000, les cotisations au FSS s'élèvent à 2,8 milliards de dollars, ce qui représente une baisse de 21,7 % par rapport à 1999. Cette diminution est attribuable essentiellement à la réduction du taux de cotisation au FSS pouvant atteindre 37 % pour certaines entreprises comme introduit dans le cadre de la réforme de la fiscalité des entreprises.

En effet, les entreprises dont la masse salariale est inférieure à 5 millions de dollars ont profité le 1^{er} janvier 1999 de la première des trois réductions prévues du taux de cotisation au FSS, les deux autres étant appliquées les 1^{er} janvier 2000 et 2001. Ainsi, le taux moyen de cotisation est passé de 4,26 % en 1998 à 4,16 % en 1999 et à 3,89 % en 2000.

¹² Voir note 8.

¹³ Cette proportion correspond au rapport entre la taxe sur le capital à payer au Québec (1,7 milliard de dollars) et la taxe sur le capital calculée sur la base de l'ensemble des activités de l'entreprise (4,2 milliards de dollars). Elle représente la proportion des affaires faites au Québec des sociétés ayant payé la taxe sur le capital. Pour cette raison, elle peut différer du pourcentage des affaires faites au Québec de l'ensemble des entreprises ayant produit une déclaration de revenus.

2. Le profil des sociétés

2.1 L'impôt sur le revenu des sociétés

2.1.1 Le nombre de déclarations

Les statistiques fiscales présentent les statistiques de l'ensemble des sociétés qui ont produit une déclaration de revenus au Québec. Une société qui a un établissement au Québec à un moment quelconque d'une année d'imposition doit payer un impôt sur son revenu imposable pour cette année d'imposition. Une société n'est imposée au Québec que si elle y possède un établissement. Dans le cas où elle en possède également un à l'extérieur du Québec, un mécanisme de répartition de l'impôt de la société entre les juridictions est prévu de façon à éviter l'éventualité d'une double imposition.

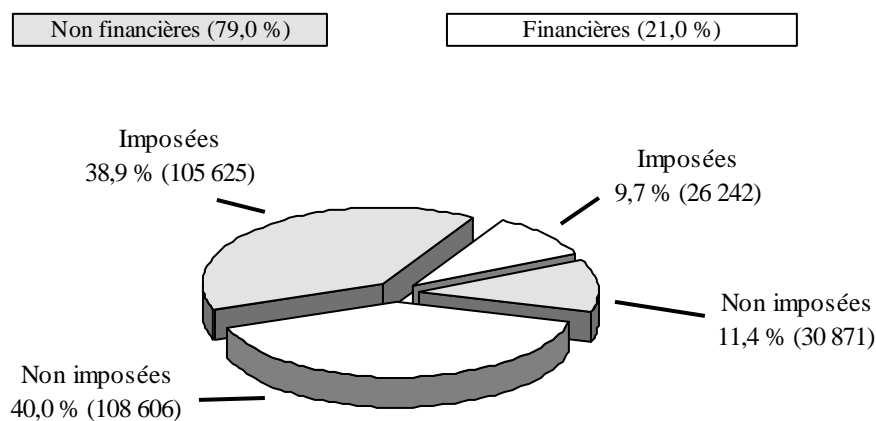
— Répartition selon le type d'entreprise

En 2000, le ministère du Revenu du Québec a traité 271 345 déclarations de sociétés qui avaient au moins un établissement au Québec. De ce nombre, 79,0 % ont été produites par des sociétés non financières et 21,0 % par des sociétés financières, ce qui inclut notamment les banques, les compagnies d'assurance, les sociétés d'investissement et les services immobiliers.

Par ailleurs, les statistiques fiscales distinguent les sociétés imposées des sociétés non imposées. À cette fin, une société non imposée est une société qui ne paie pas d'impôt sur le revenu pour une des raisons suivantes : elle est exonérée d'impôt; son revenu imposable est nul; les déductions du revenu imposable ou les déductions d'impôt¹⁴ lui permettent de ramener son impôt à payer à zéro. En 2000, 26 242 sociétés financières sont imposées, soit 9,7 % de l'ensemble des sociétés ayant produit une déclaration. Dans les autres secteurs, 105 625 sociétés sont imposées, soit 38,9 % du total. Par ailleurs, pour la majorité des sociétés non imposées en 2000, cette situation provient du fait qu'elles n'ont pas réalisé de bénéfices.

Graphique 4

Nombre de déclarations imposées et non imposées selon le type d'entreprise (271 345 déclarations)

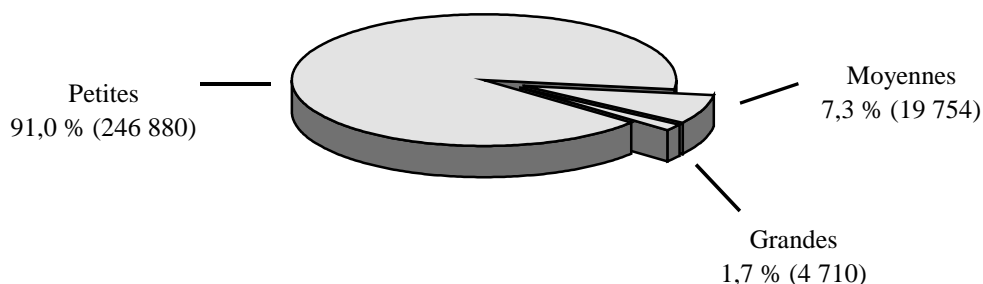


¹⁴ Notamment, la déduction d'impôt sur les opérations forestières.

— Répartition selon la taille d'entreprise

Les petites entreprises ont produit 91,0 % de l'ensemble des déclarations des sociétés comparativement à 7,3 % pour les entreprises de taille moyenne et 1,7 % pour les grandes sociétés.

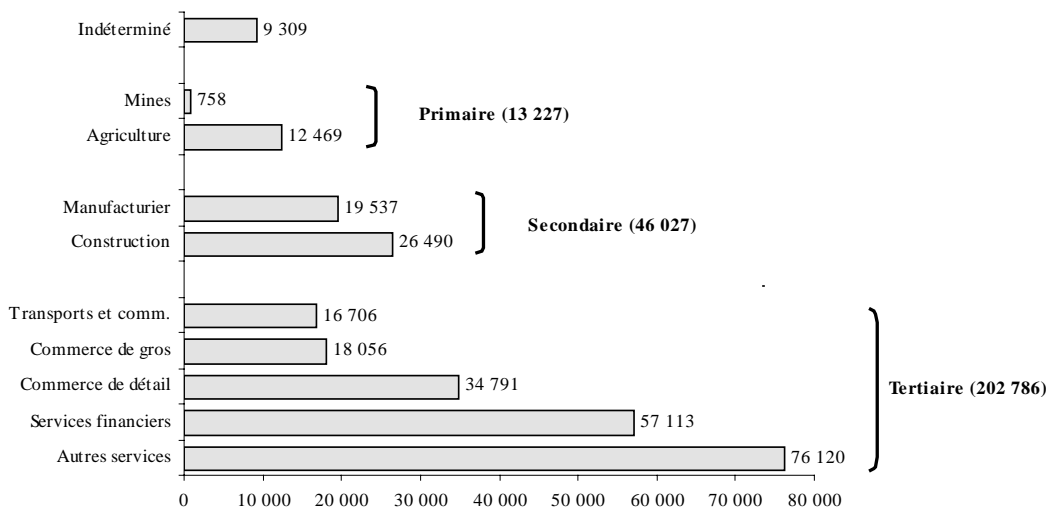
Graphique 5
Nombre de déclarations selon la taille de l'entreprise
 (271 345 déclarations)



— Répartition selon le secteur d'activité économique

La répartition des déclarations selon le secteur d'activité économique montre que le secteur tertiaire a produit 202 786 déclarations de revenus, soit 74,7 % de l'ensemble des déclarations de revenus. Les sociétés du secteur primaire ont produit quant à elles 4,9 % des déclarations de revenus en 2000. Les déclarations des sociétés du secteur secondaire (manufacturier et construction) ont constitué 17,0 % du total.

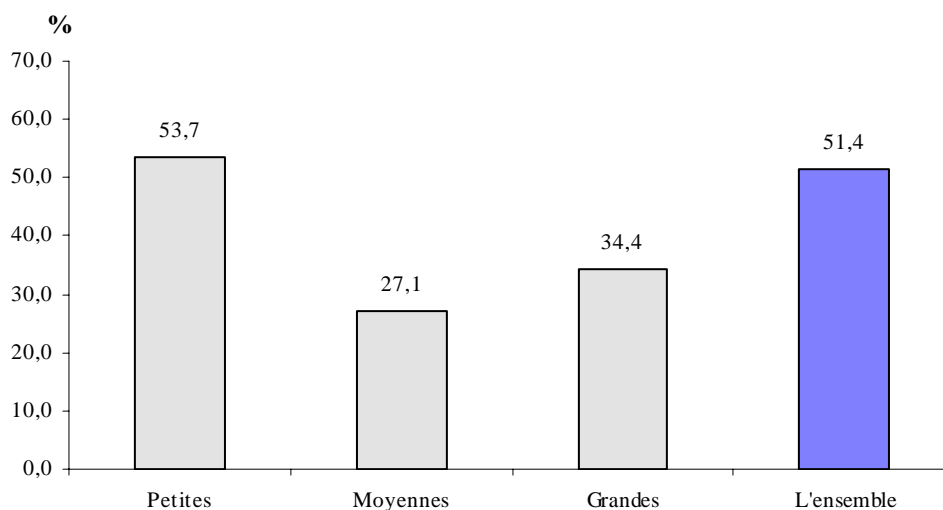
Graphique 6
Nombre de déclarations selon le secteur d'activité économique
 (271 345 déclarations)



— Proportion des déclarations non imposées selon la taille de l'entreprise

Le graphique 7 présente la proportion des déclarations non imposées selon la taille de l'entreprise. On y constate que 53,7 % des petites entreprises sont non imposées. Les entreprises de taille moyenne sont quant à elles non imposées dans une proportion de 27,1 %. La proportion des grandes entreprises non imposées, soit 34,4 %, est supérieure à celle des entreprises de taille moyenne, notamment en raison de la déduction pour pertes d'autres années et de la déduction pour dividendes imposables.

Graphique 7
Proportion de déclarations non imposées selon la taille de l'entreprise
(139 477 déclarations non imposées; 51,4 pour cent)



2.1.2 Le revenu imposable des sociétés

Le revenu imposable s'obtient en retranchant du revenu net aux fins de l'impôt l'ensemble des déductions accordées. Le revenu net aux fins de l'impôt est quand à lui obtenu après avoir apporté certains ajustements au bénéfice net selon les états financiers.

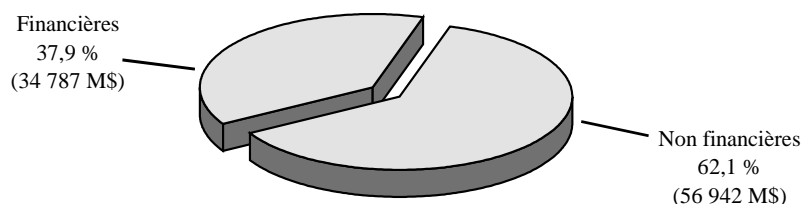
2.1.2.1 Le bénéfice net selon les états financiers

Le bénéfice net selon les états financiers mesure les profits réalisés par la société au cours de l'exercice financier. Il tient compte des revenus et des dépenses de la société. En 2000, le bénéfice net selon les états financiers de l'ensemble des sociétés s'élève à 91,7 milliards de dollars. Cette situation résulte du fait que 174 213 sociétés ont déclaré des bénéfices nets positifs qui totalisent 107,7 milliards de dollars, alors que 86 644 sociétés ont inscrit des pertes qui totalisent 16,0 milliards de dollars.

— Répartition selon le type d'entreprise

En 2000, les sociétés non financières ont réalisé 62,1 % du bénéfice net selon les états financiers. Les sociétés financières ont quant à elles généré 37,9 % du bénéfice net total.

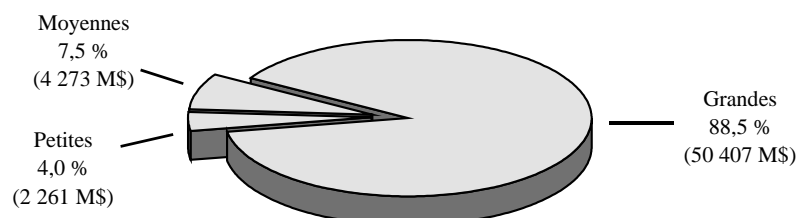
Graphique 8
Bénéfice net selon les états financiers en fonction du type d'entreprise
(91 728 millions de dollars)



— Répartition selon la taille des entreprises non financières

La proportion du bénéfice net d'après les états financiers réalisée par les petites entreprises non financières est de 4,0 %, alors qu'elles ont produit 89,8 % des déclarations de revenus des entreprises non financières. Inversement, les grandes entreprises non financières ont déclaré 88,5 % du bénéfice net total, alors qu'elles n'ont produit que 2,0 % des déclarations des entreprises de cette catégorie. Les entreprises non financières de taille moyenne, qui ont produit 8,3 % des déclarations, ont réalisé 7,5 % des bénéfices nets.

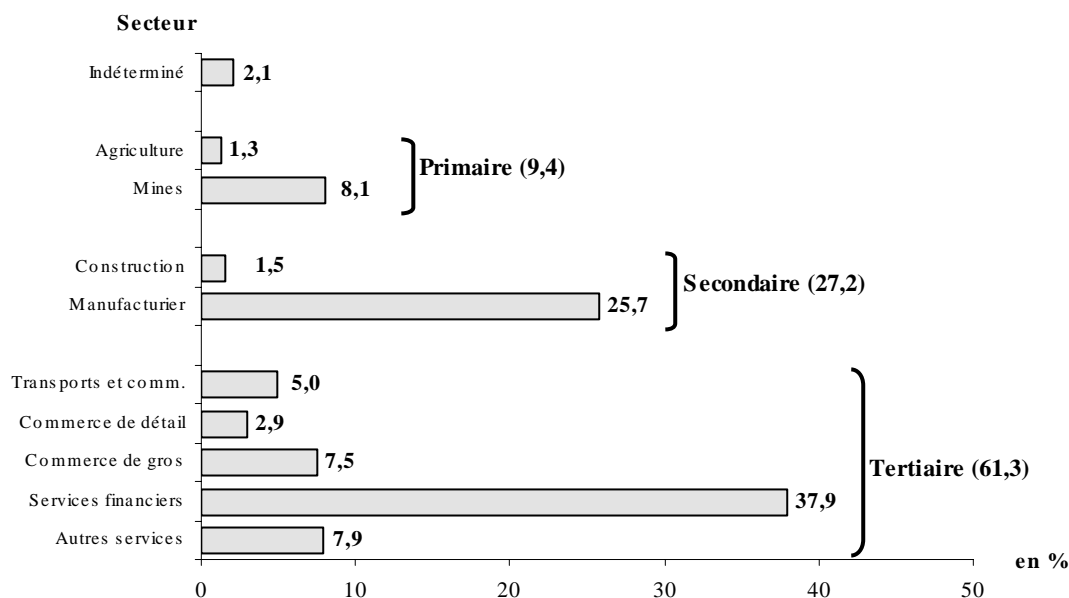
Graphique 9
Bénéfice net selon les états financiers en fonction de la taille de l'entreprise
(56 942 millions de dollars)



— Répartition selon le secteur d'activité économique

En 2000, le secteur tertiaire a déclaré 61,3 % des bénéfices nets selon les états financiers. En comparaison, ce secteur a produit 74,7 % des déclarations de revenus. Le secteur primaire a déclaré des bénéfices nets qui représentent 9,4 % du total par rapport à 4,9 % des déclarations de revenus. Le secteur secondaire a quant à lui déclaré 27,2 % des bénéfices comparativement à 17,0 % des déclarations.

Graphique 10
Bénéfice net selon les états financiers en fonction du secteur d'activité économique
(91 728 millions de dollars)



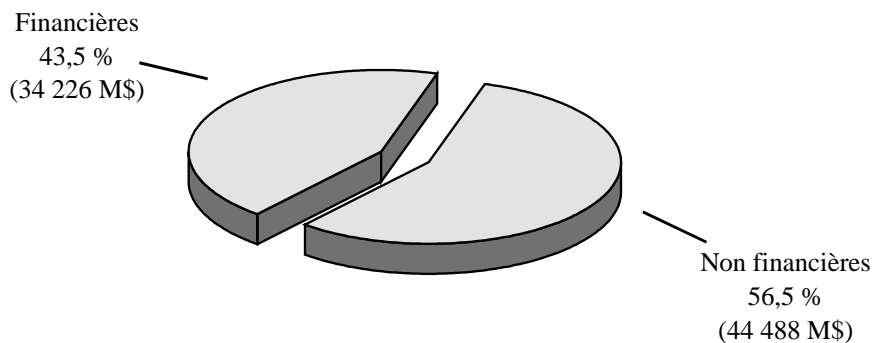
2.1.2.2 Le revenu net aux fins de l'impôt

En 2000, le revenu net aux fins de l'impôt s'élève à 78,7 milliards de dollars. Ce revenu est obtenu en apportant des ajustements au bénéfice net selon les états financiers. Il est calculé en tenant compte notamment des différences à l'égard de l'amortissement comptable et de l'amortissement fiscal. De plus, on y rajoute certaines dépenses déduites du bénéfice qui ne sont pas déductibles aux fins de l'impôt. Enfin, on déduit les montants exemptés de l'impôt qui ne sont pas comptabilisés comme tel dans les états financiers.

— Répartition selon le type d'entreprise

En 2000, les sociétés du secteur financier ont déclaré un revenu net aux fins de l'impôt qui représente 43,5 % du total, soit une part supérieure à celle du bénéfice net selon les états financiers. La part des sociétés non financières dans le revenu net aux fins de l'impôt est de 56,5 %.

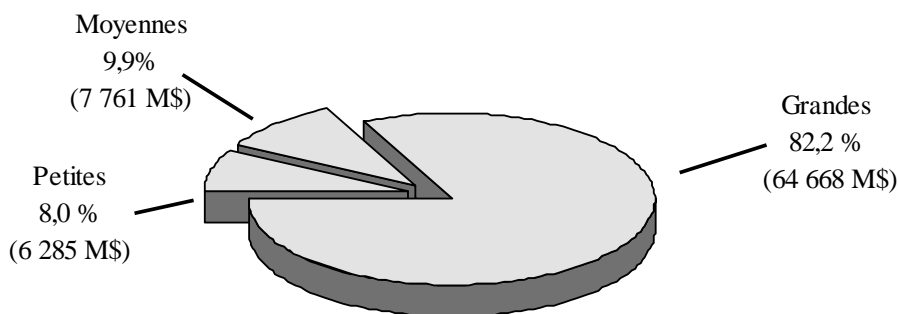
Graphique 11
Revenu net aux fins de l'impôt selon le type d'entreprise
(78 714 millions de dollars)



— Répartition selon la taille de l'entreprise

Les petites entreprises déclarent 8,0 % de l'ensemble du revenu net aux fins de l'impôt des sociétés bien qu'elles produisent 91,0 % des déclarations de revenus. Les grandes entreprises déclarent quant à elles 82,2 % du revenu net aux fins de l'impôt, alors qu'elles ne produisent que 1,7 % des déclarations. Enfin, les entreprises de taille moyenne déclarent 9,9 % de l'ensemble du revenu net aux fins de l'impôt et produisent 7,3 % des déclarations.

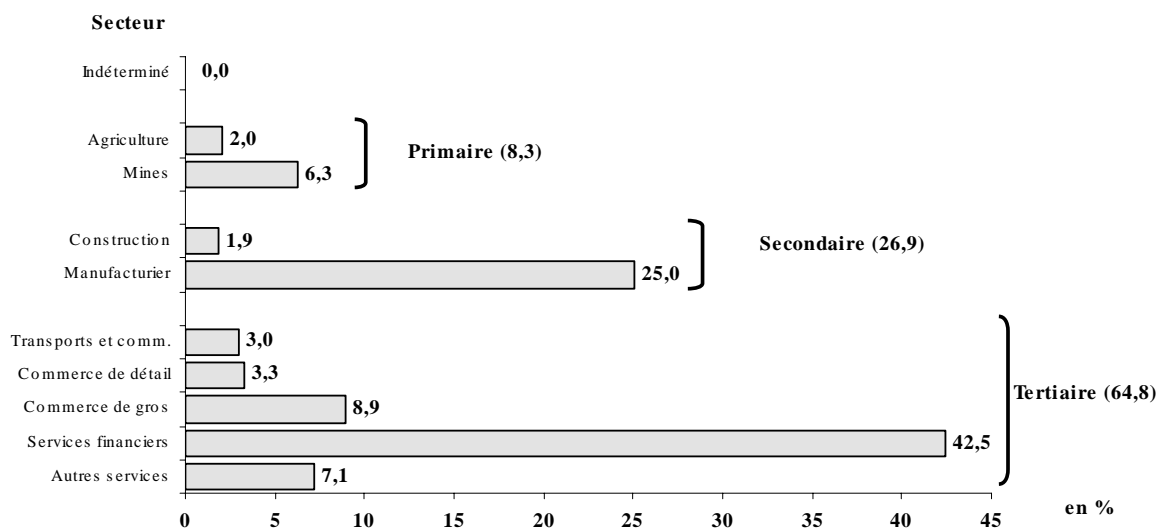
Graphique 12
Revenu net aux fins de l'impôt selon la taille de l'entreprise
(78 714 millions de dollars)



— Répartition selon le secteur d'activité économique

En 2000, le secteur tertiaire a déclaré 64,8 % du revenu net aux fins de l'impôt dont 42,5 % uniquement pour le secteur des services financiers. Le secteur manufacturier a quant à lui déclaré 25,0 % de l'ensemble des revenus nets aux fins de l'impôt.

Graphique 13
Revenu net aux fins de l'impôt selon le secteur d'activité économique
(78 714 millions de dollars)

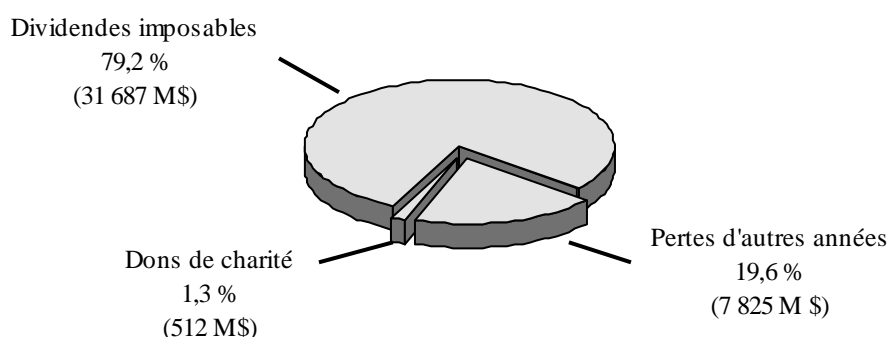


2.1.2.3 Les déductions

— Répartition selon la catégorie

En 2000, les déductions accordées totalisent 40,0 milliards de dollars. La déduction pour les dividendes imposables, qui vise à éviter la double imposition des bénéfices, représente 79,2 % de l'ensemble des déductions. Par ailleurs, les déductions à l'égard des pertes des années antérieures représentent 19,6 % du total des déductions accordées. Enfin, les dons de charité représentent seulement 1,3 % des déductions.

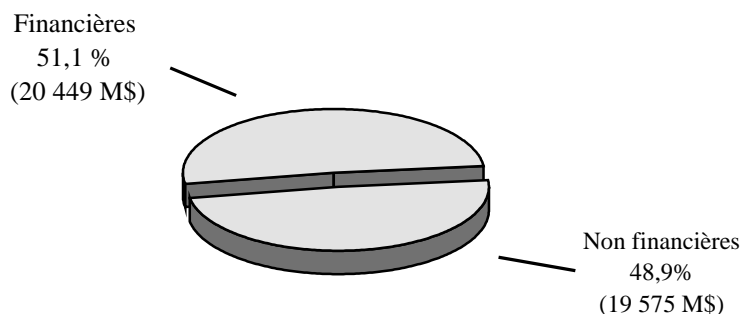
Graphique 14
Déductions selon la catégorie
(40 024 millions de dollars)



— Répartition selon le type d'entreprise

Le graphique 15 montre que les entreprises financières utilisent 51,1 % des déductions, alors que les autres en utilisent 48,9 %. La proportion des déductions utilisées par le secteur financier est supérieure à leur proportion dans le revenu net aux fins de l'impôt (43,5 %) en raison notamment de l'utilisation de la déduction pour dividendes imposables déductibles.

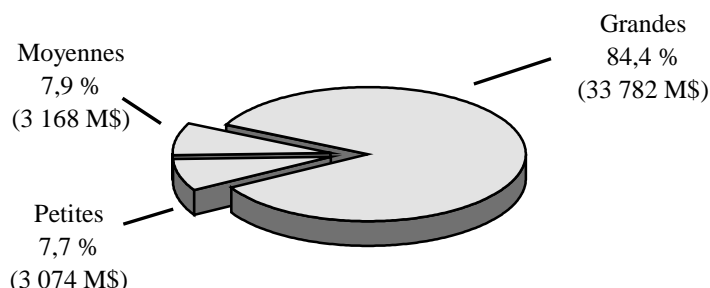
Graphique 15
Déductions selon le type d'entreprise
(40 024 millions de dollars)



— Répartition selon la taille de l'entreprise

Les déductions utilisées par les grandes entreprises représentent 84,4 % du total, soit une proportion comparable à leur part dans le revenu net aux fins de l'impôt (82,2 %). La part des déductions utilisées par les petites et les moyennes entreprises représentent respectivement 7,7 % et 7,9 % du total des déductions.

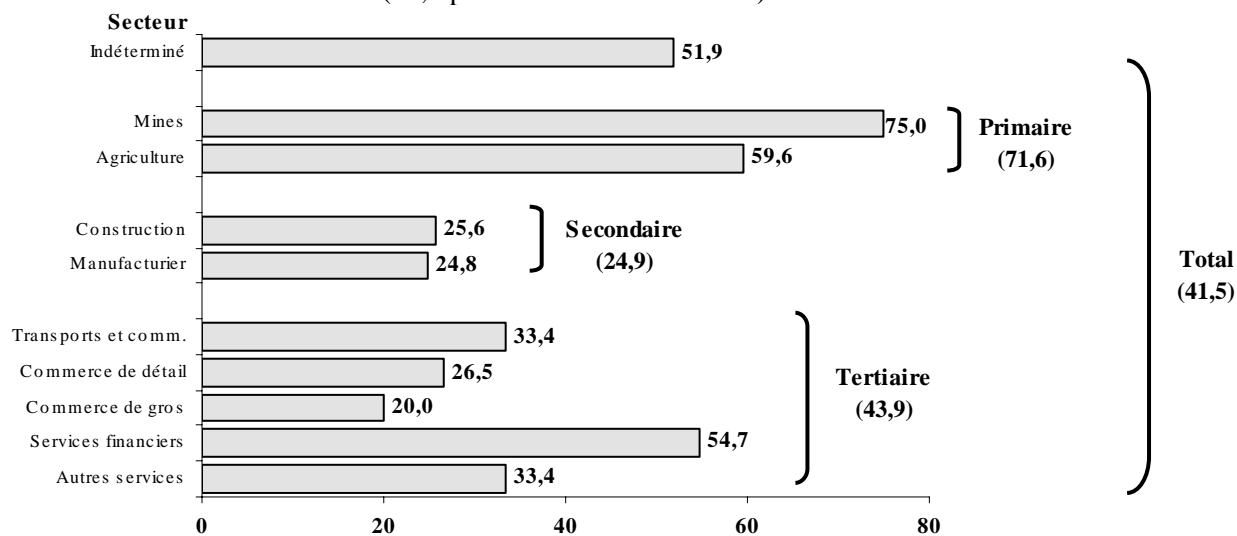
Graphique 16
Déductions selon la taille de l'entreprise
 (40 024 millions de dollars)



— Proportion des déductions dans le revenu net

Le graphique 17 présente la proportion des déductions utilisées dans chaque secteur d'activité économique par rapport à leurs revenus nets.¹⁵ En excluant les sociétés dont le secteur est indéterminé, les secteurs primaire et tertiaire sont ceux où les déductions sont les plus élevées par rapport à leurs revenus nets, soit 71,6 % et 43,9 % respectivement. La part des déductions dans le revenu net pour le secteur secondaire se situe à 24,9 %.

Graphique 17
Proportion des déductions dans le revenu net selon le secteur d'activité économique
 (41,5 pour cent dans l'ensemble)



¹⁵ Pour chaque secteur, la proportion des déductions utilisées est calculée par rapport aux revenus nets positifs.

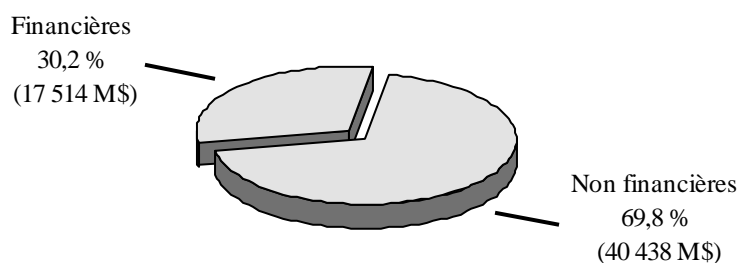
2.1.2.4 Le revenu imposable

En 2000, le revenu imposable mondial des sociétés ayant au moins un établissement au Québec s'élève à 58,0 milliards de dollars. Ce revenu englobe aussi bien les revenus réalisés au Québec qu'à l'extérieur. Par ailleurs, l'impôt qu'une société doit payer au Québec ne s'applique que sur la part des affaires qu'elle y a réalisées. Aussi, le revenu imposable au Québec équivaut au revenu imposable mondial des sociétés multiplié par la proportion des affaires réalisées au Québec, ce qui totalise 24,6 milliards de dollars.

— Répartition selon le type d'entreprise

Le revenu imposable mondial des entreprises financières représente 30,2 % du revenu imposable de l'ensemble des sociétés. Cette proportion est inférieure à leur proportion dans le revenu net aux fins de l'impôt (43,5 %) en raison d'une utilisation plus importante des déductions.

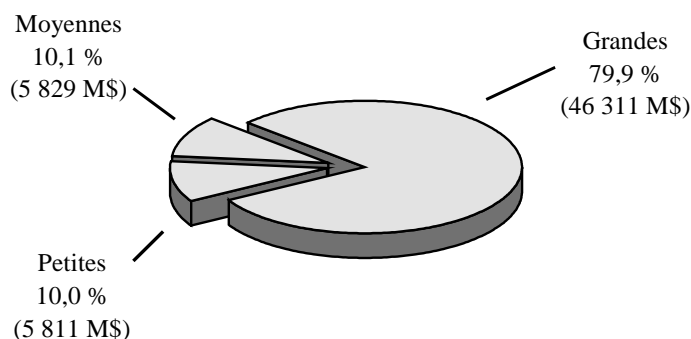
Graphique 18
Revenu imposable mondial selon le type d'entreprise
(57 952 millions de dollars)



— Répartition selon la taille de l'entreprise

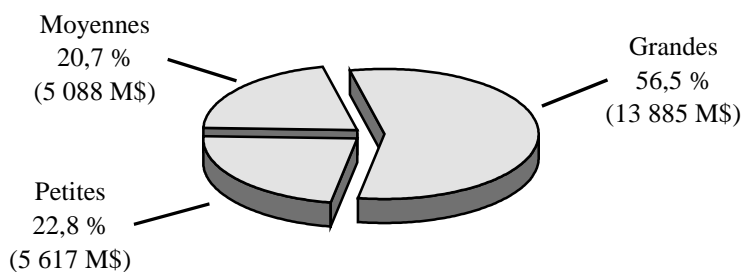
La répartition du revenu imposable mondial selon la taille des entreprises est comparable à celle du revenu net aux fins de l'impôt. En effet, les grandes sociétés ont déclaré un revenu imposable représentant 79,9 % du revenu imposable par rapport à 82,2 % pour le revenu net aux fins de l'impôt. Le revenu imposable des petites et des moyennes entreprises représente respectivement 10,0 % et 10,1 % du revenu imposable total.

Graphique 19
Revenu imposable mondial selon la taille de l'entreprise
(57 952 millions de dollars)



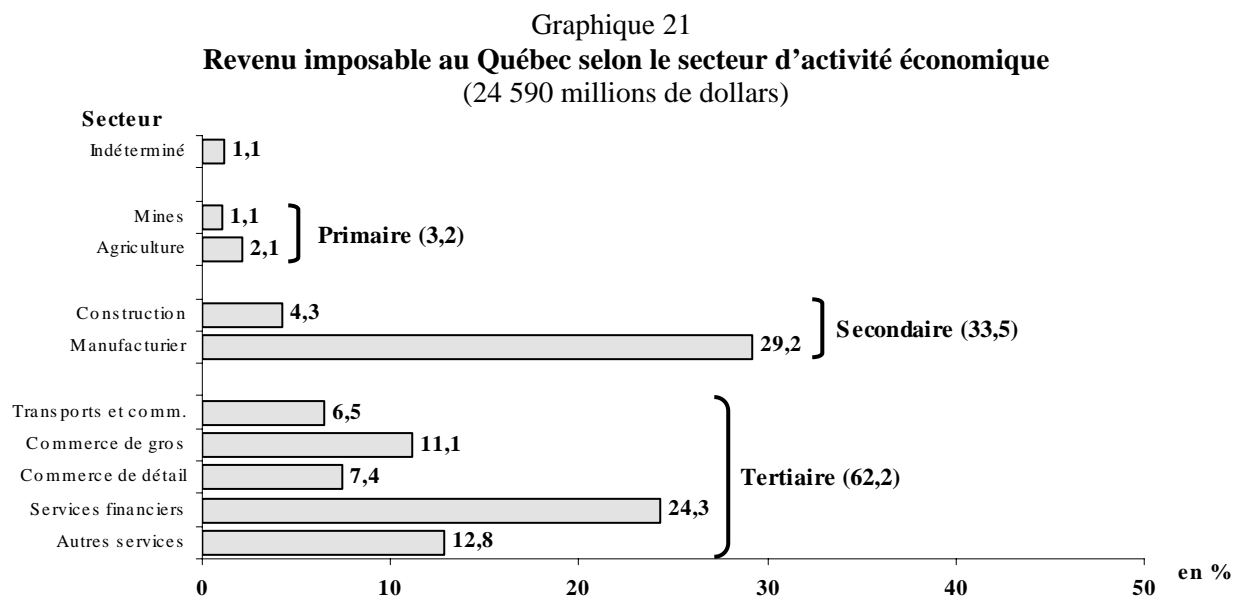
La répartition du revenu imposable au Québec selon la taille de l'entreprise est cependant sensiblement différente de celle du revenu imposable mondial. En effet, la part des grandes sociétés dans le revenu imposable mondial est de 79,9 % comparativement à 56,5 % dans le cas du revenu imposable au Québec. À l'opposé, la part du revenu imposable au Québec atteint 22,8 % pour les petites entreprises et 20,7 % pour les entreprises de taille moyenne, par rapport respectivement à 10,0 % et 10,1 % en ce qui concerne le revenu imposable mondial. Cela est attribuable au fait que plusieurs grandes entreprises sont des multinationales qui n'exercent qu'une partie de leurs affaires au Québec. En effet, la proportion des affaires faites au Québec par les grandes sociétés est de 31,0 %, alors qu'elle est de 96,0 % pour les petites sociétés et de 89,0 % pour les entreprises de taille moyenne.

Graphique 20
Revenu imposable au Québec selon la taille de l'entreprise
(24 590 millions de dollars)



— Revenu imposable au Québec selon le secteur d'activité économique

Le graphique 21 montre que le secteur tertiaire déclare la plus grande part du revenu imposable au Québec, soit 62,2% du total. Les secteurs primaire et secondaire déclarent quant à eux respectivement 3,2 % et 33,5% du revenu imposable au Québec.



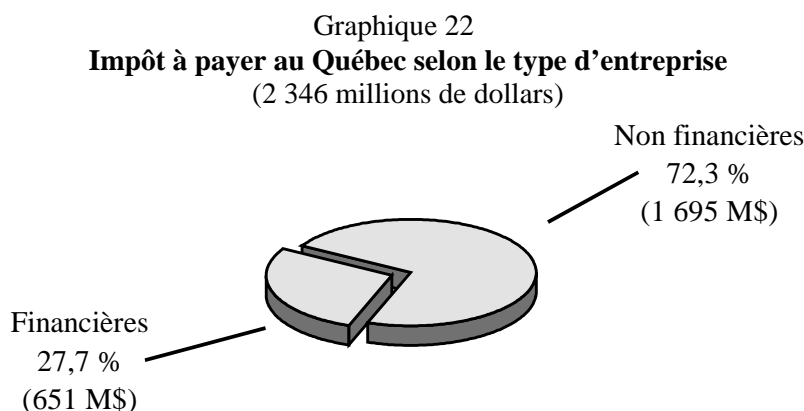
2.1.3 L'impôt sur le revenu

2.1.3.1 L'impôt à payer au Québec

En 2000, l'impôt à payer au Québec s'élève à 2,3 milliards de dollars. L'impôt à payer au Québec est obtenu en appliquant la proportion des affaires faites au Québec par la société à son impôt total, lequel est déterminé à partir de son revenu imposable mondial. Aussi, l'impôt à payer au Québec représente, en moyenne, 43,9 % de l'impôt total.

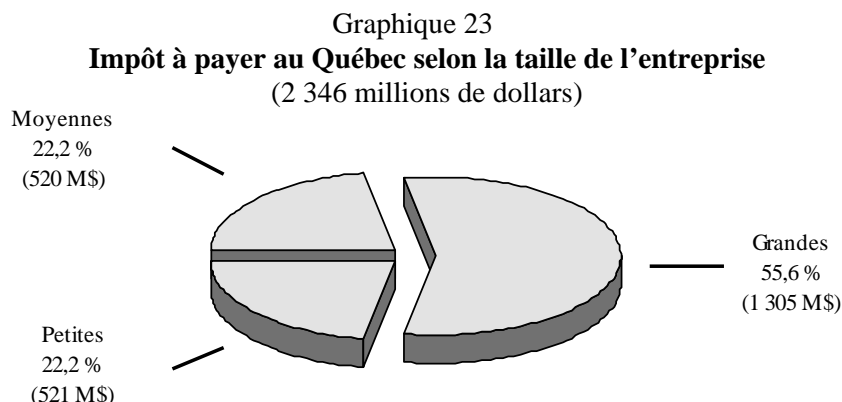
— Répartition selon le type d'entreprise

En 2000, la part de l'impôt à payer au Québec des entreprises financières est de 27,7 %, alors que celle des entreprises non financières est de 72,3 %.



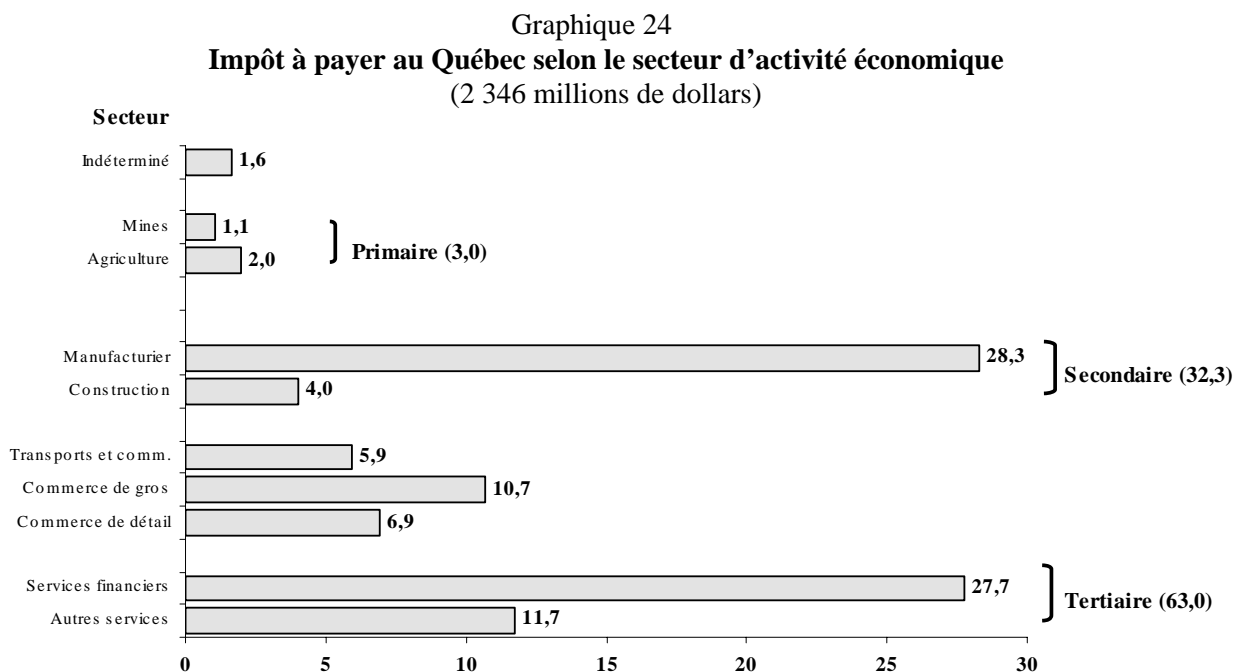
— Répartition selon la taille de l'entreprise

En 2000, les grandes entreprises paient plus de la moitié de l'impôt à payer au Québec, alors que le bénéfice net de celles ayant réalisé des profits représente 83,1 % du bénéfice net total positif. Cette différence résulte en grande partie du fait que ces entreprises n'exercent qu'une partie de leurs affaires au Québec (31,0 %) et ne sont pas imposées au Québec sur la partie de leurs bénéfices attribuables à d'autres juridictions. Les entreprises de petite et moyenne tailles paient respectivement 521 millions de dollars et 520 millions de dollars du total.



— Répartition de l'impôt à payer selon le secteur d'activité économique

En 2000, le secteur tertiaire paie la part la plus élevée de l'impôt à payer au Québec, soit 63,0 % du total, principalement en raison du nombre important d'entreprises qu'on y retrouve (74,7 % des entreprises ayant produit une déclaration). De plus, le secteur tertiaire comprend les entreprises financières dont une grande part réalisent des revenus passifs qui ne sont pas admissibles aux réductions de taux d'imposition et sont, par conséquent, imposés au taux général de 16,25 %. Le secteur secondaire contribue, quant à lui, pour 32,3 % de l'impôt à payer. Dans ce secteur, on retrouve les entreprises manufacturières qui paient 28,3 % de l'impôt à payer au Québec. Le secteur primaire ne paie quant à lui que 70,7 millions de dollars en impôt au Québec, soit une proportion de 3,0 % du total de l'impôt à payer.



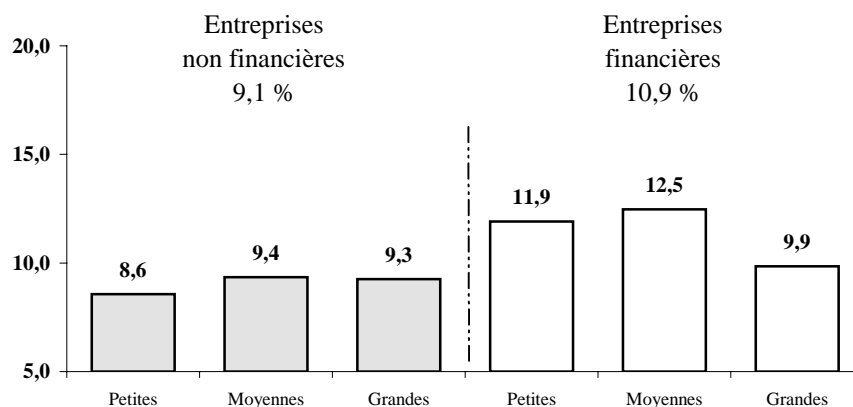
2.1.3.2 Le taux moyen d'imposition

En 2000, le taux moyen d'imposition, qui correspond à l'impôt à payer au Québec exprimé en proportion du revenu imposable au Québec, s'élève à 9,5 %.

— Taux moyen d'imposition selon la taille et le type d'entreprise

Le graphique 25 présente le taux moyen d'imposition selon la taille et le type d'entreprise. Le taux moyen d'imposition des entreprises financières se situe à 10,9 %, soit un peu moins de 2 points de pourcentage supérieur à celui des entreprises non financières. Cette différence est principalement attribuable au fait que plusieurs entreprises financières sont des petites sociétés d'investissement qui réalisent des revenus passifs et sont imposées au taux général de 16,25 % sur ces revenus. Le taux moyen d'imposition des grandes entreprises financières est de 9,9 %, ce qui est comparable à celui des grandes entreprises non financières qui est de 9,3 %.

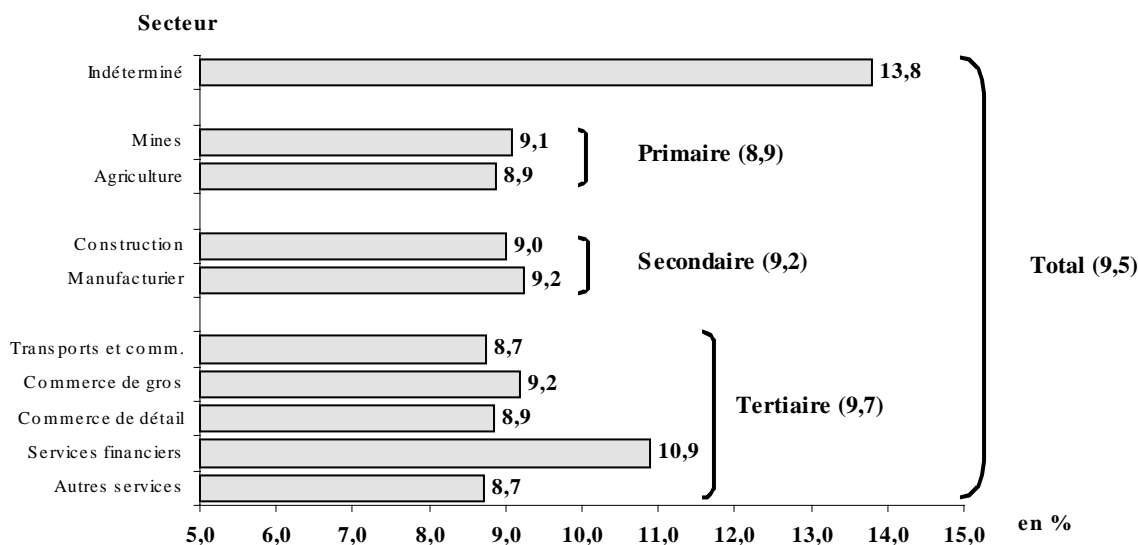
Graphique 25
Taux moyen d'imposition selon la taille et le type d'entreprise
(9,5 pour cent dans l'ensemble)



— Taux moyen d'imposition selon le secteur d'activité économique

En 2000, le taux moyen d'imposition des entreprises du secteur tertiaire est de 9,7 %, soit sensiblement le même taux que la moyenne de l'ensemble des entreprises. Le taux élevé des entreprises financières est attribuable au fait que leurs revenus sont constitués dans une plus grande proportion que les autres secteurs de revenus passifs imposés au taux de 16,25 %. Le taux moyen d'imposition des entreprises des secteurs primaire et secondaire est respectivement de 8,9 % et 9,2 %.

Graphique 26
Taux moyen d'imposition selon le secteur d'activité économique
(9,5 pour cent dans l'ensemble)



2.2 La taxe sur le capital

2.2.1 Le nombre de sociétés

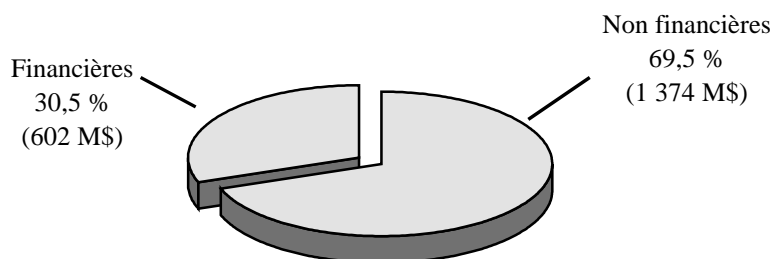
La taxe sur le capital est prélevée auprès des sociétés du secteur privé ainsi que des sociétés d'État effectuant des activités commerciales. En 2000, 253 607 sociétés ont payé la taxe sur le capital, soit 93,5 % de l'ensemble des sociétés ayant produit une déclaration de revenus. De ce nombre, on compte 122 213 sociétés non imposées aux fins de l'impôt, soit 45,4 % du total.

2.2.2 La taxe sur le capital à payer

— Répartition selon le type d'entreprise

En 2000, la taxe sur le capital, incluant l'en-lieu de taxe sur le capital des sociétés d'assurance, totalise 2 milliards de dollars. De ce montant, 602 millions de dollars, soit 30,5 % du total, ont été payés par des entreprises financières, notamment 239 millions de dollars par des sociétés d'assurance.

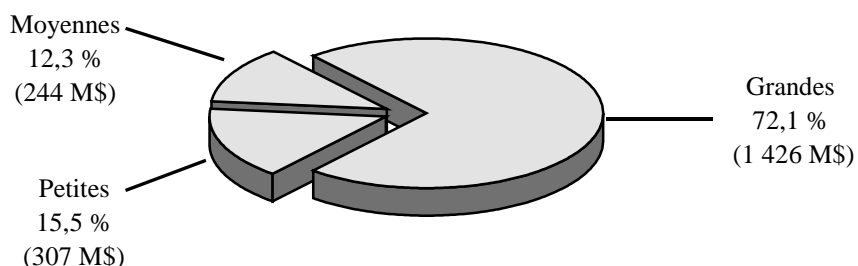
Graphique 27
Taxe sur le capital selon le type d'entreprise
(1 976 millions de dollars)



— Répartition selon la taille de l'entreprise

Les grandes entreprises ont payé 72,1 % de la taxe sur le capital, soit une proportion supérieure à celle de l'impôt à payer au Québec (55,6 %). Ce phénomène est en partie attribuable au fait que les grandes sociétés sont généralement plus intensives en capital que les petites et moyennes sociétés. À l'inverse, la proportion des taxes sur le capital payées par les petites entreprises est de 15,5 %, soit une proportion inférieure à leur part dans l'impôt total à payer (22,2 %). Quant aux entreprises de taille moyenne, leur proportion est de 12,3 %.

Graphique 28
Taxe sur le capital selon la taille de l'entreprise
(1 976 millions de dollars)

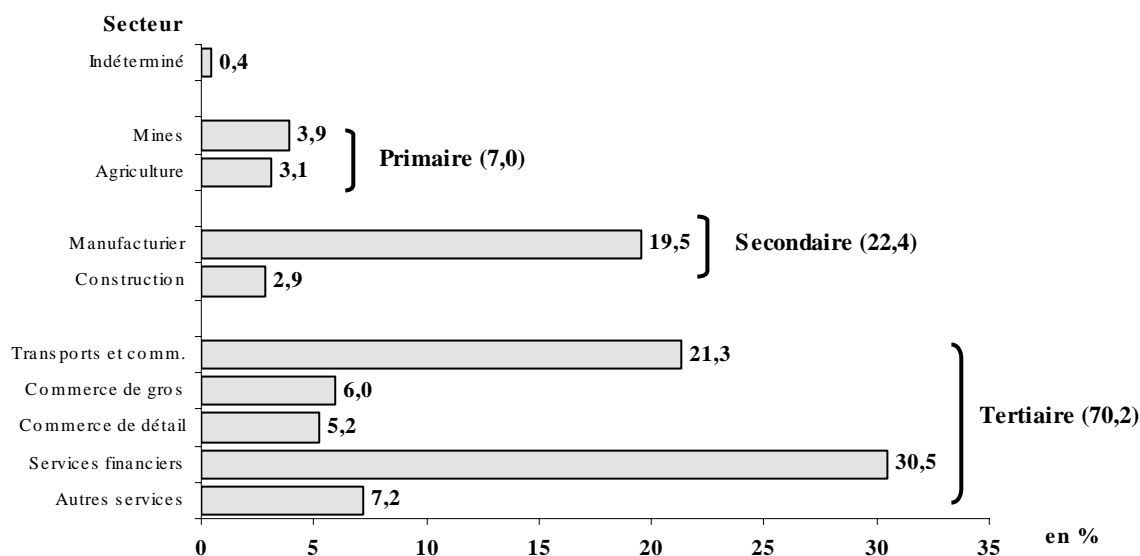


— Répartition selon le secteur d'activité économique

Près des trois quarts (70,2 %) de la taxe sur le capital payée par les entreprises provient du secteur tertiaire, soit une proportion supérieure à la part de ce secteur dans l'impôt à payer au Québec (63,0 %).

Ce résultat est en grande partie attribuable au fait que ce secteur inclut les sociétés d'État qui sont exonérées de l'impôt sur le revenu, alors que certaines d'entre elles, les sociétés de nature commerciale, sont assujetties à la taxe sur le capital.

Graphique 29
Taxe sur le capital selon le secteur d'activité économique
(1 976 millions de dollars)



2.3 La cotisation au Fonds des services de santé

2.3.1 Le nombre de sociétés

La cotisation au FSS est une taxe générale sur la masse salariale qui est payée par toutes les entreprises des secteurs privé et public ayant des employés à leur charge au Québec, quelle que soit la forme juridique de l'entreprise.¹⁶ En 2000, 151 145 sociétés ont payé la cotisation au FSS, soit 55,7 % de l'ensemble des sociétés ayant produit une déclaration de revenus.

¹⁶ À l'exception des centres financiers internationaux.

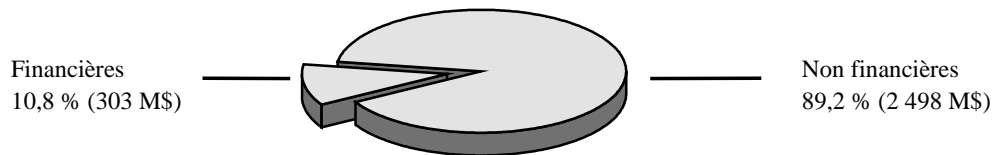
2.3.2 La cotisation au FSS

Le montant total de la cotisation au FSS s'élève à 2,8 milliards de dollars, ce qui représente, en moyenne, 18 538 dollars par société. Les sociétés non imposées à l'impôt sur le revenu ont versé 37,7 % des cotisations au FSS.

— Répartition selon le type d'entreprise

Comme le capital forme une importante partie des intrants des entreprises financières, la part de la cotisation au FSS payée par ces dernières (10,8 %) est de beaucoup inférieure à leur part de la taxe sur le capital (30,5 %) et de l'impôt à payer au Québec (27,7 %). La situation inverse est observée pour les entreprises non financières, 89,2 % comparativement à une part de 69,5 % à la taxe sur le capital et de 72,3 % à l'impôt à payer au Québec.

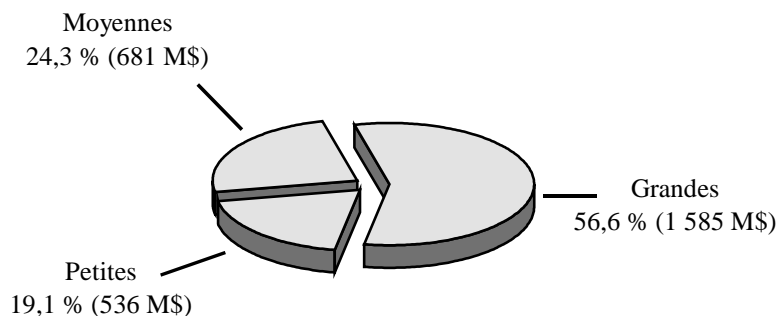
Graphique 30
Cotisation au FSS selon le type d'entreprise
(2 802 millions de dollars)



— Répartition selon la taille de l'entreprise

Plus de la moitié des cotisations au FSS sont payées par les grandes entreprises (56,6 %). Les proportions des cotisations au FSS des petites et moyennes entreprises sont respectivement de 19,1 % et 24,3 %.

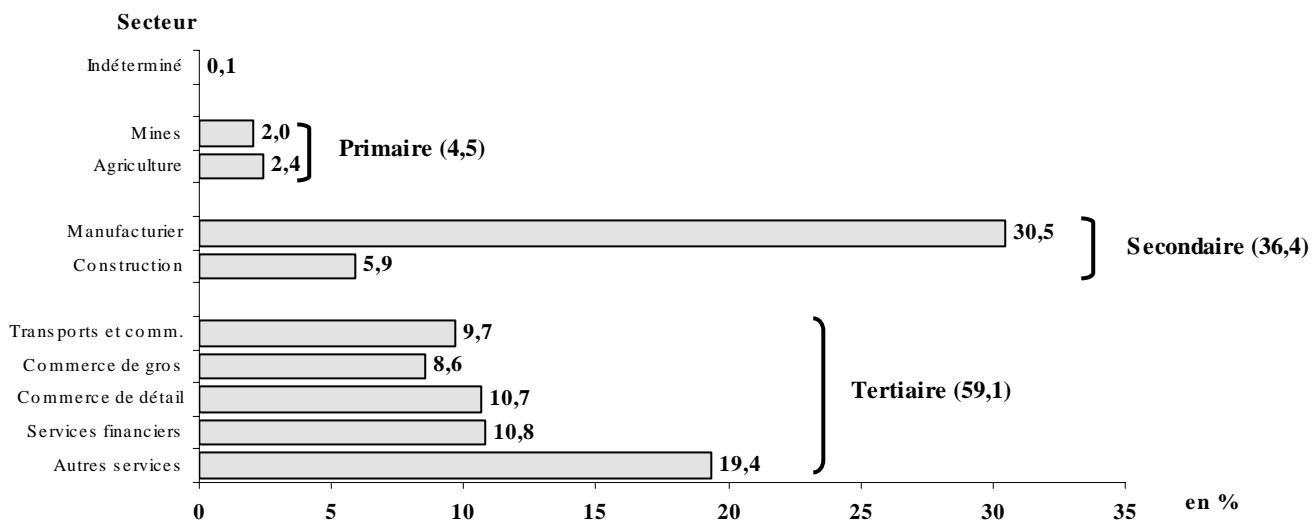
Graphique 31
Cotisation au FSS selon la taille de l'entreprise
(2 802 millions de dollars)



— Répartition selon le secteur d'activité économique

La plus grande part des cotisations au FSS est payée par le secteur tertiaire (59,1 % du total), alors que celles des secteurs secondaire et primaire représentent respectivement 36,4 et 4,5 % du total. Par ailleurs, l'industrie manufacturière est celle dont la proportion des cotisations payées est la plus élevée (30,5 %).

Graphique 32
Cotisation au FSS selon le secteur d'activité économique
(2 802 millions de dollars)



3. Les variations par rapport à 1999

3.1 L'impôt sur le revenu des sociétés

3.1.1 Le nombre de déclarations

Le nombre total de déclarations a augmenté de 1,1 % par rapport à 1999. Le nombre de déclarations produites par les sociétés imposées a également augmenté de 1,6 %, alors que celui des sociétés non imposées s'est accru de 0,7 %.

— Répartition selon la taille et le type d'entreprise

L'augmentation du nombre de déclarations imposées s'est fait sentir chez les entreprises de moyenne taille (14,9 %) et de grande taille (11,9 %), tandis que le nombre de déclarations imposées est semblable chez les entreprises de petite taille. Par ailleurs, les déclarations non imposées ont légèrement augmenté pour les entreprises financières et non financières (0,6 % et 0,7 % respectivement).

Tableau 4
Nombre de déclarations selon la taille et le type d'entreprise
Québec – 2000

Composantes	Petites		Moyennes		Grandes		Total	
	Nb	Var. (%)	Nb	Var. (%)	Nb	Var. (%)	Nb	Var. (%)
Entreprises non financières								
Imposées	90 256	-0,4	12 659	14,8	2 710	11,8	105 625	1,5
Non imposées	102 619	-0,2	4 583	21,0	1 404	15,0	108 606	0,7
Total	192 875	-0,3	17 242	16,4	4 114	12,9	214 231	1,1
Entreprises financières								
Imposées	24 117	1,1	1 746	15,6	379	12,1	26 242	2,1
Non imposées	29 888	0,5	766	2,8	217	3,8	30 871	0,6
Total	54 005	0,8	2 512	11,3	596	9,0	57 113	1,3
Toutes les entreprises								
Imposées	114 373	0,0	14 405	14,9	3 089	11,9	131 867	1,6
Non imposées	132 507	-0,1	5 349	18,0	1 621	13,4	139 477	0,7
Total	246 880	-0,1	19 754	15,7	4 710	12,4	271 344	1,1

— Répartition selon le secteur d'activité économique

Le nombre total de déclarations a augmenté dans le secteur primaire (2,9 %) et dans le secteur tertiaire (1,9 %), alors qu'il est demeuré stable dans le secteur secondaire (-0,1 %). Dans le secteur primaire, le nombre de sociétés imposées a augmenté de 5,1 %. Dans le secteur secondaire, le nombre de sociétés imposées s'est accru de 6,8 %, alors que le nombre de sociétés non imposées a baissé de 7,3 %. Inversement, dans le secteur tertiaire, le nombre de sociétés imposées a baissé de 1,3 %, tandis que le nombre de sociétés non imposées a augmenté de 4,9 %.

Tableau 5

**Nombre de déclarations selon le secteur d'activité économique
Québec – 2000**

Secteur d'activité économique	Imposées		Non imposées		Total	
	Nb.	Var. (%)	Nb.	Var. (%)	Nb.	Var. (%)
Primaire						
Agriculture, pêche et exploitation forestière	6 572	4,3	5 897	2,6	12 469	3,5
Mines, carrières et puits de pétrole	274	31,1	484	-18,2	758	-5,4
Sous-total	6 846	5,1	6 381	0,6	13 227	2,9
Secondaire						
Industrie manufacturière	11 763	19,3	7 774	-20,3	19 537	-0,4
Construction	13 409	-2,3	13 081	2,5	26 490	0,0
Sous-total	25 172	6,8	20 855	-7,3	46 027	-0,1
Tertiaire						
Transports, communications et services publics	8 028	-3,3	8 678	9,0	16 706	2,7
Commerce de gros	8 901	-8,6	9 155	10,7	18 056	0,3
Commerce de détail	19 848	3,8	14 943	-7,0	34 791	-1,1
Finances, assurances et services immobiliers	26 242	2,1	30 871	0,6	57 113	1,3
Services gouvernementaux, personnels et aux entreprises	33 324	-4,2	42 796	11,3	76 120	3,9
Sous-total	96 343	-1,3	106 443	4,9	202 786	1,9
Activité économique indéterminée	3 505	76,5	5 804	-29,8	9 309	-9,2
Total	131 866	1,6	139 483	0,7	271 349	1,1

3.1.2 Le revenu imposable des sociétés

3.1.2.1 Le rapprochement entre le bénéfice net selon les états financiers et le revenu net aux fins de l'impôt

— Répartition selon la taille et le type d'entreprise

En 2000, le bénéfice net selon les états financiers de l'ensemble des entreprises a augmenté de 18,6 % par rapport à 1999. Cette hausse résulte particulièrement de l'augmentation de 24,8 % du bénéfice net des entreprises financières.

Quant au revenu net aux fins de l'impôt, il a globalement augmenté de 3,5 % par rapport à 1999. Cela est principalement attribuable à l'augmentation observée chez les entreprises financières de taille moyenne (48,6 %). Par ailleurs, le revenu net des entreprises non financières a connu une diminution de 0,9 %.

Tableau 6

Bénéfice net selon les états financiers et revenu net aux fins de l'impôt selon la taille et le type d'entreprise Québec – 2000

Composantes	Petites		Moyennes		Grandes		Total	
	M\$	Var. %	M\$	Var. %	M\$	Var. %	M\$	Var. %
Entreprises non financières								
Bénéfice net selon les états financiers	2 261	-4,3	4 273	39,3	50 407	14,4	56 942	15,1
À ajouter								
Amortissement	2 460	12,0	1 847	6,2	25 937	27,3	30 244	24,4
Autres dépenses non admissibles	3 771	18,7	2 779	14,6	43 001	-9,0	49 551	-6,2
À retrancher								
Allocation du coût en capital	-2 162	-3,3	-2 108	-0,3	-27 051	-3,2	-31 321	-3,0
Autres déductions admissibles	-5 337	87,0	-2 770	33,2	-55 555	24,8	-63 662	28,7
Revenu net aux fins de l'impôt	3 727	41,0	4 021	32,4	36 740	-6,3	44 488	-0,9
Entreprises financières								
Bénéfice net selon les états financiers	2 472	3,7	3 278	13,0	29 037	28,6	34 787	24,8
À ajouter								
Amortissement	325	-6,8	459	50,4	2 484	76,0	3 268	58,3
Autres dépenses non admissibles	1 379	53,1	2 560	36,1	38 270	53,2	42 208	52,0
À retrancher								
Allocation du coût en capital	-250	-29,5	-383	32,9	-3 612	-9,0	-4 245	-7,9
Autres déductions admissibles	1 368	76,5	-2 173	-4,7	-38 251	87,5	-39 057	78,3
Revenu net aux fins de l'impôt	2 557	-36,9	3 740	48,6	27 928	13,5	34 226	9,8
Toutes les entreprises								
Bénéfice net selon les états financiers	4 733	-0,3	7 551	26,6	79 444	19,2	91 728	18,6
À ajouter								
Amortissement	2 784	9,5	2 306	12,8	28 422	30,4	33 512	27,0
Autres dépenses non admissibles	5 149	26,3	5 339	24,0	81 271	12,5	91 759	13,8
À retrancher								
Allocation du coût en capital	-2 412	-6,9	-2 492	3,7	-30 663	-3,9	-35 567	-3,7
Autres déductions admissibles	-3 970	90,9	-4 943	13,4	-93 806	44,5	-102 718	43,9
Revenu net aux fins de l'impôt	6 285	-6,1	7 761	39,7	64 668	1,3	78 714	3,5

— Répartition selon le secteur d'activité économique

La répartition selon le secteur d'activité économique montre que la hausse du bénéfice net (18,6 % au global) a été particulièrement marquée dans le secteur primaire (406,1 %) notamment dans le secteur des mines, carrières et puits de pétrole. Le secteur de l'agriculture, pêche et exploitation forestière a, quant à lui, connu une baisse de 2,8 %.

Par ailleurs, une augmentation du revenu net a été observée dans plusieurs secteurs d'activité dont ceux des secteurs primaire (98,6 %) et de la construction (55,9 %).

Tableau 7

Bénéfice net selon les états financiers et revenu net aux fins de l'impôt selon le secteur d'activité économique Québec – 2000

Secteur d'activité économique	Bénéfice net selon les états financiers		Rapprochement entre le bénéfice net selon les états financiers et le revenu net aux fins de l'impôt								Revenu net aux fins de l'impôt			
			Amortissement		Autres dépenses non admissibles		Allocation du coût en capital		Autres déductions admissibles		Total			
	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)
Primaire														
Agriculture, pêche et exploitation forestière	1 207	-2,8	1 348	45,9	2 733	83,9	-1 076	-10,3	2 617	14,8	5 622	61,1	1 595	817,8
Mines, carrières et puits de pétrole	7 416	1 505,2	1 555	28,9	4 207	-35,5	-2 907	39,1	-5 332	78,9	-2 477	—	4 939	58,5
Sous-total	8 623	406,1	2 903	36,3	6 940	-13,3	-3 983	21,1	-2 716	287,0	3 144	-48,8	6 534	98,6
Secondaire														
Industrie manufacturière	23 592	2,5	8 726	12,3	19 948	4,1	-9 202	-12,1	-22 585	25,2	-3 113	96,6	20 479	-4,4
Construction	1 380	48,1	673	24,5	1 787	9,2	-646	13,0	-1 700	7,7	114	327,7	1 494	55,9
Sous-total	24 972	4,3	9 399	13,1	21 735	4,5	-9 847	-10,8	-24 285	23,8	-2 999	92,6	21 974	-1,8
Tertiaire														
Transports, communications et services publics	4 559	-29,5	6 767	2,4	5 183	-18,6	-5 274	-4,8	-8 895	-13,5	-2 219	-21,9	2 340	-35,4
Commerce de gros	6 919	-0,7	3 004	48,5	6 175	-26,0	-3 200	19,4	6 544	2,2	12 524	-11,1	7 038	-14,8
Commerce de détail	2 699	-0,6	2 213	62,4	2 077	9,2	-2 574	15,7	-1 833	44,3	-118	-48,7	2 581	3,9
Finances, assurances et services immobiliers	34 787	24,8	3 268	58,3	42 208	52,0	-4 245	-7,9	-39 057	78,3	2 174	-34,5	34 226	9,8
Services gouvernementaux, personnels et aux entreprises	7 242	26,7	5 558	49,7	6 954	-0,1	-5 995	-16,1	-8 135	54,3	-1 618	-6,9	5 624	41,3
Sous-total	56 206	13,0	20 810	32,0	62 597	21,9	-21 288	-4,1	-51 375	58,9	10 743	-14,8	51 808	4,6
Activité économique indéterminée	1 927	-2,4	400	141,4	487	4,2	-448	15,8	-3 964	242,2	-3 524	286,6	-1 602	—
Total	91 728	18,6	33 512	27,0	91 759	13,8	-35 567	-3,7	-82 340	53,0	7 364	-54,8	78 714	3,5

3.1.2.2 Les déductions et le revenu imposable

Le revenu imposable des sociétés est calculé en soustrayant du revenu net aux fins de l'impôt les déductions accordées. Cependant, les déductions utilisées sont celles accordées aux entreprises dont le revenu net aux fins de l'impôt est positif. Pour les sociétés dont le revenu net aux fins de l'impôt est négatif, le revenu imposable est égal à zéro et aucune déduction n'est utilisée.

En 2000, le revenu imposable mondial des sociétés a augmenté de 3,4 % par rapport à 1999. Ce résultat est attribuable à la hausse de 3,5 % du revenu net aux fins de l'impôt positif et à la hausse de 18,5 % des différentes déductions accordées.

— Répartition selon la taille et le type d'entreprise

La hausse du revenu imposable provient à la fois des hausses des entreprises financières (10,9 %) et non financières (0,5 %). Les entreprises financières de moyenne taille ont connu des augmentations significatives de 42,6 % à ce chapitre.

L'augmentation des déductions de l'ensemble des sociétés est, quant à elle, principalement attribuable à l'utilisation des dividendes imposables déductibles (24,6 %).

Tableau 8

Revenu net aux fins de l'impôt, déductions et revenu imposable selon la taille et le type d'entreprise¹ Québec – 2000

Composantes	Petites		Moyennes		Grandes		Total	
	M\$	Var. %	M\$	Var. %	M\$	Var. %	M\$	Var. %
Entreprises non financières								
Revenu net aux fins de l'impôt	3 727	41,0	4 021	32,4	36 740	-6,3	44 488	-0,9
Dont : revenu net positif	6 193	33,0	5 063	21,3	47 824	1,3	59 080	5,4
revenu net négatif	-2 466	22,4	-1 043	-8,2	-11 084	38,7	-14 592	31,0
Dons de charité déductibles	22	12,9	55	43,5	206	-34,2	283	-23,8
Dividendes imposables déductibles	1 161	122,8	571	224,9	11 422	13,4	13 154	22,1
Pertes d'années antérieures déductibles	506	127,1	213	-20,3	5 419	12,0	6 138	15,2
Revenu imposable mondial	4 524	16,1	4 244	14,4	31 671	-2,9	40 438	0,5
Entreprises financières								
Revenu net aux fins de l'impôt	2 557	-36,9	3 740	48,6	27 928	13,5	34 226	9,8
Dont : revenu net positif	2 649	-40,2	3 856	44,0	30 890	19,5	37 395	13,5
revenu net négatif	-91	-76,0	-116	-28,0	-2 962	140,4	-3 169	78,7
Dons de charité déductibles	30	5,1	49	-7,9	150	-27,7	229	-20,8
Dividendes imposables déductibles	1 300	-55,3	2 075	56,6	15 158	45,5	18 533	26,5
Pertes d'années antérieures déductibles	55	-60,4	205	-3,4	1 427	-29,6	1 687	-29,1
Revenu imposable mondial	1 288	-5,5	1 585	42,6	14 640	9,9	17 514	10,9
Toutes les entreprises								
Revenu net aux fins de l'impôt	6 285	-6,1	7 761	39,7	64 668	1,3	78 714	3,5
Dont : revenu net positif	8 841	-2,7	8 920	30,2	78 714	7,8	96 475	8,4
revenu net négatif	-2 557	6,8	-1 159	-10,7	-14 046	52,3	-17 761	37,5
Dons de charité déductibles	52	8,3	104	13,6	356	-31,6	512	-22,5
Dividendes imposables déductibles	2 461	-28,3	2 646	76,4	26 579	29,7	31 687	24,6
Pertes d'années antérieures déductibles	561	55,1	418	-12,8	6 846	-0,3	7 825	1,6
Revenu imposable mondial	5 811	10,5	5 829	20,9	46 311	0,8	57 952	3,4

¹ Les déductions représentent les montants inscrits sur les déclarations de revenus. Ces montants peuvent différer de ceux effectivement utilisés dans le calcul du revenu imposable.

— Répartition selon le secteur d'activité économique

Dans l'ensemble, le revenu imposable des sociétés a augmenté (3,4 %) par rapport à 1999. Tous les secteurs d'activité économique ont affiché une hausse du revenu imposable sauf les secteurs manufacturiers, des transports, communications et services publics et du commerce de gros.

Par ailleurs, l'utilisation des déductions a augmenté davantage dans le secteur primaire (63,5 %) et celui des services gouvernementaux, personnels et aux entreprises (60,0 %).

Tableau 9

**Revenu net aux fins de l'impôt, déductions et revenu imposable selon le secteur d'activité économique
Québec – 2000**

Secteur d'activité économique	Revenu net aux fins de l'impôt		Déductions								Revenu imposable mondial	
			Dons de charité déductibles		Dividendes imposables déductibles		Pertes d'autres années		Total			
	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)
Primaire												
Agriculture, pêche et exploitation forestière	1 595	817,8	10	156,0	271	-9,5	733	656,0	1 013	153,6	675	10,6
Mines, carrières et puits de pétrole	4 939	58,5	9	-71,1	4 341	74,0	208	-56,9	4 558	51,6	1 972	161,6
Sous-total	6 534	98,6	18	-45,3	4 612	65,1	941	62,3	5 571	63,5	2 647	94,1
Secondaire												
Industrie manufacturière	20 479	-4,4	113	-22,7	3 814	16,3	1 632	13,6	5 559	14,3	17 093	-8,9
Construction	1 494	55,9	8	3,1	273	380,8	183	0,6	465	88,1	1 362	26,9
Sous-total	21 974	-1,8	121	-21,4	4 087	22,5	1 816	12,1	6 024	17,9	18 455	-6,9
Tertiaire												
Transports, communications et services publics	2 340	-35,4	7	-90,5	1 259	1,8	463	-58,8	1 729	-29,0	3 434	-7,7
Commerce de gros	7 038	-14,8	56	1,7	1 058	-26,7	575	-6,7	1 688	-20,1	6 857	-6,7
Commerce de détail	2 581	3,9	17	-3,1	341	-30,0	589	-15,8	947	-21,4	2 730	2,0
Finances, assurances et services immobiliers	34 226	9,8	229	-20,8	18 533	26,5	1 687	-29,1	20 449	18,1	17 514	10,9
Services gouvernementaux, personnels et aux entreprises	5 624	41,3	61	93,0	1 224	8,6	1 471	160,9	2 756	60,0	5 513	19,9
Sous-total	51 808	4,6	370	-20,9	22 414	18,3	4 785	-11,1	27 569	11,2	36 048	5,6
Activité économique indéterminée	-1 602	—	2,8	-47,4	573	65,2	283	128,5	859	80,4	802	15,4
Total	78 714	3,5	512	-22,5	31 687	24,6	7 825	1,6	40 024	18,5	57 952	3,4

3.1.3 L'impôt à payer au Québec

En 2000, l'impôt total a augmenté de 3,5 % par rapport à 1999, une augmentation similaire à celle du revenu imposable mondial (3,4 %).

Par ailleurs, l'impôt à payer au Québec a augmenté de 16,4 % par rapport à 1999, en raison d'une hausse de 12,5 % de la proportion des affaires faites au Québec.

Dans l'ensemble, le taux moyen d'imposition s'est établi à 9,5 %, soit une hausse de 3,8 % par rapport à celui de 1999.

— Répartition selon la taille et le type d'entreprise

En 2000, la plus importante augmentation de l'impôt à payer a été observée chez les entreprises de moyenne taille (33,5 %), surtout les financières (47,1 %).

Tableau 10

Impôt à payer au Québec selon la taille et le type d'entreprise Québec – 2000

Composantes	Petites		Moyennes		Grandes		Total	
	M\$	Var. %	M\$	Var. %	M\$	Var. %	M\$	Var. %
Entreprises non financières								
Revenu imposable mondial	4 524	16,1	4 244	14,4	31 671	-2,9	40 438	0,5
Impôt total	388	34,4	398	23,5	2 844	-5,3	3 630	0,4
Proportion des affaires faites au Québec (%)	97,7	-0,2	86,5	3,2	34,2	14,0	46,7	16,1
Impôt à payer au Québec (A)	380	34,1	344	27,4	972	7,9	1 695	16,6
Revenu imposable au Québec (B)	4 431	15,5	3 679	18,0	10 499	6,3	18 609	10,6
Taux d'imposition moyen (A / B) (%)	8,6	16,1	9,4	8,0	9,3	1,5	9,1	5,5
Entreprises financières								
Revenu imposable mondial	1 288	-5,5	1 585	42,6	14 640	9,9	17 514	10,9
Impôt total	154	-11,1	187	38,7	1 369	10,7	1 710	10,7
Proportion des affaires faites au Québec (%)	91,7	-5,3	94,2	6,1	24,4	9,8	38,1	4,6
Impôt à payer au Québec (A)	141	-15,9	176	47,1	334	21,5	651	15,8
Revenu imposable au Québec (B)	1 186	-9,6	1 409	48,2	3 386	19,2	5 981	17,2
Taux d'imposition moyen (A / B) (%)	11,9	-6,9	12,5	-0,7	9,9	2,0	10,9	-1,2
Toutes les entreprises								
Revenu imposable mondial	5 811	10,5	5 829	20,9	46 311	0,8	57 952	3,4
Impôt total	542	17,3	584	28,0	4 213	-0,6	5 340	3,5
Proportion des affaires faites au Québec (%)	96,0	-1,6	89,0	4,3	31,0	11,8	43,9	12,5
Impôt à payer au Québec (A)	521	15,5	520	33,5	1 305	11,1	2 346	16,4
Revenu imposable au Québec (B)	5 617	9,1	5 088	25,0	13 885	9,2	24 590	12,1
Taux d'imposition moyen (A / B) (%)	9,3	5,9	10,2	6,8	9,4	1,8	9,5	3,8

— Répartition selon le secteur d'activité économique

La répartition selon le secteur d'activité montre que l'impôt à payer au Québec a augmenté dans tous les secteurs : primaire (32,0 %), secondaire (13,7 %) et tertiaire (15,8 %). Parmi ces secteurs, les entreprises de la catégorie des mines, des carrières et des puits de pétrole ont connu la plus forte croissance de l'impôt à payer au Québec (77,7 %), suivies des entreprises du secteur de la construction (41,6 %).

Tableau 11
Impôt à payer au Québec selon le secteur d'activité économique
Québec – 2000

Secteur d'activité économique	Revenu imposable mondial		Impôt total		Proportion des affaires faites au Québec		Impôt à payer au Québec (A)		Revenu imposable au Québec (B)		Taux d'imposition moyen (A)/(B)	
	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	%	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	%	Var. (%)
Primaire												
Agriculture, pêche et exploitation forestière	675	10,6	58	26,9	79,4	-8,6	46	16,1	519	-3,5	8,9	20,3
Mines, carrières et puits de pétrole	1 972	161,6	137	107,4	18,0	-14,3	25	77,7	271	78,5	9,1	-0,4
Sous-total	2 647	94,1	195	74,5	36,2	-24,4	71	32,0	790	14,5	8,9	15,3
Secondaire												
Industrie manufacturière	17 093	-8,9	1 595	-7,1	41,6	19,0	664	10,6	7 186	6,9	9,2	3,5
Construction	1 362	26,9	123	43,3	76,7	-1,2	95	41,6	1 050	22,0	9,0	16,1
Sous-total	18 455	-6,9	1 718	-4,7	44,2	19,2	759	13,7	8 236	8,6	9,2	4,7
Tertiaire												
Transports, communications et services publics	3 434	-7,7	304	-8,8	45,7	7,7	139	-1,7	1 591	-1,4	8,7	-0,4
Commerce de gros	6 857	-6,7	627	-9,3	40,0	19,8	251	8,6	2 732	3,5	9,2	4,9
Commerce de détail	2 730	2,0	244	8,2	66,3	15,7	162	25,2	1 825	13,5	8,9	10,3
Finances, assurances et services immobiliers	17 514	10,9	1 710	10,7	38,1	4,6	651	15,8	5 981	17,2	10,9	-1,1
Services gouvernementaux, personnels et aux entreprises	5 513	19,9	465	16,7	59,2	11,0	276	29,6	3 157	22,8	8,7	5,5
Sous-total	36 048	5,6	3 351	4,9	44,1	10,4	1 478	15,8	15 286	12,9	9,7	2,5
Activité économique indéterminée	802	15,4	76	49,4	50,2	45,0	38	116,6	277	118,0	13,8	-0,7
Total	57 952	3,4	5 340	3,5	43,9	12,5	2 346	16,4	24 590	12,1	9,5	3,9

3.2 La taxe sur le capital

La taxe sur le capital à payer, incluant l'en-lieu de taxe sur le capital des sociétés d'assurance, a augmenté de 5,6 % par rapport à 1999. Cette hausse résulte principalement d'une augmentation de 3,0 % de la proportion des affaires faites au Québec.

— Répartition selon la taille et le type d'entreprise

Par rapport à 1999, la taxe sur le capital a augmenté pour les sociétés de moyenne taille (14,0 %) et de grande taille (6,2 %). La taxe sur le capital a diminué uniquement pour les petites entreprises, plus spécifiquement pour les financières (15,7 %).

Tableau 12

Capital versé et taxe sur le capital selon le type et la taille de l'entreprise Québec – 2000

Composantes	Petites		Moyennes		Grandes		Total	
	M\$	Var. %	M\$	Var. %	M\$	Var. %	M\$	Var. %
Entreprises non financières								
Capital versé	33 498	9,6	33 846	3,7	422 661	-2,5	490 005	-1,3
Taxe sur le capital versé	211	6,8	199	9,1	2 514	1,8	2 924	2,6
Proportion des affaires faites au Québec (%)	96,7	-0,5	84,3	4,7	39,9	2,1	47,0	2,8
Taxe sur le capital à payer	205	6,3	167	14,3	1 002	3,9	1 374	5,5
Total de la taxe sur le capital	205	6,3	167	14,0	1 002	3,9	1 374	5,4
Entreprises financières								
Capital versé	17 430	-12,2	12 665	2,6	116 717	10,8	146 812	6,7
Taxe sur le capital versé	110	-13,7	74	-6,3	1 048	2,4	1 232	0,2
Proportion des affaires faites au Québec (%)	92,8	-2,3	92,9	30,1	18,3	7,2	29,4	2,8
Taxe sur le capital à payer	102	-15,7	69	21,9	191	9,8	363	3,0
Primes d'assurance de personnes et de dommages			169	-56,0	9 502	12,8	9 671	9,8
Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance			8	-27,8	232	13,5	239	11,5
Total de la taxe sur le capital	102	-15,7	76	14,0	423	11,8	602	6,2
Toutes les entreprises								
Capital versé	50 928	1,0	46 511	3,4	539 378	0,1	636 817	0,4
Taxe sur le capital versé	322	-1,2	273	4,5	3 561	2,0	4 156	1,9
Proportion des affaires faites au Québec (%)	95,4	-1,0	86,6	11,4	33,5	2,8	41,8	3,0
Taxe sur le capital à payer	307	-2,2	236	16,4	1 194	4,8	1 737	4,9
Primes d'assurance de personnes et de dommages			169	-56,0	9 502	12,8	9 671	9,8
Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance			8	-29,9	232	13,5	239	11,3
Total de la taxe sur le capital	307	-2,2	244	14,0	1 426	6,2	1 976	5,6

— Répartition selon le secteur d'activité économique

Le capital versé a légèrement diminué de 0,9 % au cours de l'année 2000. La baisse est due à la réduction du capital versé des sociétés du secteur tertiaire (- 2,6 %).

Par ailleurs, la taxe sur le capital à payer par les sociétés autres que les sociétés d'assurance est en hausse de 4,9 %. La taxe sur le capital à payer a augmenté pour tous les secteurs d'activité économique, sauf celui du transport, communications et services publics (-6,2 %) et des services gouvernementaux, personnels et aux entreprises (-1,2 %).

Tableau 13
Capital versé et taxe sur le capital selon le secteur d'activité économique
Québec – 2000

Secteur d'activité économique	Sociétés autres que les sociétés d'assurance								Sociétés d'assurance				Total de la taxe sur le capital	
	Capital versé		Taxe sur le capital versé		Proportion des affaires faites au Québec		Taxe sur le capital à payer		Primes d'assurance de personnes et de dommages		Taxe sur le capital		M\$	Var. (%)
	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	%	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)		
Primaire														
Agriculture, pêche et exploitation forestière	19 552	54,6	103	45,7	59,4	-8,1	61	34,0	0	—	0	—	61	34,0
Mines, carrières et puits de pétrole	33 675	6,3	192	-4,4	40,1	14,1	77	9,2	0	—	0	—	77	9,1
Sous-total	53 227	20,1	296	8,7	46,9	9,4	139	18,9	0	—	0	—	139	18,9
Secondaire														
Industrie manufacturière	158 999	-2,8	937	2,5	41,2	11,6	386	14,4	0	—	0	—	386	14,4
Construction	12 533	34,7	78	28,2	72,4	-3,9	57	23,3	0	—	0	—	57	23,3
Sous-total	171 532	-0,8	1 015	4,1	43,6	10,9	442	15,5	0	—	0	—	442	15,5
Tertiaire														
Transports, communications et services publics	105 683	-15,4	642	-7,3	65,6	1,2	421	-6,2	0	—	0	—	421	-6,2
Commerce de gros	63 063	8,1	367	6,6	32,2	0,3	118	6,9	0	—	0	—	118	6,9
Commerce de détail	27 076	-1,0	218	16,9	47,6	-4,8	104	11,3	0	—	0	—	104	11,3
Finances, assurances et services immobiliers	146 812	6,7	1 232	0,1	29,4	2,9	363	3,0	9 671	9,8	239	11,4	602	6,2
Services gouvernementaux, personnels et aux entreprises	54 732	-8,5	362	1,1	39,4	-2,3	143	-1,2	0	—	0	—	143	-1,5
Sous-total	397 367	-2,6	2 821	0,3	40,7	-0,4	1 148	-0,1	9 671	9,8	239	11,4	1 387	1,7
Activité économique indéterminée	6 393	-29,3	24	10,7	32,8	5,4	8	16,7	0	—	0	—	8	16,7
Total	628 520	-0,9	4 156	1,8	41,8	3,0	1 737	4,9	9 671	9,8	239	11,4	1 976	5,6

3.3 La cotisation au Fonds des services de santé

En 2000, les cotisations des employeurs au Fonds des services de santé (FSS) ont diminué de 20,7 % par rapport à 1999. Ce résultat est dû à la diminution de 15,3 % des salaires versés au Québec et à la réforme apportée au régime de cotisation au FSS¹⁷.

— Répartition selon la taille et le type d'entreprise

La diminution la plus forte des cotisations a été observée chez les entreprises de petite taille (46,0 %). La baisse est notable sur l'ensemble des entreprises de petite taille.

Tableau 14

Salaires versés au Québec et cotisation au FSS selon la taille et le type d'entreprise Québec – 2000

Composantes	Petites		Moyennes		Grandes		Total	
	M\$	Var. %	M\$	Var. %	M\$	Var. %	M\$	Var. %
Entreprises non financières								
Nombre de sociétés	115 307	-8,6	16 065	12,5	3 817	10,3	135 189	-6,0
Salaires assujettis	14 481	-34,5	16 589	2,8	33 264	-5,5	64 335	-12,4
Cotisations au FSS	487	-46,1	609	-6,8	1 402	-6,2	2 498	-18,1
Entreprises financières								
Nombre de sociétés	13 740	4,5	1 878	15,6	338	-11,3	15 956	5,3
Salaires assujettis	1 431	-35,8	1 948	-10,3	4 302	-40,2	7 681	-33,7
Cotisations au FSS	49	-45,1	72	-19,2	183	-40,1	303	-37,2
Toutes les entreprises								
Nombre de sociétés	129 047	-7,3	17 943	12,8	4 155	8,2	151 145	-4,9
Salaires assujettis	15 912	-34,6	18 537	1,2	37 566	-11,4	72 015	-15,3
Cotisations au FSS	536	-46,0	681	-8,3	1 585	-12,0	2 802	-20,7

¹⁷ La réforme de la fiscalité des entreprises annoncée dans le *Discours sur le budget 1998-1999* permet de réduire à terme le taux de cotisation au FSS jusqu'à 37 % à partir du 1^{er} janvier 1999.

— Répartition selon le secteur d'activité économique

La cotisation au FSS a diminué dans tous les secteurs d'activité économique entre 1999 et 2000 à l'exception de celui de l'agriculture, pêche et exploitation forestière (10,4 %). En particulier, les plus fortes baisses ont été enregistrées dans les secteurs des mines, carrières et puits de pétrole (- 82,1 %), des transports, communications et services publics (- 26,2 %) et des finances, assurances et services immobiliers (- 37,2 %).

Tableau 15

**Salaires versés au Québec et cotisation au FSS selon le secteur d'activité économique
Québec – 2000**

Secteur d'activité économique	Nombre de sociétés		Salaires assujettis		Cotisation au FSS	
	Nombre	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)
Primaire						
Agriculture, pêche et exploitation forestière	8 628	4,9	1 813	204,1	69	10,4
Mines, carrières et puits de pétrole	361	-23,7	1 349	-81,9	57	-82,1
Sous-total	8 989	3,7	3 162	-64,7	125	-67,0
Secondaire						
Industrie manufacturière	14 621	-4,6	21 213	-1,2	854	-4,0
Construction	19 202	-4,1	4 572	12,8	165	-0,1
Sous-total	33 823	-4,3	25 785	1,0	1 019	-3,4
Tertiaire						
Transports, communications et services publics	11 046	-8,9	6 663	-23,8	271	-26,2
Commerce de gros	11 362	-6,0	6 268	-2,9	240	-10,6
Commerce de détail	27 789	-3,4	8 162	-5,4	299	-15,3
Finances, assurances et services immobiliers	15 956	5,3	7 681	-33,7	303	-37,2
Services gouvernementaux, personnels et aux entreprises	41 943	-10,3	14 249	-5,2	542	-13,1
Sous-total	108 096	-5,9	43 023	-14,7	1 656	-21,0
Activité économique indéterminée	239	334,5	45	-57,4	2	-57,4
Total	151 147	-4,9	72 015	-15,3	2 802	-20,7

4. Le bilan des sociétés autres que financières

En 2000, l'actif total des sociétés non financières s'élève à 979 milliards de dollars, en hausse de 3,3 % par rapport à 1999. L'actif des sociétés non imposées a augmenté de 6,6 % et celui des sociétés imposées de 0,4 %. Par ailleurs, le total du passif des sociétés non financières s'élève à 598 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 1,5 % par rapport à 1999. Cette hausse résulte d'une croissance du passif à court terme (4,9 %). Enfin, l'avoir des actionnaires a augmenté de 6,2 % pour s'établir à 381 milliards de dollars.

Tableau 16

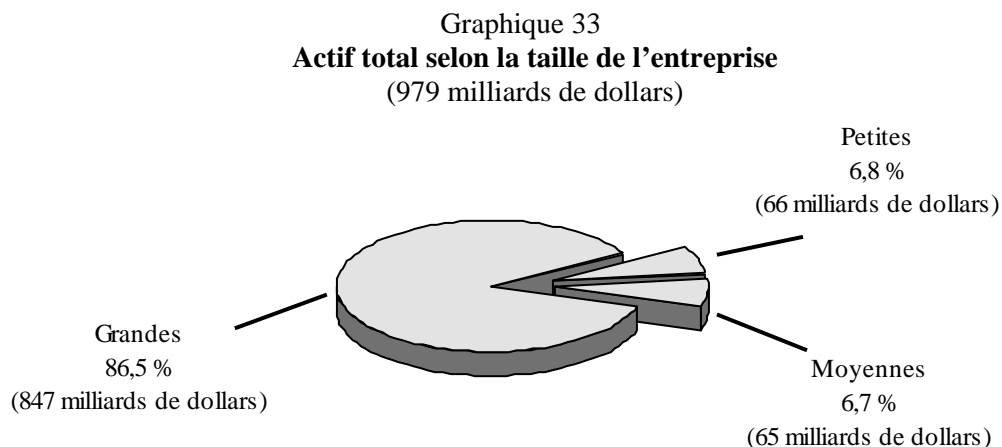
Sommaire des statistiques du bilan des sociétés autres que financières Québec – 2000

	Sociétés non imposées		Sociétés imposées		Toutes les sociétés	
	Nombre	Var. (%)	Nombre	Var. (%)	Nombre	Var. (%)
Nombre de sociétés	108 609	0,7	105 624	1,5	214 233	1,1
Principales composantes du bilan (en millions de dollars)	Montant	(%)	Montant	(%)	Montant	(%)
— Actif						
Court terme	106 693	2,4	185 882	-1,6	292 575	-0,2
Long terme	365 535	7,9	320 475	1,5	686 010	4,8
Total	472 228	6,6	506 357	0,4	978 585	3,3
— Passif						
Court terme	117 320	16,2	145 888	-2,8	263 208	4,9
Long terme	191 266	-0,9	143 175	-1,1	334 441	-1,0
Total	308 586	5,0	289 063	-2,0	597 650	1,5
— Avoir des actionnaires						
Capital-actions	150 829	18,3	111 718	9,4	262 546	14,4
Bénéfices non répartis	55 498	6,0	111 839	-1,5	167 337	0,9
Déficits accumulés	-42 685	38,7	-6 263	6,0	-48 948	33,4
Total	163 642	9,8	217 293	3,6	380 935	6,2
— Total du passif et de l'avoir des actionnaires	472 228	6,6	506 357	0,4	978 585	3,3

4.1 Le portrait de l'actif des sociétés

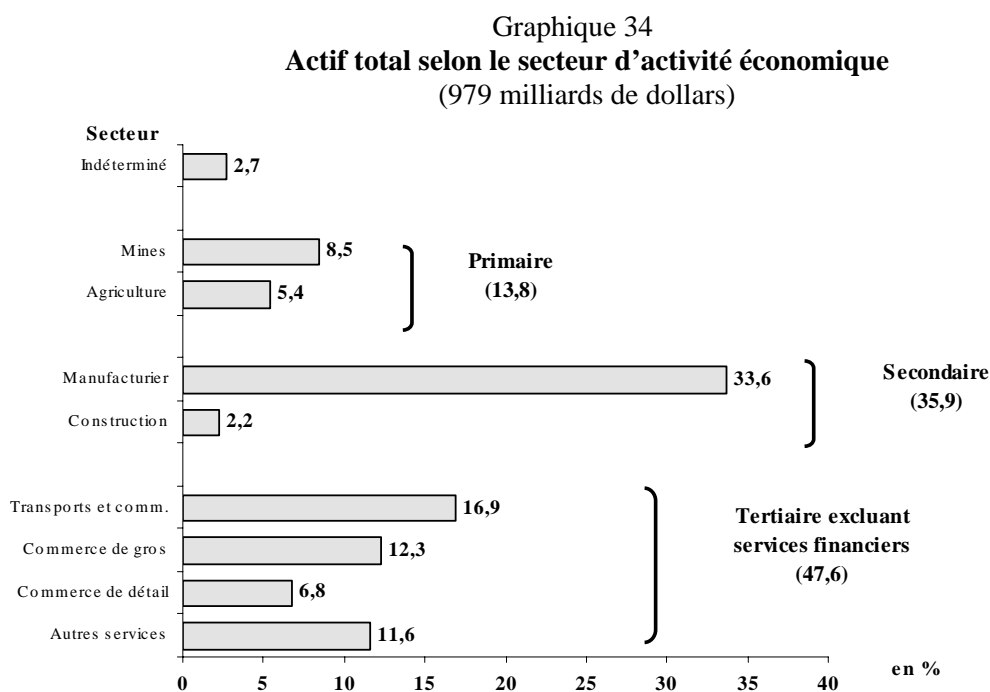
— Répartition selon la taille de l'entreprise

La répartition de l'actif selon la taille de l'entreprise montre que les grandes sociétés détiennent 86,5 % de l'actif total. Les petites sociétés en détiennent quant à elles 6,8 %, alors que la part des sociétés de taille moyenne est de 6,7 %.



— Répartition selon le secteur d'activité économique

La répartition de l'actif selon le secteur d'activité économique, excluant celui des sociétés des services financiers, montre que le secteur manufacturier détient 33,6 % de l'actif des sociétés. Le secteur des transports et des communications en possède 16,9 %, celui du commerce de gros, 12,3 %, et celui des autres services, 11,6 %.



5. L'évolution historique

5.1 Le nombre de sociétés

Entre 1981 et 2000, le nombre de sociétés a augmenté de 131,8 %, soit une croissance annuelle moyenne de 4,5 %.

Par ailleurs, l'évolution du nombre de sociétés imposées est étroitement liée à la conjoncture économique. En effet, après avoir connu une croissance annuelle moyenne de 8,1 % entre 1982 et 1990, le nombre de sociétés imposées a diminué de 8,4 % entre 1990 et 1993 en raison notamment du ralentissement économique du début de la décennie. La situation s'est rétablie depuis lors, le nombre de sociétés imposées augmentant en moyenne de 6,1 % depuis 1993.

Tableau 17

Évolution du nombre de sociétés Québec – 1981 à 2000

Année d'imposition	Sociétés non imposées		Sociétés imposées		Toutes les sociétés	
	Nombre	Var. (%)	Nombre	Var. (%)	Nombre	Var. (%)
1981	61 007		56 049		117 056	
1982	67 675	10,9	54 327	-3,1	122 002	4,2
1983	74 067	9,4	58 638	7,9	132 705	8,8
1984	72 192	-2,5	71 767	22,4	143 959	8,5
1985	76 049	5,3	80 206	11,8	156 255	8,5
1986	80 400	5,7	88 594	10,5	168 994	8,2
1987	87 974	9,4	95 553	7,9	183 527	8,6
1988	99 777	13,4	99 297	3,9	199 074	8,5
1989	113 318	13,6	100 350	1,1	213 668	7,3
1990	120 613	6,4	101 068	0,7	221 681	3,8
1991	131 362	8,9	94 167	-6,8	225 529	1,7
1992	135 038	2,8	92 692	-1,6	227 730	1,0
1993	137 814	2,1	92 541	-0,2	230 355	1,2
1994	142 487	3,4	100 176	8,3	242 663	5,3
1995	138 285	-2,9	111 126	10,9	249 511	2,8
1996	147 884	6,9	117 266	5,5	265 150	6,3
1997	141 954	-4,0	124 709	6,3	266 663	0,6
1998	140 339	-1,1	131 400	5,4	271 739	1,9
1999	138 547	-1,3	129 731	-1,3	268 279	-1,3
2000	139 478	0,7	131 867	1,6	271 345	1,1
Croissance¹ 1981 à 2000		4,4		4,6		4,5

¹ Taux annuel moyen.

5.2 Le revenu imposable, l'impôt à payer et le taux moyen d'imposition

Le revenu imposable au Québec a connu une croissance annuelle moyenne de 16,3 % entre 1985 et 1989. Au cours de la même période, l'impôt à payer au Québec a augmenté en moyenne de 23,6 % par année. La croissance plus élevée de l'impôt à payer au Québec est notamment attribuable à l'augmentation du taux moyen d'imposition en 1989 (18,2 %), résultant de la hausse du taux de la surtaxe des sociétés annoncée en mai 1989 (de 7,25 % à 12 %).

En 1990, en raison de la récession, le revenu imposable au Québec a diminué de 14,3 %, alors que l'impôt à payer au Québec a diminué de 18,2 %. Entre 1991 et 2000, le revenu imposable a augmenté de 108,1 %.

Tableau 18

Revenu imposable, impôt à payer et taux moyen d'imposition Québec – 1985 à 2000

Année d'imposition	Revenu imposable au Québec		Impôt à payer au Québec		Taux moyen d'imposition	
	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	%	Var. (%)
1985	7 501		388		5,2	
1986	9 222	22,9	505	30,1	5,5	5,8
1987	10 895	18,1	638	26,3	5,9	6,9
1988	12 641	16,0	706	10,6	5,6	-4,6
1989	13 733	8,6	907	28,4	6,6	18,2
1990	11 763	-14,3	742	-18,2	6,3	-4,5
1991	11 814	0,4	787	6,1	6,7	5,7
1992	11 680	-1,1	862	9,5	7,4	10,8
1993	11 480	-1,7	1 000	16,0	8,7	18,0
1994	12 850	11,9	1 096	9,6	8,5	-2,1
1995	14 822	15,3	1 292	17,9	8,7	2,2
1996	16 835	13,6	1 511	17,0	9,0	3,0
1997	19 474	15,7	1 749	15,8	9,0	0,1
1998	20 942	7,5	1 938	10,8	9,3	3,0
1999	21 938	4,8	2 015	4,0	9,2	-0,7
2000	24 590	12,1	2 346	16,4	9,5	3,9
Croissance ¹						
1985 à 1989		16,3		23,6		6,3
1989 à 2000		5,4		9,0		3,4
1985 à 2000		8,2		12,7		4,2

¹ Taux annuel moyen.

5.3 *Le total des prélèvements fiscaux*

Entre 1985 et 2000, la croissance annuelle moyenne des prélèvements fiscaux, soit l'impôt à payer au Québec, la taxe sur le capital et la cotisation au FSS, a été de 9,7 %. Au cours de cette période, les trois prélèvements fiscaux ont connu des croissances annuelles moyennes variant entre 8,4 % et 12,7 %.

Tableau 19

Impôt à payer, taxe sur le capital et cotisation au FSS Québec – 1985 à 2000

Année d'imposition	Impôt à payer au Québec		Taxe sur le capital		Cotisation au FSS		Total des prélèvements fiscaux	
	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)
1985	388		554		840		1 783	
1986	505	30,1	735	32,6	1 094	30,3	2 334	30,9
1987	638	26,3	842	14,5	1 267	15,8	2 747	17,7
1988	706	10,6	919	9,2	1 471	16,1	3 096	12,7
1989	907	28,4	1 019	10,8	1 615	9,8	3 540	14,3
1990	742	-18,2	1 148	12,7	1 634	1,2	3 523	-0,5
1991	787	6,1	1 247	8,6	1 689	3,4	3 723	5,7
1992	862	9,5	1 384	11,0	1 855	9,8	4 101	10,2
1993	1 000	16,0	1 425	2,9	1 835	-1,1	4 260	3,9
1994	1 096	9,6	1 432	0,5	1 900	3,5	4 428	3,9
1995	1 292	17,9	1 550	8,2	2 195	15,5	5 037	13,8
1996	1 511	17,0	1 716	10,7	2 372	8,1	5 599	11,2
1997	1 749	15,8	1 786	4,1	2 558	7,8	6 093	8,8
1998	1 938	10,8	1 909	6,9	2 832	10,7	6 679	9,6
1999	2 015	4,0	1 871	-2,0	3 535	24,8	7 421	11,1
2000	2 346	16,4	1 976	5,6	2 802	-20,7	7 124	-4,0
Croissance¹ 1985 à 2000		12,7		8,8		8,4		9,7

¹ Taux annuel moyen.

Partie II : Tableaux statistiques

Définitions des termes utilisés dans les tableaux

- 1— \$ Dollars.
- 2— 000 \$ Milliers de dollars.
- 3— * Donnée peu précise fournie à titre indicatif.
- 4— Néant, zéro ou donnée confidentielle.

TABLEAU 1
Sommaire des statistiques fiscales des sociétés
Québec — 1986 à 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Année d'imposition 1986		Année d'imposition 1987		Année d'imposition 1988	
	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés
SOCIÉTÉS IMPOSÉES						
1 Nombre de sociétés	85 253	88 584	92 100	95 553	95 382	99 297
2 Revenu au Québec	90 560 061	142 275 690	110 076 594	171 335 806	119 100 294	188 449 618
3 Revenu imposable au Québec	5 774 597	9 179 896	6 948 598	10 863 778	7 831 658	12 624 027
4 Impôt à payer au Québec	302 619	505 261	400 420	638 096	420 746	705 965
5 Taxe sur le capital	150 201	314 994	191 314	406 377	217 054	458 353
6 Cotisation au FSS	418 834	667 185	488 680	788 083	581 374	938 418
7 Total des prélèvements fiscaux	871 655	1 487 441	1 080 415	1 832 558	1 219 175	2 102 736
TOUTES LES SOCIÉTÉS						
8 Nombre de sociétés	163 349	168 994	177 446	183 527	192 907	199 074
9 Revenu au Québec	144 346 559	229 316 840	161 615 240	282 018 559	175 832 242	275 152 919
10 Revenu imposable au Québec	5 794 830	9 222 300	6 976 562	10 895 287	7 848 153	12 641 035
11 Impôt à payer au Québec	302 619	505 261	400 420	638 096	420 746	705 965
12 Taxe sur le capital	401 284	734 813	473 698	841 665	526 448	919 186
13 Cotisation au FSS	638 492	1 094 110	755 368	1 267 146	901 869	1 471 117
14 Total des prélèvements fiscaux	1 342 396	2 334 185	1 629 487	2 746 908	1 849 065	3 096 269

TABLEAU 1 (suite)
Sommaire des statistiques fiscales des sociétés
Québec — 1986 à 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Année d'imposition 1989		Année d'imposition 1990		Année d'imposition 1991	
	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés
SOCIÉTÉS IMPOSÉES						
1 Nombre de sociétés	97 171	100 350	97 586	101 068	91 280	94 167
2 Revenu au Québec	117 559 285	176 869 309	118 746 152	176 015 537	109 598 717	158 311 646
3 Revenu imposable au Québec	8 736 375	13 610 389	8 050 927	11 746 806	8 159 136	11 807 422
4 Impôt à payer au Québec	579 856	906 607	501 222	741 694	542 677	787 064
5 Taxe sur le capital	218 614	482 241	240 437	463 738	245 357	478 687
6 Cotisation au FSS	577 706	917 733	577 252	862 751	564 595	831 850
7 Total des prélèvements fiscaux	1 376 176	2 306 581	1 318 912	2 068 184	1 352 629	2 097 596
TOUTES LES SOCIÉTÉS						
8 Nombre de sociétés	207 637	213 668	209 690	221 680	216 930	225 530
9 Revenu au Québec	184 596 462	287 942 725	191 407 870	295 971 128	188 607 697	285 663 623
10 Revenu imposable au Québec	8 858 047	13 733 330	8 066 086	11 762 735	8 160 633	11 807 422
11 Impôt à payer au Québec	579 856	906 607	501 222	741 694	542 676	787 064
12 Taxe sur le capital	572 297	1 018 818	662 105	1 147 840	720 379	1 246 669
13 Cotisation au FSS	1 029 403	1 614 986	1 004 111	1 633 649	1 036 960	1 689 208
14 Total des prélèvements fiscaux	2 181 556	3 540 411	2 167 440	3 523 184	2 300 015	3 722 941

TABLEAU 1 (suite)
Sommaire des statistiques fiscales des sociétés
Québec — 1986 à 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Année d'imposition 1992		Année d'imposition 1993		Année d'imposition 1994	
	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés
SOCIÉTÉS IMPOSÉES						
1 Nombre de sociétés	89 423	92 692	89 408	92 541	96 772	100 176
2 Revenu au Québec	106 549 954	154 957 106	116 755 711	168 708 435	121 002 935	183 087 949
3 Revenu imposable au Québec	8 386 116	11 557 886	7 780 355	11 435 886	8 448 366	12 713 390
4 Impôt à payer au Québec	613 541	861 944	664 787	999 529	709 511	1 096 061
5 Taxe sur le capital	245 404	405 290	264 318	443 826	275 807	469 335
6 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	18 019	82 286	22 878	110 057	20 126	107 749
7 Cotisation au FSS	581 479	874 444	621 353	939 794	700 352	1 043 785
8 Total des prélèvements fiscaux	1 458 443	2 223 964	1 573 336	2 493 206	1 705 796	2 716 930
TOUTES LES SOCIÉTÉS						
9 Nombre de sociétés	218 196	227 730	223 029	230 355	234 874	242 663
10 Revenu au Québec	181 437 973	278 089 540	196 649 280	296 348 460	197 666 872	302 633 461
11 Revenu imposable au Québec	8 507 093	11 680 288	7 821 581	11 479 839	8 575 229	12 850 202
12 Impôt à payer au Québec	613 541	861 944	664 787	999 529	709 511	1 096 061
13 Taxe sur le capital	756 861	1 161 527	785 872	1 197 100	811 618	1 220 737
14 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	40 402	222 786	58 476	227 887	46 370	211 497
15 Cotisation au FSS	1 133 128	1 854 792	1 135 464	1 835 375	1 211 410	1 900 021
16 Total des prélèvements fiscaux	2 543 932	4 101 049	2 644 599	4 259 891	2 778 909	4 428 316

TABLEAU 1 (suite)
Sommaire des statistiques fiscales des sociétés
Québec — 1986 à 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Année d'imposition 1995		Année d'imposition 1996		Année d'imposition 1997	
	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés
SOCIÉTÉS IMPOSÉES						
1 Nombre de sociétés	107 820	111 226	113 801	117 265	121 330	124 709
2 Revenu au Québec	142 117 654	215 743 913	148 068 225	222 797 657	157 502 200	242 165 094
3 Revenu imposable au Québec	9 512 876	14 812 356	10 608 983	16 827 686	10 608 983	19 375 331
4 Impôt à payer au Québec	817 274	1 291 869	952 015	1 511 175	988 809	1 748 819
5 Taxe sur le capital	336 740	589 573	389 680	687 125	403 060	755 754
6 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	22 569	98 070	22 687	160 916	27 711	182 713
7 Cotisation au FSS	891 689	1 299 320	891 689	1 423 189	1 080 419	1 609 222
8 Total des prélèvements fiscaux	2 068 272	3 278 832	2 256 071	3 782 405	2 499 999	4 296 508
TOUTES LES SOCIÉTÉS						
9 Nombre de sociétés	243 479	249 511	259 256	265 150	260 596	266 663
10 Revenu au Québec	227 614 161	344 567 611	232 751 381	349 017 212	238 225 725	366 671 245
11 Revenu imposable au Québec	9 520 912	14 882 048	10 616 044	16 824 909	11 260 715	19 474 254
12 Impôt à payer au Québec	817 274	1 291 869	952 015	1 511 175	988 809	1 748 819
13 Taxe sur le capital	898 099	1 341 572	997 402	1 506 828	999 578	1 548 891
14 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	41 239	208 704	44 212	209 478	48 529	237 196
15 Cotisation au FSS	1 436 985	2 195 209	1 520 797	2 371 839	1 652 513	2 557 762
16 Total des prélèvements fiscaux	3 193 597	5 037 354	3 514 426	5 599 320	3 689 429	6 092 668

TABLEAU 1 (fin)
Sommaire des statistiques fiscales des sociétés
Québec — 1986 à 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Année d'imposition 1998		Année d'imposition 1999		Année d'imposition 2000	
	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés
SOCIÉTÉS IMPOSÉES						
1 Nombre de sociétés	127 643	131 400	125 446	129 731	127 360	131 867
2 Revenu au Québec	178 059 731	278 175 198	174 848 630	279 016 227	214 795 866	318 077 662
3 Revenu imposable au Québec	12 635 548	20 924 509	12 759 736	21 920 379	14 762 933	24 079 867
4 Impôt à payer au Québec	1 126 269	1 937 610	1 174 010	2 015 268	1 478 731	2 345 930
5 Taxe sur le capital	458 627	870 984	454 091	825 190	512 562	870 863
6 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	29 346	150 662	37 608	159 571	43 422	197 987
7 Cotisation au FSS	1 171 741	1 870 328	1 263 168	2 005 057	1 098 448	1 745 370
8 Total des prélèvements fiscaux	2 785 983	4 829 584	2 928 877	5 005 086	3 133 163	5 160 150
TOUTES LES SOCIÉTÉS						
9 Nombre de sociétés	264 444	271 739	260 232	268 279	264 319	271 345
10 Revenu au Québec	257 655 556	403 404 601	252 208 823	412 806 913	312 738 765	490 241 955
11 Revenu imposable au Québec	12 635 548	20 924 509	12 759 736	21 920 379	14 762 933	24 079 867
12 Impôt à payer au Québec	1 126 269	1 937 610	1 174 010	2 015 268	1 478 731	2 345 930
13 Taxe sur le capital	756 288	1 679 194	718 259	1 655 543	790 303	1 737 112
14 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	58 503	229 422	64 877	215 317	55 437	239 367
15 Cotisation au FSS	1 774 249	2 832 048	2 258 918	3 534 513	1 665 153	2 801 849
16 Total des prélèvements fiscaux	3 715 309	6 678 274	4 216 064	7 420 641	3 989 624	7 124 258

TABLEAU 2
Sommaire des statistiques fiscales selon la proportion des affaires faites au Québec
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Moins de 10 %		Entre 10 % et 20 %		Entre 20 % et 30 %		Entre 30 % et 40 %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Sociétés non imposées	555		403		227		178	
2 Revenu au Québec	302	10 024 844	360	8 040 582	174	5 679 916	151	3 843 203
3 Taxe sur le capital à payer	471	11 148	391	34 389	224	22 370	154	24 046
4 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	12	1 127	12	9 070	3 *	639	10	12 320
5 Sociétés imposées	1 497		833		474		143	
6 Revenu au Québec	1 088	12 077 398	755	19 070 794	440	11 051 852	122	9 310 742
7 Revenu imposable au Québec	1 497	772 061	833	1 447 601	474	880 207	143	1 309 990
8 Impôt à payer au Québec	1 497	72 750	833	132 518	474	81 604	143	119 997
9 Taxe sur le capital à payer	1 477	41 239	792	61 878	414	32 747	137	56 918
10 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	21	3 210	42	55 081	61	35 396	5 *	27 349
11 Toutes les sociétés	2 053		1 236		701		321	
12 Revenu au Québec	1 389	22 102 242	1 115	27 111 377	614	16 731 769	274	13 153 945
13 Taxe sur le capital à payer	1 947	52 387	1 183	96 267	638	55 118	291	80 964
14 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	32	4 338	54	64 151	63	36 035	14 *	39 670
15 Cotisation au Fonds des services de santé	1 012	66 683	1 021	147 127	629	121 259	299	103 283
16 Total des prélèvements fiscaux	1 984	196 159	1 236	440 065	701	294 017	321	343 916

TABLEAU 2 (suite)
Sommaire des statistiques fiscales selon la proportion des affaires faites au Québec
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Entre 40 % et 50 %		Entre 50 % et 60 %		Entre 60 % et 70 %		Entre 70 % et 80 %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Sociétés non imposées	50		224		63		68	
2 Revenu au Québec	42	4 227 892	218	2 646 613	58	10 962 110	65 *	9 175 727
3 Taxe sur le capital à payer	48	29 521	224	17 693	63	70 709	65 *	32 714
4 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
5 Sociétés imposées	424		237		160		299	
6 Revenu au Québec	421 *	13 058 636	222	7 958 689	145	5 056 242	297	7 936 167
7 Revenu imposable au Québec	424 *	1 199 483	237 *	692 338	160	702 368	299	461 418
8 Impôt à payer au Québec	424 *	115 493	237 *	62 660	160	63 527	299 *	41 070
9 Taxe sur le capital à payer	421 *	39 697	231	18 086	159	40 747	299	10 648
10 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	0	0	6 *	1 551	0	0	0	0
11 Toutes les sociétés	474		461		223		367	
12 Revenu au Québec	463 *	17 286 528	440	10 605 302	204	16 018 352	363 *	17 111 894
13 Taxe sur le capital à payer	470 *	69 218	455	35 779	222	111 456	364 *	43 363
14 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	0	0	6 *	1 551	0	0	0	0
15 Cotisation au Fonds des services de santé	412	98 619	280	95 372	222	130 751	269 *	106 802
16 Total des prélèvements fiscaux	474 *	285 107	461	195 363	223	305 736	367 *	191 255

TABLEAU 2 (fin)
Sommaire des statistiques fiscales selon la proportion des affaires faites au Québec
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Entre 80 % et 90 %		Entre 90 % et 99,9 %		100 %		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Sociétés non imposées	635		116		136 959		139 478	
2 Revenu au Québec	621	6 151 399	108 *	13 469 102	110 438	97 942 898	112 537	172 164 293
3 Taxe sur le capital à payer	533 *	27 923	111 *	317 990	119 875	277 741	122 160	866 249
4 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	0	0	4 *	6 187	12	12 015	53	41 380
5 Sociétés imposées	259		180		127 360		131 867	
6 Revenu au Québec	171	7 515 986	167	10 245 286	126 132	214 795 866	129 961	318 077 662
7 Revenu imposable au Québec	259	815 959	180	1 035 504	127 360	14 762 933	131 867	24 079 867
8 Impôt à payer au Québec	259 *	80 933	180	96 642	127 360	1 478 731	131 867	2 345 930
9 Taxe sur le capital à payer	255 *	26 458	176	29 879	126 865	512 562	131 225	870 863
10 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	3	11 513	3 *	18 686	26	43 422	170	197 987
11 Toutes les sociétés	895		296		264 319		271 345	
12 Revenu au Québec	792	54 381	275	23 714 389	236 570	312 738 765	242 498	490 241 955
13 Taxe sur le capital à payer	788	54 381	287 *	347 869	246 741	790 303	253 385	1 737 112
14 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	3	11 513	7 *	24 874	39	55 437	223	239 367
15 Cotisation au Fonds des services de santé	353	103 814	288	162 982	146 361	1 665 153	151 145	2 801 849
16 Total des prélèvements fiscaux	895	250 642	296 *	632 368	252 721	3 989 626	259 679	7 124 260

TABLEAU 3
Statistiques fiscales détaillées des sociétés imposées et non imposées
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Sociétés imposées		Sociétés non imposées		Toutes les sociétés	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	131 867		139 478		271 345	
IMPÔT SUR LE REVENU						
2 Revenu brut	130 640	802 889 410	112 947	397 065 521	243 587	1 199 954 932
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt						
3 Bénéfice net selon les états financiers	131 217	77 556 915	129 639	14 171 511	260 857	91 728 426
4 dont : bénéfice net positif	125 954	78 250 098	48 258	29 433 957	174 213	107 684 055
5 bénéfice net négatif	5 263	-693 183	81 381	-15 262 446	86 644	-15 955 629
Éléments à ajouter						
6 Amortissement	108 299	17 129 555	77 879	16 382 205	186 179	33 511 761
7 Autres dépenses non admissibles	109 171	58 432 602	86 113	33 326 448	195 283	91 759 050
Éléments à retrancher						
8 Allocation du coût en capital	108 158	18 282 913	57 701	17 283 896	165 859	35 566 809
9 Autres déductions admissibles	95 175	60 798 854	62 549	41 919 518	157 723	102 718 372
10 Revenu net aux fins de l'impôt	131 867	74 037 306	115 481	4 676 749	247 348	78 714 055
11 dont : revenu net positif	131 867	74 037 306	42 283	22 437 623	174 150	96 474 929
12 revenu net négatif	0	0	73 198	-17 760 874	73 198	-17 760 874
Déductions						
13 Dons de charité déductibles	10 314	428 153	1 883	83 974	12 197	512 127
14 Dividendes imposables déductibles	22 998	14 299 644	13 617	17 386 995	36 615	31 686 639
15 Pertes d'autres années déductibles	18 350	2 157 531	20 163	5 667 804	38 514	7 825 336
16 Total des déductions	22 998	16 885 328	20 163	23 138 773	38 514	40 024 102
17 Revenu imposable total	131 867	56 350 591	14 601	1 601 244	146 468	57 951 835
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	115 600	55 704 042	27 777	6 283 046	143 378	61 987 089
19 Impôt total	131 867	5 339 981			131 867	5 339 981
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	131 867	43,93			131 867	43,93
21 Impôt à payer au Québec	131 867	2 345 930			131 867	2 345 930
TAXE SUR LE CAPITAL						
22 Capital versé	124 523	351 073 757	91 856	285 743 612	216 379	636 817 369
23 Taxe sur le capital à payer	131 225	870 863	122 160	866 249	253 385	1 737 112
24 Primes d'assurance de personnes	116	5 040 347	18	424 988	134	5 465 335
25 Primes d'assurance de dommages	61	3 242 955	40	1 095 125	101	4 338 080
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	170	197 987	53	41 380	223	239 367
27 Total de la taxe sur le capital	131 395	1 068 850	122 213	907 629	253 607	1 976 480
28 Cotisation au FSS	90 832	1 745 370	60 313	1 056 479	151 145	2 801 849
29 Total des prélèvements fiscaux	131 867	5 160 152	127 813	1 964 108	259 679	7 124 260

TABEAU 4
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la région administrative
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Bas-Saint-Laurent (01)		Saguenay-Lac-Saint-Jean (02)		Capitale-Nationale (03)		Mauricie-Bois-Francs (04)	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	6 859		8 403		20 575		16 468	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	6 719	8 208 957	8 128	7 061 559	17 350	23 407 385	15 496	17 080 503
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	6 859	553 862	8 391	386 165	18 634	1 921 739	16 466	894 870
4 dont : bénéfice net positif	5 351	722 619	5 902	529 447	13 101	2 164 489	11 970	1 053 129
5 bénéfice net négatif	1 508 *	-168 757	2 489 *	-143 282	5 533	-242 750	4 496 *	-158 259
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	5 234	271 400	5 434	220 871	13 382	459 431	11 586	547 915
7 Autres dépenses non admissibles	5 440	288 024	6 328	315 554	15 122	2 245 194	14 008	877 137
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	4 765	396 285	5 739	231 816	12 104	611 542	11 865	578 698
9 Autres déductions admissibles	5 079	305 486	5 152	306 793	14 530	2 465 732	11 392 *	509 249
10 Revenu net aux fins de l'impôt	5 891	411 515	7 796	383 982	17 853	1 549 090	16 011	1 231 976
11 dont : revenu net positif	3 821	665 466	5 327	453 690	12 861 *	1 749 311	12 616 *	1 360 886
12 revenu net négatif	2 070 *	-253 951	2 469 *	-69 708	4 992 *	-200 221	3 395 *	-128 910
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	9 *	32	3 *	16	222	1 530	87 *	1 095
14 Dividendes imposables déductibles	330 *	351 836	1 515 *	110 220	3 750 *	577 968	3 506 *	515 819
15 Pertes d'autres années déductibles	328 *	13 510	734 *	34 662	1 703	96 858	2 233 *	46 722
16 Total des déductions	330 *	365 378	1 515 *	144 898	3 750 *	676 356	3 506 *	563 636
17 Revenu imposable total	3 651	313 495	4 703	311 635	10 120	1 082 968	10 580	794 778
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	3 265	280 182	3 457	295 320	9 453	947 532	10 447	793 849
19 Impôt total	3 436	30 271	4 662	30 883	9 274	110 081	9 150	64 565
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	3 436	97.74	4 662	100.00	9 274	98.57	9 150	99.87
21 Impôt à payer au Québec	3 436	29 588	4 662	30 882	9 274	108 512	9 150	64 482
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	5 490	4 221 843	7 205	2 857 871	15 865	7 479 417	12 920	6 596 003
23 Taxe sur le capital à payer	5 723	22 017	7 550	18 276	18 972	48 473	15 452	41 236
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	4	1 143 032	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	4	29 121	0	0	5	362 514	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	4	873	0	0	9	33 736	0 *	0
27 Total de la taxe sur le capital	5 727	22 891	7 552	18 895	18 981	82 209	15 462	44 083
28 Cotisation au FSS	4 953	48 002	5 006	41 373	11 806	126 802	10 144	110 484
29 Total des prélèvements fiscaux	6 701	100 481	8 055	91 151	19 344	317 524	15 660	219 050

TABLEAU 4 (suite)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la région administrative
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Estrie (05)		Montréal (06)		Outaouais (07)		Abitibi-Témiscamingue (08)	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	10 204		80 409		6 344		5 223	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	8 893 *	12 086 770	68 433	301 296 696	6 045	4 611 922	5 000	5 041 372
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	10 204	654 446	74 530	32 372 447	6 059	313 693	5 075	188 993
4 dont : bénéfice net positif	6 739	823 309	48 540	37 667 661	4 516	397 631	3 332	336 826
5 bénéfice net négatif	3 465 *	-168 863	25 990 *	-5 295 214	1 543 *	-83 938	1 743	-147 833
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	7 096	279 495	48 569	10 098 746	4 797	126 762	4 527	240 891
7 Autres dépenses non admissibles	7 346 *	391 262	56 411	21 785 837	3 958 *	213 790	3 602	273 135
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	5 902	290 425	42 668	9 621 330	4 609	146 642	4 009	315 422
9 Autres déductions admissibles	6 261 *	356 370	38 890	28 465 850	2 648	194 691	3 616	201 615
10 Revenu net aux fins de l'impôt	9 150	678 408	72 573	26 169 849	6 041	312 912	4 295	185 983
11 dont : revenu net positif	6 701	737 021	49 617	31 673 983	4 985	356 314	3 355 *	248 325
12 revenu net négatif	2 449	-58 613	22 956	-5 504 134	1 056	-43 402	940	-62 342
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	45 *	277	7 270	275 593	20 *	87	108 *	27
14 Dividendes imposables déductibles	1 684 *	165 360	9 407	13 821 705	301 *	31 904	569 *	30 295
15 Pertes d'autres années déductibles	2 082 *	38 130	13 703	2 434 488	1 045 *	17 916	962 *	39 824
16 Total des déductions	2 082 *	203 767	13 703	16 531 786	1 045 *	49 907	962 *	70 146
17 Revenu imposable total	5 488	543 842	40 476	15 722 636	3 849	307 000	2 870 *	180 642
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	4 880	508 541	41 994	16 558 713	4 017	283 342	3 197 *	180 530
19 Impôt total	5 483	52 064	35 927	1 487 745	2 621	25 110	2 766	18 280
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	5 483	96,36	35 927	67,98	2 621	97,84	2 766	99,53
21 Impôt à payer au Québec	5 483	50 171	35 927	1 011 439	2 621	24 567	2 766 *	18 194
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	8 844	5 074 147	63 605	202 105 361	4 555	2 347 179	4 632	3 423 535
23 Taxe sur le capital à payer	9 952	32 458	75 651	920 033	5 692	15 321	4 801	17 222
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	12	592 273	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	3	19 766	12	1 219 899	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	3	592	24	48 444	0	0	0	0
27 Total de la taxe sur le capital	9 956	33 051	75 675	968 477	5 692	15 321	4 802	17 636
28 Cotisation au FSS	4 915	82 627	39 089	1 200 932	3 927	25 577	3 263	35 036
29 Total des prélèvements fiscaux	10 071	165 849	76 942	3 180 850	6 047	65 466	5 073	70 867

TABLEAU 4 (suite)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la région administrative
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Côte-Nord (09)		Nord-du-Québec (10)		Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (11)		Chaudière-Appalaches (12)	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	2 585		641		2 793		14 609	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	2 435	4 030 916	640	642 539	2 707	1 622 171	14 108	22 759 504
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	2 563	408 063	615	72 288	2 785	67 364	14 501	2 135 349
4 dont : bénéfice net positif	1 391	443 695	383	79 065	1 907	88 909	11 157 *	2 305 300
5 bénéfice net négatif	1 172 *	-35 632	232 *	-6 777	878 *	-21 545	3 344 *	-169 951
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	1 883	211 182	491	29 749	2 271	41 097	9 804	578 604
7 Autres dépenses non admissibles	1 783 *	336 008	480	63 891	1 956 *	65 579	11 548	2 012 908
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	1 877	124 132	370	21 334	1 988 *	42 834	10 149	613 273
9 Autres déductions admissibles	1 493 *	121 022	337	77 470	1 932 *	77 498	11 880	2 929 259
10 Revenu net aux fins de l'impôt	2 377	710 099	583	67 124	2 428	53 707	13 158	1 184 330
11 dont : revenu net positif	1 469	750 898	418	73 220	1 570	69 663	10 766	1 340 378
12 revenu net négatif	908 *	-40 799	165 *	-6 096	858 *	-15 956	2 392 *	-156 048
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	16	118	0	0	0	0	31 *	2 445
14 Dividendes imposables déductibles	216 *	231 446	117 *	5 840	299 *	3 216	3 363 *	227 116
15 Pertes d'autres années déductibles	286 *	4 009	100 *	1 852	274 *	2 524	1 711 *	80 134
16 Total des déductions	286 *	235 573	117 *	7 692	299 *	5 740	3 363 *	309 695
17 Revenu imposable total	1 273	516 768	354	65 518	1 389	64 060	10 033	1 028 048
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	1 305	498 916	342	66 590	1 244 *	60 290	7 704	927 793
19 Impôt total	1 000	47 047	286	5 378	1 386	6 033	9 324	99 451
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	1 000	85,63	286	99,42	1 386	99,99	9 324	96,71
21 Impôt à payer au Québec	1 000	40 285	286	5 347	1 386	6 033	9 324	96 175
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	1 974	4 057 229	520	265 859	2 267	620 176	12 755	7 731 729
23 Taxe sur le capital à payer	2 327	14 804	619	1 750	2 456	3 964	14 408	49 079
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	4	17 283
27 Total de la taxe sur le capital	2 327	14 804	619	1 750	2 456	3 964	14 411	66 363
28 Cotisation au FSS	1 608	33 087	390	4 411	1 971	8 458	8 849	124 686
29 Total des prélèvements fiscaux	2 468	88 177	624	11 509	2 686	18 456	14 488	287 224

TABLEAU 4 (suite)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la région administrative
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Laval (13)		Lanaudière (14)		Laurentides (15)		Montérégie (16)	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	13 306		13 152		17 082		45 980	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	12 600	19 271 005	11 378	9 050 967	14 069	13 297 129	43 064	59 929 843
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	13 292	1 210 703	12 364	417 420	16 359	319 481	45 660	3 552 245
4 dont : bénéfice net positif	9 816	1 548 812	8 427	466 313	9 511	871 116	27 636	4 205 355
5 bénéfice net négatif	3 476 *	-338 109	3 937 *	-48 893	6 848 *	-551 635	18 024	-653 110
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	10 943	407 064	8 582	236 561	10 675	361 803	35 314	1 401 363
7 Autres dépenses non admissibles	7 637 *	791 263	8 274	286 101	12 535 *	716 655	33 844	3 148 391
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	8 626	494 037	8 491	256 745	9 334	376 945	28 386	1 404 580
9 Autres déductions admissibles	8 134	773 113	7 230	331 861	6 975 *	447 586	26 938	3 406 094
10 Revenu net aux fins de l'impôt	11 517	1 141 880	12 301	351 475	16 223	573 409	42 794	3 291 325
11 dont : revenu net positif	8 545	1 374 357	8 334	397 338	9 949	693 239	29 029	3 709 570
12 revenu net négatif	2 972 *	-232 477	3 967 *	-45 863	6 274	-119 830	13 765	-418 245
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	727 *	5 229	662 *	618	144	421	1 038 *	8 176
14 Dividendes imposables déductibles	1 353 *	350 508	1 743 *	45 275	1 424 *	31 548	6 302 *	910 409
15 Pertes d'autres années déductibles	1 191	79 003	2 743 *	10 240	946 *	19 638	7 485 *	206 556
16 Total des déductions	1 353	434 740	2 743 *	56 133	1 424 *	51 607	7 485 *	1 125 141
17 Revenu imposable total	7 795	940 031	6 861	341 339	8 351	643 656	24 358	2 611 008
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	7 685	899 908	6 803	330 067	8 302	607 258	25 033	2 464 682
19 Impôt total	6 821	89 160	6 017	30 864	6 640	55 123	22 824	250 877
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	6 821	87,40	6 017	99,30	6 640	93,05	22 824	93,20
21 Impôt à payer au Québec	6 821	77 930	6 017	30 648	6 640	51 291	22 824	233 814
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	10 287	7 870 167	9 778	3 180 720	11 710	5 127 936	38 101	21 772 290
23 Taxe sur le capital à payer	11 649 *	43 929	12 144	21 389	15 321	32 713	44 190	132 628
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	3	17 701	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	3	531	0	0	4 *	24 437
27 Total de la taxe sur le capital	11 649 *	43 929	12 147	21 920	15 321	32 713	44 194	157 066
28 Cotisation au FSS	8 045	93 985	7 142	50 591	9 533	64 501	26 738	282 703
29 Total des prélèvements fiscaux	11 869	215 845	12 331	103 160	15 397	148 506	45 281	673 584

TABLEAU 4 (fin)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la région administrative
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Hors-Québec		Indéterminée		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	6 712		0		271 345	
IMPÔT SUR LE REVENU						
2 Revenu brut	6 522	690 555 694	0	0	243 587	1 199 954 932
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt						
3 Bénéfice net selon les états financiers	6 500	46 259 297	0	0	260 857	91 728 425
4 dont : bénéfice net positif	4 533	53 980 371	0	0	174 212	107 684 047
5 bénéfice net négatif	1 967	-7 721 074	0	0	86 645	-15 955 622
Éléments à ajouter						
6 Amortissement	5 592	17 998 820	0	0	186 180	33 511 754
7 Autres dépenses non admissibles	5 014	57 948 312	0	0	195 286	91 759 041
Éléments à retrancher						
8 Allocation du coût en capital	4 976	20 040 761	0	0	165 858	35 566 801
9 Autres déductions admissibles	5 236	61 748 675	0	0	157 723	102 718 364
10 Revenu net aux fins de l'impôt	6 353	40 416 993	0	0	247 344	78 714 057
11 dont : revenu net positif	4 785	50 821 263	0	0	174 148	96 474 922
12 revenu net négatif	1 568	-10 404 270	0	0	73 196	-17 760 865
Déductions						
13 Dons de charité déductibles	1 810	216 396	0	0	12 192	512 060
14 Dividendes imposables déductibles	735	14 276 164	0	0	36 614	31 686 629
15 Pertes d'autres années déductibles	988	4 699 263	0	0	38 514	7 825 329
16 Total des déductions	1 810	19 191 823	0 *	0	38 514	40 024 018
17 Revenu imposable total	4 316	32 484 404	0	0	146 467	57 951 828
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	4 252	36 283 567	0	0	143 380	61 987 080
19 Impôt total	4 249	2 937 049	0	0	131 866	5 339 981
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	4 249	15,89	0	-	131 866	43,93
21 Impôt à payer au Québec	4 249	466 566	0	0	131 866	2 345 924
TAXE SUR LE CAPITAL						
22 Capital versé	5 870	352 085 898	0	0	216 378	636 817 360
23 Taxe sur le capital à payer	6 477	321 813	0	0	253 384	1 737 105
24 Primes d'assurance de personnes	112	3 558 475	0	0	128	5 293 780
25 Primes d'assurance de dommages	59	1 283 359	0	0	86	2 932 360
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	160	109 587	0	0	211	235 483
27 Total de la taxe sur le capital	6 636	431 400	0	0	253 607	1 976 472
28 Cotisation au FSS	3 769	468 587	0	0	151 148	2 801 842
29 Total des prélèvements fiscaux	6 642	1 366 554	0	0	259 679	7 124 253

TABLERAU 5
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la tranche de revenus bruts en milliers de dollars
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	0 \$ à 100 \$		100 \$ à 200 \$		200 \$ à 500 \$		500 \$ à 1 000 \$	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	112 152		40 999		47 740		26 321	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	84 395	3 250 211	40 999	6 123 510	47 740	15 201 705	26 321	18 802 252
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	102 291	-1 629 274	40 994	981 980	47 516	1 729 416	26 134	1 454 456
4 dont : bénéfice net positif	50 938	829 155	31 282 *	1 193 189	35 865	2 279 858	19 674 *	1 879 326
5 bénéfice net négatif	51 353 *	-2 458 429	9 712 *	-211 209	11 651	-550 442	6 460	-424 870
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	49 197	210 156	33 269	336 519	39 648	565 973	22 982	778 226
7 Autres dépenses non admissibles	64 749 *	1 364 879	31 539	376 556	39 476	1 428 500	19 028	950 399
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	41 477	157 432	28 516	284 216	36 553	566 800	21 020	590 534
9 Autres déductions admissibles	49 495 *	505 758	24 252 *	405 067	29 022	1 447 717	18 928 *	1 534 779
10 Revenu net aux fins de l'impôt	97 276	294 088	38 427	1 005 772	43 536	1 709 371	25 463	1 057 767
11 dont : revenu net positif	52 320 *	1 786 953	31 846	1 136 953	34 342	2 063 514	20 115	1 330 548
12 revenu net négatif	44 956 *	-1 492 865	6 581	-131 181	9 194 *	-354 143	5 348 *	-272 781
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	981 *	866	384 *	635	2 761 *	43 879	742 *	1 514
14 Dividendes imposables déductibles	18 144 *	1 115 425	5 013 *	305 438	5 467 *	382 956	2 128 *	97 195
15 Pertes d'autres années déductibles	16 374 *	67 347	8 187 *	87 440	6 125 *	153 592	1 831 *	46 308
16 Total des déductions	18 144 *	1 183 638	8 187 *	393 513	6 125 *	580 427	2 128	145 017
17 Revenu imposable total	39 447	627 938	24 795	753 495	30 862	1 490 420	19 151	1 187 289
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	32 631	398 599	27 648	711 601	30 353	1 301 140	18 826	1 068 785
19 Impôt total	35 491	68 162	20 082	59 996	27 346	140 887	18 249	112 088
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	35 491	99,99	20 082	97,09	27 346	99,71	18 249	93,73
21 Impôt à payer au Québec	35 491	68 155	20 082	58 249	27 346	140 485	18 249	105 064
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	82 290	11 810 167	31 415 *	5 884 683	37 615	10 984 189	23 913	10 622 859
23 Taxe sur le capital à payer	99 448	75 985	40 110 *	40 151	45 040	61 794	25 559	63 956
24 Primes d'assurance de personnes	0 0	0	0	0	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
27 Total de la taxe sur le capital	99 448	75 985	40 110 *	40 151	45 040	61 794	25 559	63 956
28 Cotisation au FSS	24 496	19 650	25 279	48 886	38 481	108 746	23 084	133 413
29 Total des prélèvements fiscaux	100 986	163 790	40 841	147 287	47 511	311 026	26 319	302 434

TABLEAU 5 (suite)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la tranche de revenus bruts en milliers de dollars
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	1 000 \$ à 5 000 \$		5 000 \$ à 15 000 \$		15 000 \$ à 25 000 \$		25 000 \$ à 50 000 \$	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	31 106		7 090		1 572		1 872	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	31 106	66 926 410	7 090	61 869 514	1 572	30 490 537	1 872	69 527 945
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	30 979	4 261 269	7 056	4 390 163	1 566	2 168 268	1 845	3 804 770
4 dont : bénéfice net positif	25 548	5 698 616	6 036	5 033 582	1 365 *	2 507 794	1 463	4 634 444
5 bénéfice net négatif	5 431 *	-1 437 347	1 020 *	-643 419	201 *	-339 526	382	-829 674
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	29 160	1 610 762	6 608	1 231 217	1 320	567 866	1 789	1 436 626
7 Autres dépenses non admissibles	28 038	2 747 760	6 792	3 035 108	1 516	1 012 296	1 834	2 798 816
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	26 819	1 624 524	6 455	1 233 563	1 268	740 685	1 698	1 590 586
9 Autres déductions admissibles	24 320	2 917 915	6 300 *	2 702 537	1 333 *	656 140	1 773	2 827 974
10 Revenu net aux fins de l'impôt	30 061	4 077 352	6 865	4 720 388	1 486	2 351 605	1 827	3 621 652
11 dont : revenu net positif	25 006	5 016 691	5 843	5 170 131	1 242 *	2 587 176	1 467	4 513 715
12 revenu net négatif	5 055	-939 339	1 022	-449 743	244 *	-235 571	360	-892 063
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	3 678 *	18 844	1 359 *	83 129	366 *	21 843	734 *	41 707
14 Dividendes imposables déductibles	3 848 *	1 527 771	954	1 561 775	174 *	856 254	227	483 541
15 Pertes d'autres années déductibles	4 167 *	262 132	745 *	312 144	174	47 959	379	560 744
16 Total des déductions	4 167 *	1 808 747	1 359	1 957 048	366	926 056	734	1 085 992
17 Revenu imposable total	22 750	3 220 253	5 365	3 278 997	1 173	1 661 160	1 247	3 426 851
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	24 048	2 909 848	5 393	2 698 289	1 211	1 602 085	1 414	3 994 596
19 Impôt total	21 361	313 279	5 303	334 422	1 157	155 750	1 233	325 222
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	21 361	96,72	5 303	84,78	1 157	75,45	1 233	61,56
21 Impôt à payer au Québec	21 361	303 001	5 303	283 530	1 157	117 521	1 233	200 195
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	28 729	26 220 509	6 876	27 115 607	1 451	9 521 975	1 808	27 670 588
23 Taxe sur le capital à payer	30 663	147 761	6 964	127 083	1 478	42 855	1 817	91 724
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	40 *	286 704	16 *	147 927
25 Primes d'assurance de dommages	3	19 766	19 *	148 910	0	0	9 *	198 406
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	3	592	19 *	4 467	40 *	6 059	26 *	8 912
27 Total de la taxe sur le capital	30 667	148 354	6 983	131 551	1 518	48 915	1 843	100 637
28 Cotisation au FSS	27 982	442 638	6 577	331 122	1 406	160 132	1 743	266 742
29 Total des prélèvements fiscaux	31 064	893 994	7 085	746 204	1 552	326 569	1 862	567 575

TABLEAU 5 (fin)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la tranche de revenus bruts en milliers de dollars
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	50 000 \$ à 200 000 \$		200 000 \$ et plus		Toutes les tranches	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	1 746		747		271 345	
IMPÔT SUR LE REVENU						
2 Revenu brut	1 746	164 249 252	747	763 513 595	243 587	1 199 954 932
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt						
3 Bénéfice net selon les états financiers	1 733	11 457 518	742	74 232 502	260 857	123 639 684
4 dont : bénéfice net positif	1 419	14 956 906	621	68 671 182	174 213	107 684 055
5 bénéfice net négatif	314	-3 499 388	121	5 561 320	86 644	15 955 629
Éléments à ajouter						
6 Amortissement	1 516	4 416 145	689	22 358 267	186 179	33 511 761
7 Autres dépenses non admissibles	1 590	14 700 195	721	63 344 538	195 283	91 759 050
Éléments à retrancher						
8 Allocation du coût en capital	1 414	5 948 819	640	22 829 647	165 859	35 566 809
9 Autres déductions admissibles	1 576	14 496 001	724	76 235 997	157 723	102 718 372
10 Revenu net aux fins de l'impôt	1 687	10 129 039	718	49 747 023	247 348	78 714 055
11 dont : revenu net positif	1 371	13 639 002	596	59 230 242	174 150	96 474 929
12 revenu net négatif	316	-3 509 963	122	-9 483 219	73 198	-17 760 874
Déductions						
13 Dons de charité déductibles	743	56 812	449	242 895	12 197	512 127
14 Dividendes imposables déductibles	351	3 976 769	308	21 379 511	36 615	31 686 639
15 Pertes d'autres années déductibles	296	1 261 255	237	5 026 410	38 514	7 825 336
16 Total des déductions	743	5 294 836	449	26 648 816	38 514	40 024 102
17 Revenu imposable total	1 193	8 967 181	483	33 338 248	146 468	57 951 835
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	1 303	9 542 921	552	37 759 222	143 378	61 987 089
19 Impôt total	1 176	835 009	471	2 995 166	131 867	5 339 981
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	1 176	41,12	471	24,25	131 867	43,93
21 Impôt à payer au Québec	1 176	343 326	471	726 400	131 867	2 345 930
TAXE SUR LE CAPITAL						
22 Capital versé	1 617	98 913 061	668	408 073 728	216 379	636 817 369
23 Taxe sur le capital à payer	1 629	206 124	677	879 674	253 385	1 737 112
24 Primes d'assurance de personnes	42	759 549	37	4 271 153	134	5 465 335
25 Primes d'assurance de dommages	47	1 193 971	22	2 766 181	101	4 338 080
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	86	50 864	49	168 471	223	239 367
27 Total de la taxe sur le capital	1 714	256 988	725	1 048 145	253 607	1 976 480
28 Cotisation au FSS	1 453	429 006	645	861 509	151 145	2 801 849
29 Total des prélèvements fiscaux	1 730	1 029 321	730	2 636 055	259 679	7 124 260

TABLEAU 6
Statistiques détaillées des sociétés selon la tranche d'actifs en milliers de dollars
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	0 \$ à 100 \$		100 \$ à 200 \$		200 \$ à 500 \$		500 \$ à 1 000 \$	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	102 298		39 792		54 109		30 573	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	84 972	13 419 619	38 988	11 183 919	47 941	28 188 957	29 825	27 634 979
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	94 313	1 074 958	39 334	673 310	52 491	196 633	30 452	1 918 379
4 dont : bénéfice net positif	55 828	1 464 658	26 082	993 314	35 106	1 627 125	23 289 *	2 446 155
5 bénéfice net négatif	38 485	-389 700	13 252 *	-320 004	17 385 *	-1 430 492	7 163 *	-527 776
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	59 460	240 784	28 670	309 174	40 559	757 397	23 052	644 182
7 Autres dépenses non admissibles	61 223	355 359	30 701 *	286 365	41 613 *	1 016 161	24 608	1 131 315
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	48 668	159 227	25 137	269 788	37 477	662 837	20 971	636 571
9 Autres déductions admissibles	44 826 *	426 194	21 447 *	229 946	33 136 *	345 016	23 957 *	1 695 140
10 Revenu net aux fins de l'impôt	88 864	1 085 680	36 915	769 115	49 677	962 338	29 261	1 362 163
11 dont : revenu net positif	54 953	1 368 481	25 478	998 835	35 679	2 109 518	24 580	1 795 503
12 revenu net négatif	33 911	-282 801	11 437 *	-229 720	13 998 *	-1 147 180	4 681 *	-433 340
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	740 *	8 350	957 *	1 153	1 876 *	1 703	1 909 *	15 977
14 Dividendes imposables déductibles	4 765 *	292 273	4 280 *	59 181	8 840 *	652 125	8 667 *	429 200
15 Pertes d'autres années déductibles	16 934 *	188 302	5 005 *	54 350	6 100 *	100 179	4 987 *	125 524
16 Total des déductions	16 934 *	488 925	5 005 *	114 684	8 840 *	754 007	8 667 *	570 701
17 Revenu imposable total	44 362	878 632	22 896	888 346	30 357	1 365 184	18 248	1 244 012
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	49 414	992 738	21 466	850 881	29 868	1 365 549	16 479	1 256 690
19 Impôt total	36 398	63 451	19 184	70 741	28 516	112 546	17 943	114 557
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	36 398	97,85	19 184	90,68	28 516	98,13	17 943	95,87
21 Impôt à payer au Québec	36 398	62 084	19 184	64 146	28 516	110 444	17 943	109 828
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	63 876	2 075 733	33 539	3 121 138	47 383	9 702 656	29 904	10 389 304
23 Taxe sur le capital à payer	89 202	25 170	38 478	21 235	52 198	61 641	30 194	65 639
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
27 Total de la taxe sur le capital	89 202	25 170	38 478	21 235	52 198	61 641	30 194	65 639
28 Cotisation au FSS	43 656	85 063	25 496	68 644	32 620	150 604	19 409	168 106
29 Total des prélèvements fiscaux	91 409	172 319	39 723	154 026	53 953	322 690	30 390	343 574

TABLEAU 6 (suite)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la tranche d'actifs en milliers de dollars
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	1 000 \$ à 5 000 \$		5 000 \$ à 15 000 \$		15 000 \$ à 25 000 \$		25 000 \$ à 50 000 \$	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	33 554		5 593		1 370		1 479	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	30 960	86 634 930	5 496	80 207 304	1 361	35 953 127	1 474	55 032 128
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	33 409	3 866 622	5 448	4 190 193	1 367	2 534 145	1 477	3 913 476
4 dont : bénéfice net positif	25 103	5 298 152	4 309	5 082 804	1 160	3 050 963	1 209	4 476 828
5 bénéfice net négatif	8 306 *	-1 431 530	1 139	-892 611	207	-516 818	268 *	-563 352
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	24 879	1 778 525	4 720	1 188 475	1 235	602 484	1 383	1 198 923
7 Autres dépenses non admissibles	26 709	2 978 653	5 294	2 224 615	1 320	1 273 988	1 465	4 191 882
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	24 558	1 718 753	4 422	1 268 050	1 187	617 028	1 358	1 357 016
9 Autres déductions admissibles	23 951	2 685 925	5 273 *	2 349 202	1 292	1 385 077	1 451	4 083 943
10 Revenu net aux fins de l'impôt	32 283	4 219 122	5 219	3 986 031	1 256	2 408 512	1 415	3 863 323
11 dont : revenu net positif	25 145	4 893 993	4 174	4 646 875	1 033	2 748 657	1 076	4 431 573
12 revenu net négatif	7 138	-674 871	1 045	-660 844	223	-340 145	339 *	-568 250
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	3 484 *	58 903	1 384 *	79 550	374 *	11 654	467 *	38 281
14 Dividendes imposables déductibles	7 252 *	923 955	1 396 *	867 859	317 *	295 831	263 *	1 032 007
15 Pertes d'autres années déductibles	3 629 *	185 052	962	173 629	179	213 307	143	166 358
16 Total des déductions	7 252 *	1 167 910	1 396 *	1 121 038	374 *	520 792	467	1 236 646
17 Revenu imposable total	23 623	3 736 269	3 502	3 535 975	931	2 201 424	1 012	3 193 368
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	19 165	3 125 514	3 428	3 368 059	834	2 092 616	991	2 967 270
19 Impôt total	22 931	385 750	3 463	363 173	923	222 749	1 007	316 745
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	22 931	93,59	3 463	81,81	923	66,27	1 007	57,52
21 Impôt à payer au Québec	22 931	361 008	3 463	297 101	923	147 616	1 007	182 190
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	31 665	35 788 644	5 107	22 014 258	1 249	11 048 928	1 435	22 511 052
23 Taxe sur le capital à payer	32 718	208 222	5 491	110 534	1 311	44 712	1 459	76 936
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	36	149 401	5 *	463 818
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	15 *	105 097	7 *	63 579	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	17 *	3 153	42 *	4 895	8 *	11 069
27 Total de la taxe sur le capital	32 718	208 222	5 507	113 688	1 353	49 607	1 466	88 005
28 Cotisation au FSS	21 106	450 777	4 334	327 167	1 131	137 745	1 327	192 944
29 Total des prélèvements fiscaux	33 280	1 020 008	5 567	737 957	1 361	334 969	1 478	463 140

TABLEAU 6 (fin)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la tranche d'actifs en milliers de dollars
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	50 000 \$ à 200 000 \$		200 000 \$ et plus		Toutes les tranches	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	1 577		999		271 345	
IMPÔT SUR LE REVENU						
2 Revenu brut	1 572	135 944 451	997	725 755 517	243 587	1 199 954 932
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt						
3 Bénéfice net selon les états financiers	1 569	7 244 136	776	73 505 160	174 213	107 684 055
4 dont : bénéfice net positif	1 350	9 738 891	221	7 388 588	86 644	15 955 629
5 bénéfice net négatif	219	-2 494 755	871	23 423 909	186 179	33 511 761
Éléments à ajouter						
6 Amortissement	1 350	3 367 904	871	23 423 909	186 179	33 511 761
7 Autres dépenses non admissibles	1 408	7 981 315	943	70 319 392	195 283	91 759 050
Éléments à retrancher						
8 Allocation du coût en capital	1 267	3 735 885	814	25 141 649	165 859	35 566 809
9 Autres déductions admissibles	1 419	7 231 283	972	82 286 642	157 723	102 718 372
10 Revenu net aux fins de l'impôt	1 501	7 626 188	956	52 431 581	247 348	78 714 055
11 dont : revenu net positif	1 271	9 077 672	760	64 403 817	174 150	96 474 929
12 revenu net négatif	230	-1 451 484	196	-11 972 236	73 198	-17 760 874
Déductions						
13 Dons de charité déductibles	525	50 329	481	246 223	12 197	512 127
14 Dividendes imposables déductibles	389 *	1 657 991	446	25 476 212	36 615	31 686 639
15 Pertes d'autres années déductibles	264	866 686	310	5 751 945	38 514	7 825 336
16 Total des déductions	525	2 575 006	481	25 476 212	38 514	40 024 102
17 Revenu imposable total	971	6 553 263	567	34 355 359	146 468	57 951 835
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	1 071	6 930 819	660	39 036 948	143 378	61 987 089
19 Impôt total	951	601 942	550	3 088 326	0	5 339 981
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	951	40,59	550	24,84	131 867	43,93
21 Impôt à payer au Québec	951	244 334	550	767 174	131 867	2 345 930
TAXE SUR LE CAPITAL						
22 Capital versé	1 392	56 996 395	829	463 169 258	216 379	636 817 369
23 Taxe sur le capital à payer	1 493	147 874	842	975 144	253 385	1 737 112
24 Primes d'assurance de personnes	26 *	626 677	67	4 225 422	134	5 465 335
25 Primes d'assurance de dommages	10	357 045	68	3 752 621	101	4 338 080
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	36	23 246	121	197 002	223	239 367
27 Total de la taxe sur le capital	1 529	171 121	962	1 172 147	253 607	1 976 480
28 Cotisation au FSS	1 281	315 394	785	905 401	151 145	2 801 849
29 Total des prélèvements fiscaux	1 547	730 850	973	2 844 723	259 679	7 124 260

TABLEAU 7
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Agriculture, pêche et exploitation forestière							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Toutes les entreprises	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	11 806		590		73		12 469	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	11 333	4 025 849	590	2 780 963	73	17 018 129	11 996	23 824 941
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	11 759	358 268	589	159 622	71	689 089	12 419	1 206 979
4 dont : bénéfice net positif	7 271	483 412	498	174 340	55 *	816 161	7 824	1 473 913
5 bénéfice net négatif	4 488	-125 144	91	-14 718	16	-127 072	4 595	-266 934
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	10 361	382 208	563	79 645	69 *	886 029	10 993	1 347 882
7 Autres dépenses non admissibles	9 543	1 155 149	542	309 767	70	1 268 103	10 155	2 733 019
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	8 982	329 780	538	79 830	65 *	666 320	9 585	1 075 930
9 Autres déductions admissibles	9 390	1 170 911	534	258 648	70	1 187 138	9 994	2 616 697
10 Revenu net aux fins de l'impôt	9 939	394 935	501	210 556	65	989 763	10 505	1 595 254
11 dont : revenu net positif	6 974	443 743	416	222 573	49 *	1 034 609	7 439 *	1 700 925
12 revenu net négatif	2 965	-48 808	85	-12 017	16	-44 846	3 066	-105 671
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	108 *	124	26 *	1 518	21	8 086	155	9 728
14 Dividendes imposables déductibles	894 *	103 618	69 *	107 648	29 *	59 237	992 *	270 503
15 Pertes d'autres années déductibles	991 *	11 633	66	7 500	16 *	714 081	1 073 *	733 214
16 Total des déductions	991 *	115 375	69 *	116 666	29	781 404	1 089 *	1 013 445
17 Revenu imposable total	6 347	331 044	392	106 066	39 *	237 932	6 778	675 042
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	6 291	317 483	399	101 188	46 *	269 274	6 736	687 945
19 Impôt total	6 148	29 793	385	9 672	39	18 519	6 572	57 984
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	6 148	100,00	385	94,19	39	38,64	6 572	79,43
21 Impôt à payer au Québec	6 148	29 792	385	9 110	39 *	7 156	6 572	46 058
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	8 765	3 703 262	504	1 154 980	51	14 693 968	9 320	19 552 210
23 Taxe sur le capital à payer	11 443	23 884	513	6 296	50 *	31 314	12 006	61 494
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
27 Total de la taxe sur le capital	11 443	23 884	513	6 296	50 *	31 314	12 006	61 494
28 Cotisation au FSS	8 002	18 487	557	15 185	69 *	34 861	8 628	68 533
29 Total des prélèvements fiscaux	11 553	72 164	588	30 593	69 *	73 332	12 210	176 089

TABLEAU 7 (suite)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Mines, carrières et puits de pétrole							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Toutes les entreprises	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	633		79		46		758	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	524	131 316	79	491 266	46	36 136 059	649	36 758 641
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	617	-189 041	79	549	47	7 604 885	743	7 416 393
4 dont : bénéfice net positif	285	17 022	61	59 623	33	8 058 556	379	8 135 201
5 bénéfice net négatif	332	-206 063	18	-59 074	14	-453 671	364	-718 808
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	412	12 147	74	24 119	45	1 519 082	531	1 555 348
7 Autres dépenses non admissibles	456	188 839	77	53 586	46	3 964 390	579	4 206 815
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	317	9 452	71	20 229	40	2 877 427	428	2 907 108
9 Autres déductions admissibles	420	33 958	76	30 363	46	5 267 954	542	5 332 275
10 Revenu net aux fins de l'impôt	592	-31 465	78	27 662	40	4 942 975	710	4 939 172
11 dont : revenu net positif	269	15 509	52	43 508	29 *	6 020 297	350 *	6 079 314
12 revenu net négatif	323	-46 974	26 *	-15 846	11	-1 077 322	360	-1 140 142
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	6	5	6	21	18	8 580	30	8 606
14 Dividendes imposables déductibles	66	685	6 *	5 409	17 *	4 335 070	89 *	4 341 164
15 Pertes d'autres années déductibles	104	2 229	13 *	4 475	12	201 579	129	208 283
16 Total des déductions	104 *	2 919	13	9 905	18	4 545 229	135	4 558 053
17 Revenu imposable total	214	12 715	41	35 100	22	1 924 159	277	1 971 974
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	235	11 702	48	38 547	26	2 212 220	309	2 262 469
19 Impôt total	213	1 235	41	3 211	20	132 632	274	137 077
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	213	98,39	41	99,98	20	15,24	274	17,98
21 Impôt à payer au Québec	213	1 215	41	3 210	20	20 218	274	24 643
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	514	418 670	73	377 925	42	32 878 385	629	33 674 980
23 Taxe sur le capital à payer	625	892	79	2 181	45	74 047	749	77 120
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
27 Total de la taxe sur le capital	625	892	79	2 181	45	74 047	749	77 120
28 Cotisation au FSS	243 *	2 990	78	4 576	40	49 242	361	56 808
29 Total des prélèvements fiscaux	627	5 097	79	9 968	45	143 508	751	158 573

TABLEAU 7 (suite)

Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise

Québec — 2000

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Industrie manufacturière							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Toutes les entreprises	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	16 154		1 985		1 398		19 537	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	16 067	16 380 623	1 985 *	30 574 014	1 375	294 015 475	19 427	340 970 112
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	16 136	789 124	1 984	1 164 725	1 356	21 638 640	19 476	23 592 489
4 dont : bénéfice net positif	11 446	1 051 956	1 650	1 350 784	1 107	23 080 927	14 203	25 483 667
5 bénéfice net négatif	4 690 *	-262 832	334 *	-186 059	249	-1 442 287	5 273	-1 891 178
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	13 967	419 942	1 719	350 157	1 341	7 955 799	17 027	8 725 898
7 Autres dépenses non admissibles	12 398 *	420 203	1 875	366 077	1 374	19 161 670	15 647	19 947 950
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	10 695	399 235	1 653	437 314	1 279	8 365 251	13 627	9 201 800
9 Autres déductions admissibles	11 886 *	457 401	1 753	441 047	1 352	21 686 824	14 991	22 585 272
10 Revenu net aux fins de l'impôt	14 800	772 634	1 888	1 002 597	1 336	18 704 034	18 024	20 479 265
11 dont : revenu net positif	11 294	976 992	1 593	1 204 383	1 055	20 201 382	13 942	22 382 757
12 revenu net négatif	3 506 *	-204 358	295 *	-201 786	281	-1 497 348	4 082	-1 903 492
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	831 *	2 675	661 *	8 918	683	101 676	2 175	113 269
14 Dividendes imposables déductibles	1 449 *	140 295	341 *	7 236	222	3 666 383	2 012	3 813 914
15 Pertes d'autres années déductibles	2 453 *	93 844	365 *	32 738	236	1 505 725	3 054	1 632 307
16 Total des déductions	2 453 *	236 814	661 *	48 892	683	5 273 784	3 797	5 559 490
17 Revenu imposable total	10 217	740 502	1 465 *	1 155 565	943	15 197 038	12 625	17 093 105
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	10 855	787 993	1 563 *	1 106 734	1 017	15 932 201	13 435	17 826 928
19 Impôt total	9 399	66 392	1 432	110 347	932	1 418 259	11 763	1 594 998
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	9 399	87,73	1 432	96,83	932	35,19	11 763	41,65
21 Impôt à payer au Québec	9 399	58 244	1 432 *	106 846	932	499 156	11 763	664 246
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	12 304	5 014 730	1 972	6 592 839	1 385	147 391 633	15 661	158 999 202
23 Taxe sur le capital à payer	16 051	30 335	1 981	37 646	1 392	317 791	19 424	385 772
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
27 Total de la taxe sur le capital	16 051	30 335	1 981	37 646	1 392	317 791	19 424	385 772
28 Cotisation au FSS	11 499	110 490	1 795	125 076	1 327	618 921	14 621	854 487
29 Total des prélèvements fiscaux	16 125	199 070	1 985	269 569	1 397	1 435 870	19 507	1 904 509

TABLEAU 7 (suite)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Construction							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Toutes les entreprises	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	24 612		1 735		143		26 490	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	22 876	7 444 593	1 735	8 934 779	143	13 810 297	24 754	30 189 669
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	23 755	192 623	1 721	381 648	141	805 563	25 617	1 379 834
4 dont : bénéfice net positif	15 247	518 410	1 537	423 405	127	843 913	16 911	1 785 728
5 bénéfice net négatif	8 508 *	-325 787	184	-41 757	14 *	-38 350	8 706 *	-405 894
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	19 687	256 110	1 653	161 516	136	255 092	21 476	672 718
7 Autres dépenses non admissibles	17 818 *	405 068	1 699	437 642	140	944 520	19 657	1 787 230
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	17 245	254 537	1 608	153 326	133	237 679	18 986	645 542
9 Autres déductions admissibles	13 931 *	221 092	1 532 *	329 404	137	1 149 434	15 600	1 699 930
10 Revenu net aux fins de l'impôt	23 292	378 173	1 723	498 075	140	618 063	25 155	1 494 311
11 dont : revenu net positif	15 234	559 295	1 526	555 135	117	698 598	16 877	1 813 028
12 revenu net négatif	8 058 *	-181 122	197	-57 060	23	-80 535	8 278	-318 717
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	299 *	460	262 *	4 408	61	3 207	622	8 075
14 Dividendes imposables déductibles	1 268 *	31 436	201 *	157 675	26 *	84 229	1 495 *	273 340
15 Pertes d'autres années déductibles	3 436 *	48 501	228	31 542	38 *	103 447	3 702	183 490
16 Total des déductions	3 436 *	80 397	262 *	193 625	61	190 883	3 759	464 905
17 Revenu imposable total	13 067	483 988	1 460	363 896	100	514 208	14 627	1 362 092
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	14 030	473 232	1 513	374 885	113	879 585	15 656	1 727 702
19 Impôt total	11 892	42 651	1 417	33 394	100	47 256	13 409	123 300
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	11 892	99,92	1 417	95,54	100	42,43	13 409	76,70
21 Impôt à payer au Québec	11 892	42 615	1 417	31 905	100	20 049	13 409	94 569
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	21 070	4 963 084	1 691	2 892 734	143	4 677 440	22 904	12 533 258
23 Taxe sur le capital à payer	23 771	31 623	1 730	16 155	143	8 865	25 644	56 643
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
27 Total de la taxe sur le capital	23 771	31 623	1 730	16 155	143	8 865	25 644	56 643
28 Cotisation au FSS	17 409	60 575	1 657	59 599	136	44 352	19 202	164 526
29 Total des prélèvements fiscaux	23 832	134 813	1 735	107 660	143	73 268	25 710	315 741

TABLEAU 7 (suite)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Transports, communications et services publics							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Toutes les entreprises	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	15 228		1 184		294		16 706	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	14 707	3 948 504	1 184	6 525 929	294	70 739 519	16 185	81 213 953
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	15 151	227 607	1 184	106 998	294	4 224 160	16 629	4 558 765
4 dont : bénéfice net positif	10 846 *	287 325	899 *	316 665	237	7 242 411	11 982	7 846 401
5 bénéfice net négatif	4 305 *	-59 718	285 *	-209 667	57	-3 018 251	4 647	-3 287 636
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	12 159 *	368 538	1 100	282 554	289	6 115 600	13 548	6 766 692
7 Autres dépenses non admissibles	11 073 *	76 138	1 131	122 361	289	4 984 477	12 493	5 182 976
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	10 684	294 084	1 065	303 525	264	4 676 187	12 013	5 273 796
9 Autres déductions admissibles	9 111 *	75 336	1 023	110 934	275	8 708 581	10 409	8 894 851
10 Revenu net aux fins de l'impôt	13 322	302 863	1 118	97 454	285	1 939 467	14 725	2 339 784
11 dont : revenu net positif	9 601 *	352 517	901 *	310 811	227	4 508 542	10 729	5 171 870
12 revenu net négatif	3 721 *	-49 654	217 *	-213 357	58 *	-2 569 075	3 996	-2 832 086
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	3 *	1	172 *	328	105	6 730	280	7 059
14 Dividendes imposables déductibles	561 *	103	10 *	18 442	63	1 240 305	634	1 258 850
15 Pertes d'autres années déductibles	1 493 *	7 638	118 *	13 055	60	441 922	1 671	462 615
16 Total des déductions	1 493 *	7 742	172 *	31 825	105	1 688 957	1 770	1 728 524
17 Revenu imposable total	9 032 *	344 774	863 *	278 984	195	2 810 687	10 090	3 434 445
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	9 600 *	344 816	899 *	279 397	214	3 201 180	10 713	3 825 393
19 Impôt total	6 993	25 417	851	25 931	184	253 132	8 028	304 480
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	6 993	99,43	851	83,98	184	36,37	8 028	45,69
21 Impôt à payer au Québec	6 993 *	25 272	851 *	21 777	184	92 053	8 028	139 102
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	10 806	2 078 042	1 150 *	3 504 462	287 *	100 100 733	12 243 *	105 683 237
23 Taxe sur le capital à payer	14 428	13 730	1 152	14 013	289 *	393 300	15 869 *	421 043
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
27 Total de la taxe sur le capital	14 428	13 730	1 152	14 013	289 *	393 300	15 869 *	421 043
28 Cotisation au FSS	9 671	24 803	1 111	39 911	264	206 784	11 046	271 498
29 Total des prélèvements fiscaux	14 736	63 806	1 184	75 701	293 *	692 139	16 213 *	831 646

TABLEAU 7 (suite)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Commerce de gros							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Toutes les entreprises	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	13 578		3 455		1 023		18 056	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	12 084	4 795 033	3 455	20 096 752	1 023	186 237 402	16 562	211 129 186
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	12 968	75 869	3 453	860 939	1 017	5 982 243	17 438	6 919 051
4 dont : bénéfice net positif	7 386 *	241 475	3 081	967 730	892	7 650 842	11 359	8 860 047
5 bénéfice net négatif	5 582 *	-165 606	372 *	-106 791	125	-1 668 599	6 079	-1 940 996
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	8 675 *	159 477	3 419	217 290	1 007	2 627 694	13 101	3 004 461
7 Autres dépenses non admissibles	8 651	64 159	3 335 *	334 946	1 014	5 775 863	13 000	6 174 968
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	7 561 *	102 099	3 242	232 941	933	2 864 765	11 736	3 199 805
9 Autres déductions admissibles	6 550 *	341 708	2 846 *	403 121	975	5 799 534	10 371	6 544 363
10 Revenu net aux fins de l'impôt	12 747	539 115	3 389	777 114	1 009	5 721 499	17 145	7 037 728
11 dont : revenu net positif	7 276 *	680 167	3 027	901 344	874	6 879 240	11 177	8 460 751
12 revenu net négatif	5 471 *	-141 052	362 *	-124 230	135	-1 157 741	5 968	-1 423 023
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	659 *	941	989 *	26 166	537	28 554	2 185 *	55 661
14 Dividendes imposables déductibles	857 *	399 203	141 *	15 414	134	643 475	1 132 *	1 058 092
15 Pertes d'autres années déductibles	2 083 *	66 331	392 *	28 717	241	479 589	2 716	574 637
16 Total des déductions	2 083 *	466 475	989	70 297	537	1 151 618	3 609	1 688 390
17 Revenu imposable total	6 144	213 795	2 840	839 304	740	5 803 591	9 724	6 856 690
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	6 360 *	261 614	2 944	801 720	833	6 057 180	10 137	7 120 514
19 Impôt total	5 423	18 694	2 745	80 255	733	528 408	8 901	627 356
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	5 423	99,90	2 745	72,92	733	32,94	8 901	40,05
21 Impôt à payer au Québec	5 423	18 675	2 745	58 523	733	174 044	8 901	251 242
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	10 726 *	2 482 409	3 360	6 706 395	1 012	53 874 166	15 098	63 062 970
23 Taxe sur le capital à payer	12 757 *	16 938	3 450	28 663	1 016	72 577	17 223	118 178
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
27 Total de la taxe sur le capital	12 757 *	16 938	3 450	28 663	1 016	72 577	17 223	118 178
28 Cotisation au FSS	7 360	20 500	3 040	81 548	962	137 783	11 362	239 831
29 Total des prélèvements fiscaux	12 774	56 114	3 455	168 736	1 019	384 404	17 248	609 254

TABLEAU 7 (suite)

Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise

Québec — 2000

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Commerce de détail							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Toutes les entreprises	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	29 571		4 657		563		34 791	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	28 422	13 655 647	4 657	28 023 304	563	84 767 747	33 642	126 446 698
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	28 326	361 135	4 604	404 273	561	1 933 385	33 491	2 698 793
4 dont : bénéfice net positif	19 483	575 383	3 630	602 219	411	2 449 973	23 524	3 627 575
5 bénéfice net négatif	8 843	-214 248	974 *	-197 946	150	-516 588	9 967	-928 782
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	23 436	226 272	4 512	270 884	559	1 715 384	28 507	2 212 540
7 Autres dépenses non admissibles	21 207 *	287 637	4 170 *	248 496	560	1 540 416	25 937	2 076 549
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	21 063	199 606	4 261	262 685	527	2 112 044	25 851	2 574 335
9 Autres déductions admissibles	15 235 *	308 193	3 404 *	183 752	532	1 340 951	19 171	1 832 896
10 Revenu net aux fins de l'impôt	28 373	367 246	4 556	477 217	549	1 736 191	33 478	2 580 654
11 dont : revenu net positif	19 958	551 838	3 627	596 462	407	2 419 157	23 992	3 567 457
12 revenu net négatif	8 415	-184 592	929 *	-119 245	142	-682 966	9 486	-986 803
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	327 *	602	310 *	2 487	133	13 757	770	16 846
14 Dividendes imposables déductibles	2 058 *	1 765	423 *	5 581	94	334 026	2 575	341 372
15 Pertes d'autres années déductibles	3 545 *	53 711	382 *	19 643	85	515 350	4 012	588 704
16 Total des déductions	3 545 *	56 078	423 *	27 711	133	863 133	4 101	946 922
17 Revenu imposable total	17 507	496 329	3 492	569 829	361	1 664 216	21 360	2 730 374
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	18 464	516 325	3 538	577 370	401	2 137 510	22 403	3 231 205
19 Impôt total	16 042	42 042	3 445	49 815	361	151 956	19 848	243 813
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	16 042	99,84	3 445	92,55	361	48,41	19 848	66,30
21 Impôt à payer au Québec	16 042	41 973	3 445	46 105	361	73 566	19 848	161 644
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	24 315	3 848 197	4 461	4 960 512	555	18 267 339	29 331	27 076 048
23 Taxe sur le capital à payer	28 601	25 970	4 599	30 091	560	47 519	33 760	103 580
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
27 Total de la taxe sur le capital	28 601	25 970	4 599	30 091	560	47 519	33 760	103 580
28 Cotisation au FSS	22 699	66 303	4 540	99 240	550	133 419	27 789	298 962
29 Total des prélèvements fiscaux	29 067	134 247	4 657	175 436	563	254 505	34 287	564 188

TABLEAU 7 (suite)

Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise

Québec — 2000

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Finances, assurances et services immobiliers							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Toutes les entreprises	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	54 005		2 512		596		57 113	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	40 617	8 964 804	2 512	13 865 435	596	202 620 087	43 725	225 450 326
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	50 556	2 471 626	2 511	3 277 832	591	29 037 215	53 658	34 786 673
4 dont : bénéfice net positif	31 564 *	3 162 453	2 172	3 924 089	503	30 170 910	34 239	37 257 452
5 bénéfice net négatif	18 992 *	-690 827	339 *	-646 257	88	-1 133 695	19 419 *	-2 470 779
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	24 867	324 528	2 159 *	459 226	381	2 484 116	27 407	3 267 870
7 Autres dépenses non admissibles	37 443 *	1 378 613	2 327 *	2 559 772	542	38 270 037	40 312	42 208 422
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	24 538	249 743	2 173 *	383 309	374	3 612 436	27 085	4 245 488
9 Autres déductions admissibles	31 569 *	-1 367 590	2 315 *	2 173 326	518	38 250 956	34 402	39 056 692
10 Revenu net aux fins de l'impôt	48 412	2 557 433	2 446	3 740 194	572	27 927 977	51 430	34 225 604
11 dont : revenu net positif	33 515	2 648 608	2 107	3 856 265	478	30 889 946	36 100	37 394 819
12 revenu net négatif	14 897 *	-91 175	339 *	-116 071	94	-2 961 969	15 330	-3 169 215
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	1 805 *	30 100	409 *	49 056	224	150 103	2 438	229 259
14 Dividendes imposables déductibles	16 773 *	1 299 896	987 *	2 075 042	278	15 157 572	18 038	18 532 510
15 Pertes d'autres années déductibles	8 124 *	54 963	227 *	204 871	119	1 427 383	8 470	1 687 217
16 Total des déductions	16 773 *	1 384 959	987 *	2 328 969	278	16 735 058	18 038	20 448 986
17 Revenu imposable total	24 630	1 287 795	1 748	1 585 387	385	14 640 377	26 763	17 513 559
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	17 456	765 667	1 613 *	852 025	433	16 393 023	19 502	18 010 715
19 Impôt total	24 117	153 959	1 746	186 544	379	1 369 155	26 242	1 709 658
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	24 117	91,68	1 746	94,24	379	24,37	26 242	38,05
21 Impôt à payer au Québec	24 117	141 142	1 746 *	175 791	379	333 648	26 242	650 581
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	47 882	17 430 320	2 260 *	12 664 856	369	116 717 111	50 511	146 812 287
23 Taxe sur le capital à payer	50 899	102 469	2 466	68 748	386	191 419	53 751	362 636
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	133	5 332 506	133	5 332 506
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	22 *	168 676	79	4 169 403	101	4 338 079
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	24 *	7 716	199	231 650	223	239 366
27 Total de la taxe sur le capital	50 899	102 469	2 490	76 465	585	423 070	53 974	602 004
28 Cotisation au FSS	13 740	48 700	1 878	72 117	338	182 573	15 956	303 390
29 Total des prélèvements fiscaux	50 924	292 313	2 491	324 374	590	939 293	54 005	1 555 980

TABLEAU 7 (suite)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Services gouvernementaux, personnels et aux entreprises							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Toutes les entreprises	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	72 133		3 466		521		76 120	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	66 167	17 072 159	3 466	17 424 958	521	80 280 216	70 154	114 777 333
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	68 256	187 658	3 423	966 329	515	6 088 490	72 194	7 242 477
4 dont : bénéfice net positif	45 594	2 198 045	2 955	1 280 686	399	7 635 007	48 948	11 113 738
5 bénéfice net négatif	22 662 *	-2 010 387	468	-314 357	116	-1 546 517	23 246 *	-3 871 261
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	49 115	631 228	3 077	454 082	473	4 472 769	52 665	5 558 079
7 Autres dépenses non admissibles	48 449	1 058 072	3 083	850 937	488	5 044 859	52 020	6 953 868
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	41 838	569 990	2 936	613 040	439	4 812 024	45 213	5 995 054
9 Autres déductions admissibles	34 023 *	674 532	2 676	856 235	477	6 604 178	37 176	8 134 945
10 Revenu net aux fins de l'impôt	64 072	632 437	3 235	802 071	494	4 189 917	67 801	5 624 425
11 dont : revenu net positif	45 325	2 213 945	2 599	1 044 509	392	4 990 214	48 316	8 248 668
12 revenu net négatif	18 747 *	-1 581 508	636	-242 438	102	-800 297	19 485 *	-2 624 243
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	2 520 *	16 628	700 *	9 455	212 *	34 766	3 432 *	60 849
14 Dividendes imposables déductibles	5 347 *	237 158	340 *	173 191	74	813 219	5 761	1 223 568
15 Pertes d'autres années déductibles	12 094 *	201 099	431 *	72 935	105	1 197 416	12 630	1 471 450
16 Total des déductions	12 094 *	454 885	700 *	255 581	212	2 045 401	13 006	2 755 867
17 Revenu imposable total	37 780	1 765 772	2 441	793 267	335	2 953 852	40 556	5 512 891
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	40 394	1 713 078	2 504	792 419	365	3 984 125	43 263	6 489 622
19 Impôt total	30 726	141 078	2 278	73 469	320	250 702	33 324	465 249
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	30 726	99,83	2 278	79,98	320	30,33	33 324	59,24
21 Impôt à payer au Québec	30 726	140 836	2 278	58 758	320	76 029	33 324	275 623
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	50 100	10 179 567	3 157	6 201 948	499	38 350 895	53 756	54 732 410
23 Taxe sur le capital à payer	63 643	55 412	3 237	31 038	505	56 197	67 385	142 647
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
27 Total de la taxe sur le capital	63 643	55 412	3 237	31 038	505	56 197	67 385	142 647
28 Cotisation au FSS	38 231	181 822	3 249	183 215	463	176 850	41 943	541 887
29 Total des prélèvements fiscaux	68 140	378 071	3 439	273 012	514	309 078	72 093	960 161

TABLEAU 7 (fin)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Activité économique indéterminée							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Toutes les entreprises	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	9 162		93		54		9 309	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	6 348	550 791	93	600 353	54	8 042 929	6 495	9 194 073
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	9 046	258 011	93	228 183	54	1 440 778	9 193	1 926 972
4 dont : bénéfice net positif	4 715	349 214	88	246 170	40 *	1 504 936	4 843	2 100 320
5 bénéfice net négatif	4 331 *	-91 203	5 *	-17 987	14 *	-64 158	4 350	-173 348
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	827 *	3 809	54 *	6 497	42 *	389 952	923	400 258
7 Autres dépenses non admissibles	5 361 *	115 474	79 *	55 237	42 *	316 525	5 482	487 236
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	1 257 *	3 601	49 *	5 500	30 *	438 834	1 336	447 935
9 Autres déductions admissibles	4 943 *	-2 419	75	156 250	50 *	3 810 004	5 068	3 963 835
10 Revenu net aux fins de l'impôt	8 238	371 274	83	128 167	52	-2 101 582	8 373	-1 602 141
11 dont : revenu net positif	5 110	398 732	77	184 692	41 *	1 071 902	5 228	1 655 326
12 revenu net négatif	3 128 *	-27 458	6 *	-56 525	11 *	-3 173 484	3 145	-3 257 467
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	75 *	271	20 *	1 539	17 *	950	122	2 760
14 Dividendes imposables déductibles	3 842 *	246 807	30 *	80 792	16 *	245 715	3 888	573 314
15 Pertes d'autres années déductibles	1 033 *	21 190	12 *	2 300	12 *	259 914	1 057	283 404
16 Total des déductions	3 842 *	268 268	30 *	84 631	17 *	506 579	3 889	859 478
17 Revenu imposable total	3 572 *	134 734	68 *	101 585	29 *	565 328	3 669	801 647
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	1 135 *	30 238	52 *	72 589	36 *	701 754	1 223	804 581
19 Impôt total	3 420	21 188	65	11 458	20	43 420	3 505	76 066
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	3 420	98,87	65	67,64	20	21,90	3 505	50,23
21 Impôt à payer au Québec	3 420 *	20 949	65 *	7 750	20 *	9 508	3 505	38 207
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	6 801	809 721	84 *	572 917	42	5 010 280	6 927	6 392 918
23 Taxe sur le capital à payer	7 453	5 787	88 *	1 356	35 *	843	7 576	7 986
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
27 Total de la taxe sur le capital	7 453	5 787	88 *	1 356	35 *	843	7 576	7 986
28 Cotisation au FSS	194 *	969	39 *	898	6 *	46	239	1 913
29 Total des prélèvements fiscaux	7 530 *	27 706	90 *	10 005	35 *	10 398	7 655	48 109

TABLEAU 8
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la taille de l'entreprise
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Toutes les entreprises	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	246 880		19 754		4 710		271 344	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	219 145	76 969 318	19 754	129 317 754	4 688	993 667 860	243 587	1 199 954 932
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	236 570	4 732 882	19 642	7 551 096	4 646	79 444 448	260 858	91 728 426
4 dont : bénéfice net positif	153 838	8 884 700	16 571	9 345 714	3 804	89 453 640	174 213	107 684 054
5 bénéfice net négatif	82 732 *	-4 151 818	3 071 *	-1 794 618	842	-10 009 192	86 645	-15 955 628
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	163 507	2 784 264	18 331	2 305 974	4 341	28 421 523	186 179	33 511 761
7 Autres dépenses non admissibles	172 400	5 149 358	18 318	5 338 826	4 565	81 270 866	195 283	91 759 050
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	144 180	2 412 132	17 596	2 491 705	4 084	30 662 971	165 860	35 566 808
9 Autres déductions admissibles	137 057 *	3 969 729	16 233	4 943 084	4 433	93 805 559	157 723	102 718 372
10 Revenu net aux fins de l'impôt	223 787	6 284 643	19 018	7 761 107	4 543	64 668 305	247 348	78 714 055
11 dont : revenu net positif	154 555	8 841 350	15 926	8 919 687	3 669	78 713 891	174 150	96 474 928
12 revenu net négatif	69 232 *	-2 556 707	3 092	-1 158 580	874	-14 045 586	73 198	-17 760 873
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	6 632 *	51 812	3 554 *	103 900	2 011	356 413	12 197	512 125
14 Dividendes imposables déductibles	33 114 *	2 460 970	2 547 *	2 646 434	953	26 579 234	36 614	31 686 638
15 Pertes d'autres années déductibles	35 357	561 144	2 233 *	417 780	924	6 846 411	38 514	7 825 335
16 Total des déductions	35 357 *	3 073 926	3 554 *	3 168 114	2 011	33 782 058	38 514	40 024 098
17 Revenu imposable total	128 510	5 811 453	14 809	5 828 989	3 148	46 311 393	146 467	57 951 835
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	124 821	5 222 152	15 072	4 996 879	3 485	51 768 058	143 378	61 987 089
19 Impôt total	114 373	542 447	14 405	584 096	3 089	4 213 438	131 867	5 339 981
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	114 373	95,99	14 405	88,99	3 089	30,98	131 867	43,93
21 Impôt à payer au Québec	114 373	520 718	14 405	519 779	3 089	1 305 433	131 867	2 345 930
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	193 282	50 928 006	18 712	46 510 979	4 385	539 378 384	216 379	636 817 369
23 Taxe sur le capital à payer	229 670	307 043	19 295	236 191	4 420	1 193 877	253 385	1 737 111
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	133	5 332 506	133	5 332 506
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	22 *	168 676	79	4 169 403	101	4 338 079
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	24 *	7 716	199	231 650	223	239 366
27 Total de la taxe sur le capital	229 670	307 043	19 318	243 908	4 618	1 425 528	253 606	1 976 479
28 Cotisation au FSS	129 047	535 642	17 943	681 370	4 155	1 584 836	151 145	2 801 848
29 Total des prélèvements fiscaux	235 308	1 363 404	19 704	1 445 058	4 667	4 315 797	259 679	7 124 259

TABLEAU 9
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le taux d'imposition
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	16,25%		8,90%		5,75%	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	16 266		76 503		39 097	
IMPÔT SUR LE REVENU						
2 Revenu brut	15 595	10 525 831	75 948	738 339 145	39 097	54 024 434
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt						
3 Bénéfice net selon les états financiers	16 265	5 512 020	75 891	68 517 838	39 062	3 527 059
4 dont : bénéfice net positif	15 420	5 587 992	72 515	69 117 605	38 020	3 544 501
5 bénéfice net négatif	845 *	-75 972	3 376	-599 767	1 042 *	-17 442
Éléments à ajouter						
6 Amortissement	6 823	210 093	65 272	16 063 806	36 204	855 655
7 Autres dépenses non admissibles	12 871	1 496 645	62 289	55 094 153	34 011	1 841 803
Éléments à retrancher						
8 Allocation du coût en capital	7 999	261 407	66 087	17 168 096	34 072	853 409
9 Autres déductions admissibles	13 240 *	2 978 628	54 554	55 739 091	27 381	2 081 134
10 Revenu net aux fins de l'impôt	16 266	3 978 722	76 503	66 768 609	39 097	3 289 974
11 dont : revenu net positif	16 266	3 978 722	76 503	66 768 609	39 097	3 289 974
12 revenu net négatif						
Déductions						
13 Dons de charité déductibles	1 829 *	41 203	6 664	340 310	1 821 *	46 640
14 Dividendes imposables déductibles	10 955	1 836 926	7 542	12 334 889	4 501 *	127 828
15 Pertes d'autres années déductibles	3 228	59 417	10 982	2 031 783	4 141 *	66 329
16 Total des déductions	10 955 *	1 937 546	10 982	14 706 982	4 501 *	240 797
17 Revenu imposable total	16 266	2 041 174	76 503	51 260 239	39 097	3 049 176
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	0	0	76 503	52 418 059	39 097	3 285 983
19 Impôt total	16 266	336 298	76 503	4 739 043	39 097	264 640
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	16 266	90,2	76 503	37,7	39 097	96,6
21 Impôt à payer au Québec	16 266	303 313	76 503	1 786 882	39 097	255 734
TAXE SUR LE CAPITAL						
22 Capital versé	15 971	9 811 564	72 050	327 146 551	36 502	14 115 640
23 Taxe sur le capital à payer	16 255	54 321	75 955	723 995	39 015	92 545
24 Primes d'assurance de personnes	4 *	10 340	112	5 030 006	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	61	3 242 955	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	4 *	207	166	197 780	0	0
27 Total de la taxe sur le capital	16 260	54 529	76 120	921 776	39 015	92 545
28 Cotisation au FSS	3 182	19 616	56 185	1 430 024	31 465	295 729
29 Total des prélèvements fiscaux	16 266	377 458	76 503	4 138 683	39 097	644 010

TABLEAU 10
Statistiques du bilan des sociétés non financières imposées et non imposées
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Sociétés imposées		Sociétés non imposées		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	105 624		108 609		214 233	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	79 916	63 372 946	61 473	31 601 100	141 389	94 974 047
3 Inventaires	52 959	57 195 263	38 217	32 058 805	91 176	89 254 069
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	12 908	3 743 711	11 307	2 893 117	24 215	6 636 828
5 Autres disponibilités	101 395	61 569 779	94 130	40 140 307	195 525	101 710 086
6 Total de l'actif à court terme	104 065	185 881 701	98 862	106 693 330	202 926	292 575 032
7 Placements	36 297	159 538 660	22 676	154 588 396	58 973	314 127 057
8 Immobilisations nettes	91 709	117 911 166	78 448	155 006 610	170 157	272 917 777
9 Autres actifs	50 331	43 025 137	45 851	55 940 153	96 182	98 965 291
10 Total de l'actif	105 624	506 356 666	108 609	472 228 491	214 233	978 585 158
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	15 596	2 929 466	14 446	7 227 418	30 042	10 156 885
12 Comptes à payer aux fournisseurs	93 337	69 132 624	82 246	39 222 833	175 583	108 355 457
13 Autres exigibilités	98 468	73 826 277	84 866	70 869 791	183 334	144 696 069
14 Total du passif à court terme	104 468	145 888 367	99 612	117 320 044	204 079	263 208 412
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	65 034	114 225 885	65 524	168 993 820	130 557	283 219 705
16 Autres passifs	28 922	28 949 150	18 932	22 272 498	47 854	51 221 648
17 Total du passif	105 624	289 063 402	108 609	308 586 362	214 233	597 649 765
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	104 113	111 717 773	100 199	150 828 502	204 312	262 546 275
19 Bénéfices non répartis	89 082	111 838 508	48 741	55 498 238	137 823	167 336 746
20 Déficit accumulés	14 101	-6 263 019	48 562	-42 684 612	62 663	-48 947 631
21 Total de l'avoir des actionnaires	105 624	217 293 262	108 609	163 642 128	214 233	380 935 390

TABLEAU 11
Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la région administrative
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Bas St-Laurent (01)		Saguenay - Lac St-Jean (02)		Capitale-Nationale (03)	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	5 765		7 016		15 977	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	4 228	596 617	4 297	644 246	11 184	1 984 337
3 Inventaires	2 905	772 895	3 251	548 940	8 646	1 533 386
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	143	179 481	1 028 *	33 015	2 463 *	44 733
5 Autres disponibilités	5 560	676 463	6 084	704 239	14 490 *	2 813 066
6 Total de l'actif à court terme	5 740	2 225 457	6 739	1 930 441	15 449	6 375 523
7 Placements	1 947 *	435 688	2 626 *	708 017	4 057	1 343 367
8 Immobilisations nettes	5 086 *	3 282 797	5 711	1 478 680	13 059	4 145 877
9 Autres actifs	3 959 *	402 358	4 270 *	281 502	7 552	707 074
10 Total de l'actif	5 765	6 346 302	7 016	4 398 643	15 977	12 571 842
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	2 227	175 400	1 434 *	123 678	3 306	396 576
12 Comptes à payer aux fournisseurs	4 840	430 844	5 128	511 645	14 680	1 603 075
13 Autres exigibilités	5 421 *	1 705 080	6 044	686 946	13 912 *	2 667 705
14 Total du passif à court terme	5 500 *	2 311 325	6 413	1 322 270	15 925	4 667 358
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	4 613	1 289 123	4 939	1 228 164	9 800	2 623 948
16 Autres passifs	2 551 *	291 691	3 172	227 718	3 051	345 185
17 Total du passif	5 765	3 892 139	7 016	2 778 152	15 977	7 636 491
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	5 461 *	1 339 266	6 950 *	425 885	15 392	2 920 302
19 Bénéfices non répartis	3 632	1 230 104	4 502	1 385 715	10 299	2 475 222
20 Déficit accumulés	1 058 *	-115 208	1 740 *	-191 111	3 977	-460 173
21 Total de l'avoir des actionnaires	5 765	2 454 162	7 016	1 620 489	15 977	4 935 351

TABLEAU 11 (suite)
Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la région administrative
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Mauricie - Bois-Francis (04)		Estrie (05)		Montréal (06)	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	13 542		8 115		58 754	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	9 302	1 320 991	6 000	835 256	35 491	24 702 304
3 Inventaires	6 293	1 985 445	3 197 *	1 558 275	20 485	22 634 817
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	1 571 *	84 700	1 809 *	36 197	5 308	2 141 318
5 Autres disponibilités	13 136	1 182 506	7 877	863 088	52 474	26 737 090
6 Total de l'actif à court terme	13 450	4 573 644	8 009	3 292 818	54 262	76 215 530
7 Placements	5 081 *	3 182 762	2 951 *	1 491 900	15 692	88 175 274
8 Immobilisations nettes	11 412	3 797 316	6 643	2 335 687	42 306 *	107 254 907
9 Autres actifs	6 522 *	1 272 956	3 915 *	588 553	20 015	39 113 861
10 Total de l'actif	13 542	12 826 679	8 115	7 708 960	58 754	310 759 574
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	3 058	426 614	1 491 *	168 532	3 456 *	6 166 654
12 Comptes à payer aux fournisseurs	10 401	1 100 976	6 979 *	927 176	46 853	26 241 185
13 Autres exigibilités	12 884	1 724 146	7 347	1 158 740	46 689	38 152 009
14 Total du passif à court terme	13 027	3 251 737	7 918	2 254 449	54 127	70 559 849
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	9 964 *	3 372 328	4 313	2 395 958	30 484	106 526 277
16 Autres passifs	2 379	456 370	1 654 *	406 629	10 435	13 143 396
17 Total du passif	13 542	7 080 435	8 115	5 057 036	58 754	190 229 522
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	13 482	2 821 031	7 974	726 037	54 498	84 455 397
19 Bénéfices non répartis	10 156	3 668 741	5 216	2 310 078	35 410	49 684 864
20 Déficit accumulés	3 144	-743 530	2 735 *	-384 192	18 111	-13 610 211
21 Total de l'avoir des actionnaires	13 542	5 746 242	8 115	2 651 923	58 754	120 530 050

TABLEAU 11 (suite)
Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la région administrative
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Outaouais (07)		Abitibi-Témiscamingue (08)		Côte-Nord (09)	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	5 322		4 293		2 134	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	3 871	334 889	3 246	320 739	1 310	320 539
3 Inventaires	2 169	315 976	1 624	675 656	935	598 532
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	478 *	30 676	186 *	16 825	277 *	316 999
5 Autres disponibilités	4 993	447 470	3 656	280 359	1 915 *	707 749
6 Total de l'actif à court terme	5 160	1 129 014	4 037	1 293 580	2 065	1 943 820
7 Placements	734 *	284 639	849	493 721	633 *	2 598 706
8 Immobilisations nettes	4 706	1 058 106	3 826	1 984 834	1 858	3 433 379
9 Autres actifs	2 454 *	160 487	2 205	779 070	1 453	344 739
10 Total de l'actif	5 322	2 632 247	4 293	4 551 206	2 134	8 320 646
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	585 *	68 925	1 141	89 637	502 *	23 662
12 Comptes à payer aux fournisseurs	4 941	292 682	3 662	376 923	1 860	488 008
13 Autres exigibilités	4 646 *	499 650	3 910	466 515	1 821	1 026 575
14 Total du passif à court terme	5 027	861 258	4 169	933 076	2 093	1 538 246
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	3 122 *	924 075	3 065	2 550 677	1 734	968 769
16 Autres passifs	840 *	96 005	1 172 *	197 385	603	721 918
17 Total du passif	5 322	1 881 338	4 293	3 681 138	2 134	3 228 933
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	4 851 *	286 641	4 117	887 600	2 050	2 413 734
19 Bénéfices non répartis	3 330	590 718	2 861	457 873	1 158 *	2 795 355
20 Déficit accumulés	1 480 *	-126 451	1 197	-475 407	803 *	-117 376
21 Total de l'avoir des actionnaires	5 322	750 908	4 293	870 066	2 134	5 091 713

TABLEAU 11 (suite)
Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la région administrative
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Nord-du-Québec (10)		Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine (11)		Chaudières - Appalaches (12)	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	561		2 374		12 006	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	309	41 478	1 732	79 451	8 456	1 733 745
3 Inventaires	218	65 315	1 057 *	155 523	6 137	1 922 229
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	28	5 745	357 *	2 002	1 822 *	39 567
5 Autres disponibilités	543	95 664	2 222 *	163 678	11 749	1 643 516
6 Total de l'actif à court terme	560	208 203	2 319	400 656	11 891	5 339 058
7 Placements	191 *	355 614	720 *	100 379	3 865	1 238 411
8 Immobilisations nettes	442	145 919	2 100	323 985	9 840	3 209 333
9 Autres actifs	280	8 227	1 652 *	60 298	6 253	959 551
10 Total de l'actif	561	717 964	2 374	885 319	12 006	10 746 356
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	122 *	10 423	688 *	34 889	2 668	487 990
12 Comptes à payer aux fournisseurs	466	57 240	1 704 *	86 358	10 900	1 459 017
13 Autres exigibilités	494	75 424	1 981 *	129 505	10 733	1 774 613
14 Total du passif à court terme	520	143 088	2 157	250 753	11 967	3 721 621
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	461	120 209	1 792	235 900	8 511	2 612 679
16 Autres passifs	182 *	44 258	380	27 669	4 878	362 046
17 Total du passif	561	307 555	2 374	514 322	12 006	6 696 346
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	544 *	322 997	2 243	102 956	11 900	1 293 270
19 Bénéfices non répartis	328	122 146	1 734	286 886	7 849	3 081 710
20 Déficit accumulés	214 *	-34 735	409 *	-18 847	3 943 *	-324 971
21 Total de l'avoir des actionnaires	561	410 408	2 374	370 995	12 006	4 050 009

TABLEAU 11 (suite)
Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la région administrative
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Laval (13)		Lanaudière (14)		Laurentides (15)	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	10 550		11 023		13 882	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	7 271	1 852 989	6 658	610 748	9 091	1 040 608
3 Inventaires	4 435	1 739 362	4 514	950 276	5 870	1 196 334
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	1 698 *	140 784	1 919 *	56 043	1 360 *	53 211
5 Autres disponibilités	10 299	2 506 251	9 403	705 534	12 185	915 632
6 Total de l'actif à court terme	10 523	6 239 387	9 973	2 322 602	12 462	3 205 785
7 Placements	2 540	2 428 454	2 724 *	892 021	3 242 *	1 179 825
8 Immobilisations nettes	9 284	2 441 174	8 282	1 809 018	10 414	1 756 464
9 Autres actifs	4 999	783 945	5 606	290 860	5 603 *	690 140
10 Total de l'actif	10 550	11 892 962	11 023	5 314 502	13 882	6 832 216
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	951 *	234 532	2 007	170 715	1 411 *	103 847
12 Comptes à payer aux fournisseurs	9 495	1 535 793	7 679	608 265	10 719	998 661
13 Autres exigibilités	9 053	2 832 430	9 574	756 712	11 608 *	1 647 552
14 Total du passif à court terme	10 310	4 602 756	10 543	1 535 692	12 990	2 750 060
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	4 963	2 652 297	6 945	1 540 163	9 106	1 739 307
16 Autres passifs	2 222	353 997	2 892 *	199 313	2 331 *	262 304
17 Total du passif	10 550	7 609 050	11 023	3 275 168	13 882	4 751 671
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	10 537	2 141 362	9 817	293 691	13 492	558 095
19 Bénéfices non répartis	6 839	2 645 513	7 715	1 845 421	8 715	1 856 729
20 Déficits accumulés	3 415 *	-502 964	2 505 *	-99 780	4 724 *	-334 281
21 Total de l'avoir des actionnaires	10 550	4 283 911	11 023	2 039 332	13 882	2 080 543

TABLEAU 11 (fin)
Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la région administrative
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Montérégie (16)		Hors-Québec		Indéterminée	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	37 652		5 268		0	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	24 996	4 813 296	3 947	53 741 808	0	0
3 Inventaires	16 916	5 707 701	2 525	46 893 401	0	0
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	3 591	462 198	177	2 993 327	0	0
5 Autres disponibilités	34 102	4 097 387	4 837	57 170 385	0	0
6 Total de l'actif à court terme	35 300	15 080 584	4 986	160 798 923	0	0
7 Placements	9 074	4 260 598	2 048	204 957 672	0	0
8 Immobilisations nettes	31 224	9 459 738	3 962	125 000 553	0	0
9 Autres actifs	16 676	3 165 081	2 770	49 356 580	0	0
10 Total de l'actif	37 652	31 966 003	5 268	540 113 730	0	0
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	4 656	984 184	339 *	490 618	0	0
12 Comptes à payer aux fournisseurs	30 802	4 793 962	4 473	66 843 640	0	0
13 Autres exigibilités	32 897	5 040 832	4 318	84 351 627	0	0
14 Total du passif à court terme	36 538	10 818 979	4 856	151 685 887	0	0
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	24 045	8 686 014	2 702	143 753 810	0	0
16 Autres passifs	7 433	1 389 298	1 680	32 696 460	0	0
17 Total du passif	37 652	20 894 291	5 268	328 136 157	0	0
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	36 028	4 834 151	4 977	156 723 853	0	0
19 Bénéfices non répartis	24 450	7 741 069	3 628	85 158 594	0	0
20 Déficit accumulés	11 840	-1 503 510	1 366	-29 904 876	0	0
21 Total de l'avoir des actionnaires	37 652	11 071 710	5 268	211 977 571	0	0

TABLEAU 12

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la tranche de revenus bruts en milliers de dollars

Québec — 2000

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Moins de 100 \$		100 \$ à 199 \$		200 \$ à 499 \$	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	77 893		33 146		40 616	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	31 296	318 607	23 205 *	389 017	32 890	1 203 851
3 Inventaires	11 098	262 098	12 025 *	444 192	21 966	874 590
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	8 292 *	86 558	3 420 *	52 769	5 300 *	117 153
5 Autres disponibilités	66 233	3 413 788	31 158	1 148 025	37 672	2 069 857
6 Total de l'actif à court terme	68 537	4 081 054	32 192	2 034 004	40 399	4 265 452
7 Placements	20 810 *	7 056 952	6 613 *	1 641 095	8 446 *	2 332 692
8 Immobilisations nettes	44 302	2 264 163	29 677	1 871 491	37 345	3 470 695
9 Autres actifs	26 682 *	8 697 382	13 200 *	418 461	17 746	1 173 256
10 Total de l'actif	77 893	22 099 552	33 146	5 965 053	40 616	11 242 096
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	3 178 *	1 774 284	4 076 *	396 544	7 619	193 241
12 Comptes à payer aux fournisseurs	50 643	597 448	28 460	461 591	37 088	1 175 416
13 Autres exigibilités	55 726 *	1 981 243	30 677	826 032	37 716	1 610 950
14 Total du passif à court terme	68 658	4 352 975	32 592	1 684 167	40 574	2 979 608
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	36 183 *	6 785 141	20 713	1 889 372	26 278	3 684 888
16 Autres passifs	9 621 *	1 305 938	5 993 *	374 868	11 630 *	849 586
17 Total du passif	77 893	12 444 054	33 146	3 948 407	40 616	7 514 082
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	71 616 *	8 821 129	32 239	978 059	39 004	1 946 214
19 Bénéfices non répartis	38 055 *	4 879 920	22 747	1 667 536	27 766	3 213 900
20 Déficit accumulés	31 384 *	-4 045 554	9 525	-628 951	10 437	-1 432 100
21 Total de l'avoir des actionnaires	77 893	9 655 495	33 146	2 016 644	40 616	3 728 014

TABLEAU 12 (suite)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la tranche de revenus bruts en milliers de dollars

Québec — 2000

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	500 \$ à 999 \$		1 000 \$ à 4 999 \$		5 000 \$ à 14 999 \$	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	23 584		27 567		6 168	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	18 981	1 461 061	24 403	7 098 298	5 771	6 734 621
3 Inventaires	17 124	1 353 739	19 953	5 360 870	4 794	5 954 665
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	3 001 *	211 133	2 969 *	232 165	681 *	234 197
5 Autres disponibilités	22 311	2 253 774	26 875	7 264 355	6 109	5 019 651
6 Total de l'actif à court terme	23 136	5 279 708	27 325	19 955 689	6 126	17 943 135
7 Placements	7 131 *	3 785 851	9 608 *	7 730 378	3 423	8 330 677
8 Immobilisations nettes	22 230	5 408 311	25 989	8 865 068	5 792	6 910 818
9 Autres actifs	15 294 *	1 630 314	15 296	2 497 930	4 117 *	3 819 979
10 Total de l'actif	23 584	16 104 186	27 567	39 049 067	6 168	37 004 610
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	5 759 *	954 299	7 416	1 081 593	1 356	738 701
12 Comptes à payer aux fournisseurs	21 960	1 666 034	26 498	5 926 198	5 936	5 523 873
13 Autres exigibilités	22 455	1 799 340	25 657	8 238 529	6 043	7 377 701
14 Total du passif à court terme	23 427 *	4 419 674	27 423	15 246 320	6 162	13 640 276
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	18 640	4 849 494	20 487 *	9 227 906	4 607 *	9 698 938
16 Autres passifs	6 516	384 503	8 153 *	1 123 987	3 020 *	1 373 409
17 Total du passif	23 584	9 653 671	27 567	25 598 213	6 168	24 712 623
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	23 173 *	2 669 960	27 107	4 485 505	6 043	4 988 226
19 Bénéfices non répartis	17 301	5 207 759	22 456	11 092 894	5 291	9 378 348
20 Déficit accumulés	5 202 *	-1 427 205	4 532	-2 127 548	733 *	-2 074 589
21 Total de l'avoir des actionnaires	23 584	6 450 514	27 567	13 450 851	6 168	12 291 985

TABLEAU 12 (suite)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la tranche de revenus bruts en milliers de dollars

Québec — 2000

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	15 000 \$ à 24 999 \$		25 000 \$ à 49 999 \$		50 000 \$ à 199 999 \$	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	1 426		1 737		1 497	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	1 302	3 267 412	1 656	7 828 064	1 313	17 712 122
3 Inventaires	1 132	3 009 368	1 458	6 982 138	1 109	13 857 032
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	140	50 414	229	394 871	133	934 171
5 Autres disponibilités	1 415	2 694 376	1 688	6 862 075	1 472	18 474 341
6 Total de l'actif à court terme	1 421	9 021 572	1 704	22 067 150	1 489	50 977 668
7 Placements	738	2 224 429	938 *	12 533 875	834	52 220 734
8 Immobilisations nettes	1 249 *	3 981 122	1 669	8 652 784	1 318	30 468 879
9 Autres actifs	954	915 806	1 263	3 057 147	1 097	16 630 138
10 Total de l'actif	1 426	16 142 930	1 737	46 310 958	1 497	150 297 421
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	259 *	321 926	245	446 067	110	859 684
12 Comptes à payer aux fournisseurs	1 362	2 670 404	1 643	6 478 696	1 425	16 688 703
13 Autres exigibilités	1 358	2 974 997	1 686	11 697 191	1 439	24 343 240
14 Total du passif à court terme	1 423	5 967 328	1 733	18 621 955	1 491	41 891 628
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	949	4 346 957	1 174	8 875 004	1 034	45 875 296
16 Autres passifs	746	615 217	906	3 540 043	858	5 394 058
17 Total du passif	1 426	10 929 502	1 737	31 037 002	1 497	93 160 982
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	1 400	2 417 778	1 690	9 043 985	1 457	43 550 066
19 Bénéfices non répartis	1 175	3 769 080	1 406	8 384 082	1 181	22 925 823
20 Déficit accumulés	159	-973 431	272	-2 154 113	278	-9 339 452
21 Total de l'avoir des actionnaires	1 426	5 213 427	1 737	15 273 954	1 497	57 136 437

TABLEAU 12 (fin)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la tranche de revenus bruts en milliers de dollars

Québec — 2000

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	200 000 \$ et plus		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	600		214 233	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF				
2 Comptes à recevoir des clients	572	48 960 989	141 389	94 974 047
3 Inventaires	518	51 155 371	91 176	89 254 069
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	50	4 323 393	24 215	6 636 828
5 Autres disponibilités	592	52 509 841	195 525	101 710 086
6 Total de l'actif à court terme	597	156 949 596	202 926	292 575 032
7 Placements	433	216 270 369	58 973	314 127 057
8 Immobilisations nettes	586	201 024 441	170 157	272 917 777
9 Autres actifs	533	60 124 873	96 182	98 965 291
10 Total de l'actif	600	634 369 280	214 233	978 585 158
ÉLÉMENTS DU PASSIF				
11 Emprunts bancaires	25	3 390 542	30 042	10 156 885
12 Comptes à payer aux fournisseurs	570	67 167 092	175 583	108 355 457
13 Autres exigibilités	578	83 846 840	183 334	144 696 069
14 Total du passif à court terme	596	154 404 476	204 079	263 208 412
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	493	187 986 705	130 557	283 219 705
16 Autres passifs	410	36 260 035	47 854	51 221 648
17 Total du passif	600	378 651 216	214 233	597 649 765
AVOIR DES ACTIONNAIRES				
18 Capital-actions	584	183 645 348	204 312	262 546 275
19 Bénéfices non répartis	445	96 817 398	137 823	167 336 746
20 Déficit accumulés	142	-24 744 684	62 663	48 947 631
21 Total de l'avoir des actionnaires	600	255 718 062	214 233	478 830 652

TABLEAU 13

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la tranche d'actifs en milliers de dollars

Québec — 2000

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Moins de 100 \$		100 \$ à 199 \$		200 \$ à 499 \$	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	89 521		35 488		39 508	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	47 289	461 882	23 735	686 401	28 819	1 961 368
3 Inventaires	23 937	361 488	15 699	473 569	20 027	1 459 570
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	9 049 *	96 441	3 981 *	41 882	5 377 *	139 870
5 Autres disponibilités	76 831	1 079 590	33 460	1 306 333	36 889	2 462 951
6 Total de l'actif à court terme	79 977	1 999 402	35 020	2 508 187	38 978	6 023 760
7 Placements	10 963 *	287 094	8 220 *	404 038	13 390 *	2 046 495
8 Immobilisations nettes	61 990	765 696	31 258	1 866 118	33 606	4 022 805
9 Autres actifs	28 299	82 915	17 083	287 228	18 985	787 820
10 Total de l'actif	89 521	3 135 108	35 488	5 065 572	39 508	12 880 881
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	5 649	55 569	4 874 *	108 746	8 042	299 555
12 Comptes à payer aux fournisseurs	65 481	681 354	31 133	802 710	33 895	1 799 952
13 Autres exigibilités	70 981	968 811	31 447	906 936	34 663	1 734 328
14 Total du passif à court terme	81 933	1 705 736	34 324	1 818 393	38 574	3 833 837
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	38 762	718 208	24 720	1 732 374	30 317 *	5 321 909
16 Autres passifs	9 328 *	135 136	7 229 *	118 050	10 198 *	455 588
17 Total du passif	89 521	2 559 080	35 488	3 668 817	39 508	9 611 334
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	81 631	688 980	34 699 *	852 682	39 056	1 452 904
19 Bénéfices non répartis	47 171	1 107 651	23 732	1 576 796	27 006	3 854 720
20 Déficit accumulés	33 974	-1 220 605	10 015 *	-1 032 725	10 199 *	-2 038 079
21 Total de l'avoir des actionnaires	89 521	576 026	35 488	1 396 753	39 508	3 269 545

TABLEAU 13 (suite)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la tranche d'actifs en milliers de dollars

Québec — 2000

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	500 \$ à 999 \$		1 000 \$ à 4 999 \$		5 000 \$ à 14 999 \$	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	21 384		20 711		4 337	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	17 814	2 688 445	16 967	7 403 354	3 737	7 921 384
3 Inventaires	12 866	2 066 800	13 334	7 479 502	2 826	7 941 721
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	2 447 *	89 493	2 429 *	228 000	608 *	272 554
5 Autres disponibilités	20 652	2 875 436	20 271	7 399 415	4 214	6 814 207
6 Total de l'actif à court terme	20 952	7 720 176	20 528	22 510 273	4 232	22 949 868
7 Placements	10 300 *	2 631 684	11 199	6 956 270	2 838 *	5 449 931
8 Immobilisations nettes	18 221	3 911 954	18 211	10 890 413	3 806	6 369 697
9 Autres actifs	12 743	1 160 594	13 296	3 219 837	3 076 *	2 615 191
10 Total de l'actif	21 384	15 424 409	20 711	43 576 795	4 337	37 384 689
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	5 170	404 979	5 233	1 417 239	779	834 211
12 Comptes à payer aux fournisseurs	19 799	2 317 180	18 342	6 877 774	3 833	6 737 629
13 Autres exigibilités	19 836	2 448 818	19 192	8 214 711	4 060	9 830 566
14 Total du passif à court terme	21 196	5 170 978	20 533	16 509 725	4 253	17 402 408
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	15 840	3 803 020	15 421	10 256 780	3 030	7 234 910
16 Autres passifs	7 886 *	1 030 063	8 991 *	2 561 979	2 122	1 137 719
17 Total du passif	21 384	10 004 061	20 711	29 328 484	4 337	25 775 037
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	21 237	1 631 184	20 235	4 517 416	4 229	5 394 024
19 Bénéfices non répartis	17 257	5 180 796	16 869	12 400 682	3 303	8 963 984
20 Déficit accumulés	3 829 *	-1 391 633	3 062 *	-2 669 788	868	-2 748 357
21 Total de l'avoir des actionnaires	21 384	5 420 347	20 711	14 248 310	4 337	11 609 651

TABLEAU 13 (suite)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la tranche d'actifs en milliers de dollars

Québec — 2000

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	15 000 \$ à 24 999 \$		25 000 \$ à 49 999 \$		50 000 \$ à 199 999 \$	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	898		955		841	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	832	4 966 311	864	6 628 008	781	14 431 296
3 Inventaires	660	3 235 401	709	4 861 848	642	12 551 575
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	98 *	233 274	107	223 166	72	661 862
5 Autres disponibilités	881	2 979 152	933	4 969 487	820	11 708 013
6 Total de l'actif à court terme	889	11 414 140	933	16 682 510	832	39 352 747
7 Placements	477	1 612 461	569 *	5 346 381	537	13 634 868
8 Immobilisations nettes	848	3 257 844	864	7 824 267	794	19 370 645
9 Autres actifs	641	984 901	805 *	4 020 635	713	9 329 732
10 Total de l'actif	898	17 269 348	955	33 873 794	841	81 687 993
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	130 *	930 519	96	371 973	50	586 410
12 Comptes à payer aux fournisseurs	846	3 157 070	910	5 323 552	792	13 159 249
13 Autres exigibilités	869	5 343 523	920	7 060 841	805	16 640 483
14 Total du passif à court terme	896	9 431 113	947	12 756 367	839	30 386 143
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	602	2 967 693	696 *	8 096 256	647	19 170 512
16 Autres passifs	492	521 858	625	1 255 192	553	3 759 804
17 Total du passif	898	12 920 664	955	22 107 815	841	53 316 459
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	887	2 290 903	942	5 373 663	819	18 678 590
19 Bénéfices non répartis	705	3 960 260	751	8 479 721	608	15 437 498
20 Déficit accumulés	168 *	-1 902 480	186	-2 087 408	199	-5 744 556
21 Total de l'avoir des actionnaires	898	4 348 683	955	11 765 976	841	28 371 532

TABLEAU 13 (fin)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la tranche d'actifs en milliers de dollars

Québec — 2000

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	200 000 \$ et plus		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	590		214 233	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF				
2 Comptes à recevoir des clients	552	47 825 595	141 389	94 974 047
3 Inventaires	476	48 822 590	91 176	89 254 069
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	48	4 650 281	24 215	6 636 828
5 Autres disponibilités	575	60 115 497	195 525	101 710 086
6 Total de l'actif à court terme	584	161 413 964	202 926	292 575 032
7 Placements	481	275 757 831	58 973	314 127 057
8 Immobilisations nettes	560	214 638 335	170 157	272 917 777
9 Autres actifs	543	76 476 433	96 182	98 965 291
10 Total de l'actif	590	728 286 564	214 233	978 585 158
ÉLÉMENTS DU PASSIF				
11 Emprunts bancaires	19	5 147 677	30 042	10 156 885
12 Comptes à payer aux fournisseurs	553	67 498 982	175 583	108 355 457
13 Autres exigibilités	559	91 547 047	183 334	144 696 069
14 Total du passif à court terme	584	164 193 707	204 079	263 208 412
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	524	223 918 039	130 557	283 219 705
16 Autres passifs	429	40 246 255	47 854	51 221 648
17 Total du passif	590	428 358 001	214 233	597 649 765
AVOIR DES ACTIONNAIRES				
18 Capital-actions	577	221 665 924	204 312	262 546 275
19 Bénéfices non répartis	421	106 374 632	137 823	167 336 746
20 Déficit accumulés	162	-28 111 996	62 663	48 947 631
21 Total de l'avoir des actionnaires	590	299 928 560	214 233	478 830 652

TABLEAU 14
Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Agriculture, pêche et exploitation forestière							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	11 806		590		73		12 469	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF								
2 Comptes à recevoir des clients	7 462	244 983	550	304 327	71	1 308 524	8 083 *	1 857 834
3 Inventaires	6 296	671 270	457	303 715	66	2 233 135	6 819 *	3 208 120
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	1 012 *	48 291	49	5 954	14 *	86 791	1 075 *	141 036
5 Autres disponibilités	11 175	634 538	585	221 381	73 *	2 900 138	11 833 *	3 756 057
6 Total de l'actif à court terme	11 663	1 599 083	590	835 379	73	6 528 589	12 326 *	8 963 051
7 Placements	5 770 *	2 654 343	384 *	2 590 481	57	20 607 710	6 211 *	25 852 534
8 Immobilisations nettes	10 776	3 105 474	572	637 429	71	9 641 232	11 419 *	13 384 135
9 Autres actifs	8 449	1 549 066	467	207 766	62	2 480 213	8 978 *	4 237 045
10 Total de l'actif	11 806	8 907 969	590	4 271 057	73	39 257 745	12 469 *	52 436 771
ÉLÉMENTS DU PASSIF								
11 Emprunts bancaires	4 233	198 174	238	114 247	18	65 789	4 489 *	378 210
12 Comptes à payer aux fournisseurs	8 992	220 409	564	162 020	69	2 233 755	9 625 *	2 616 184
13 Autres exigibilités	10 669	758 802	580	268 972	70 *	2 862 186	11 319 *	3 889 960
14 Total du passif à court terme	11 509	1 177 387	584	545 240	73	5 161 731	12 166 *	6 884 358
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	9 783	3 301 531	516	554 682	68	12 441 511	10 367 *	16 297 724
16 Autres passifs	4 690 *	337 618	358	233 930	53	2 037 657	5 101 *	2 609 205
17 Total du passif	11 806	4 816 536	590	1 333 852	73	19 640 899	12 469	25 791 287
AVOIR DES ACTIONNAIRES								
18 Capital-actions	11 716	1 425 156	519 *	921 732	60 *	17 444 360	12 295 *	19 791 248
19 Bénéfices non répartis	6 857	3 229 037	463 *	2 040 761	45	3 611 727	7 365 *	8 881 525
20 Déficit accumulés	4 753	-562 761	55	-25 290	12 *	-1 439 242	4 820 *	-2 027 293
21 Total de l'avoir des actionnaires	11 806	4 091 432	590	2 937 203	73	19 616 845	12 469	26 645 480

TABLEAU 14 (suite)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise

Québec — 2000

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Mines, carrières et puits de pétrole							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	633		79		46		758	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF								
2 Comptes à recevoir des clients	425	28 690	77	81 827	42	2 396 567	544 *	2 507 084
3 Inventaires	171	12 508	57	56 739	40	3 513 658	268 *	3 582 905
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	72 *	23 986	7 *	2 708	5	1 098 627	84 *	1 125 321
5 Autres disponibilités	570	165 490	78	47 394	44	5 704 997	692 *	5 917 881
6 Total de l'actif à court terme	608	230 676	79	188 670	46	12 713 850	733 *	13 133 196
7 Placements	218 *	360 501	51	262 703	38	36 508 030	307 *	37 131 234
8 Immobilisations nettes	465	97 914	75	162 253	44	19 282 969	584 *	4 615 136
9 Autres actifs	378	382 579	55	37 673	39	12 670 951	472 *	13 091 203
10 Total de l'actif	633	1 071 672	79	651 302	46	81 175 802	758	82 898 776
ÉLÉMENTS DU PASSIF								
11 Emprunts bancaires	84 *	5 242	23	14 551	0	0	107 *	19 793
12 Comptes à payer aux fournisseurs	494	33 501	76	50 699	44	4 531 086	614 *	4 615 286
13 Autres exigibilités	472 *	431 821	74	75 520	44	5 909 185	590 *	6 416 526
14 Total du passif à court terme	611 *	470 564	79	140 772	46	10 446 558	736	11 057 894
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	334	105 722	74	275 131	46	22 396 483	454 *	22 777 336
16 Autres passifs	194	23 930	49	34 476	36	9 272 618	279 *	9 331 024
17 Total du passif	633	600 216	79	450 379	46	42 115 659	758	43 166 254
AVOIR DES ACTIONNAIRES								
18 Capital-actions	627	1 585 895	79	422 979	46	28 190 274	752 *	30 199 148
19 Bénéfices non répartis	316	70 454	60	109 032	31	13 825 731	407 *	14 005 217
20 Déficit accumulés	303	-1 184 895	19	-331 089	14 *	-2 955 863	336 *	-4 471 847
21 Total de l'avoir des actionnaires	633	471 454	79	200 922	46	39 060 142	758	39 732 518

TABLEAU 14 (suite)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise

Québec — 2000

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Industrie manufacturière							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	16 154		1 985		1 398		19 537	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF								
2 Comptes à recevoir des clients	13 984	1 887 063	1 806	2 588 155	1 335	29 999 771	17 125	34 474 989
3 Inventaires	11 520	1 203 437	1 531	2 617 227	1 282	32 431 902	14 333	36 252 566
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	1 987 *	19 458	94 *	19 336	144	2 183 336	2 225 *	2 222 130
5 Autres disponibilités	16 119	1 278 114	1 982	2 300 644	1 369	28 701 483	19 470	32 280 241
6 Total de l'actif à court terme	16 126	4 388 073	1 985	7 525 364	1 375	93 316 493	19 486	105 229 930
7 Placements	3 170 *	336 368	1 220 *	1 427 519	807	115 476 359	5 197 *	117 240 246
8 Immobilisations nettes	14 939	2 359 535	1 720	2 346 866	1 305	71 093 991	17 964	75 800 392
9 Autres actifs	6 187	278 093	1 063	389 341	1 186	30 305 569	8 436	30 973 003
10 Total de l'actif	16 154	7 362 071	1 985	11 689 091	1 398	310 192 414	19 537	329 243 576
ÉLÉMENTS DU PASSIF								
11 Emprunts bancaires	2 129 *	175 905	258 *	228 216	221 *	2 903 393	2 608	3 307 514
12 Comptes à payer aux fournisseurs	14 933	1 492 731	1 919	2 411 109	1 315	35 185 231	18 167	39 089 071
13 Autres exigibilités	15 042	1 418 390	1 803	2 407 418	1 353	42 704 112	18 198	46 529 920
14 Total du passif à court terme	16 146	3 087 027	1 985	5 046 744	1 394	80 792 737	19 525	88 926 508
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	11 333	1 541 011	1 133	1 634 759	1 024	69 063 010	13 490	72 238 780
16 Autres passifs	4 461 *	187 955	1 140 *	1 022 729	1 001	17 632 234	6 602 *	18 842 918
17 Total du passif	16 154	4 815 993	1 985	7 704 232	1 398	167 487 981	19 537	180 008 206
AVOIR DES ACTIONNAIRES								
18 Capital-actions	16 075 *	1 004 758	1 979 *	1 368 547	1 364	98 829 133	19 418	101 202 438
19 Bénéfices non répartis	9 505	2 232 099	1 580	3 128 323	1 125	57 772 389	12 210	63 132 811
20 Déficit accumulés	5 867 *	-690 782	397 *	-512 012	214	-13 897 090	6 478 *	-15 099 884
21 Total de l'avoir des actionnaires	16 154	2 546 075	1 985	3 984 858	1 398	142 704 432	19 537	149 235 365

TABLEAU 14 (suite)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise

Québec — 2000

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Construction							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	24 612		1 735		143		26 490	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF								
2 Comptes à recevoir des clients	18 325	993 750	1 663	1 436 335	135	1 749 056	20 123	4 179 141
3 Inventaires	10 611	542 822	1 179	464 735	76	502 686	11 866	1 510 243
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	2 498 *	66 086	270	24 675	22 *	24 071	2 790 *	114 832
5 Autres disponibilités	22 559	1 780 698	1 704	978 618	140	1 343 462	24 403	4 102 778
6 Total de l'actif à court terme	23 415	3 383 357	1 730	2 904 364	141	3 619 276	25 286	9 906 997
7 Placements	4 822 *	1 601 590	740 *	1 279 055	90 *	2 570 553	5 652 *	5 451 198
8 Immobilisations nettes	20 802	1 757 431	1 645	1 229 293	133	1 479 129	22 580	4 465 853
9 Autres actifs	10 699 *	603 265	955 *	499 546	94	909 639	11 748	2 012 450
10 Total de l'actif	24 612	7 345 644	1 735	5 912 260	143	8 578 599	26 490	21 836 503
ÉLÉMENTS DU PASSIF								
11 Emprunts bancaires	3 555 *	891 925	497	140 490	13 *	22 630	4 065 *	1 055 045
12 Comptes à payer aux fournisseurs	20 992 *	1 061 390	1 702	1 082 411	136	1 595 213	22 830	3 739 014
13 Autres exigibilités	20 770	1 156 778	1 704	975 657	140	2 288 190	22 614	4 420 625
14 Total du passif à court terme	23 626 *	3 110 094	1 729	2 198 559	143	3 906 034	25 498	9 214 687
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	16 352	2 182 926	1 358	1 607 465	100	1 613 974	17 810 *	5 404 365
16 Autres passifs	4 370 *	211 459	724	140 692	66	292 536	5 160 *	644 687
17 Total du passif	24 612	5 504 479	1 735	3 946 716	143	5 812 544	26 490	15 263 739
AVOIR DES ACTIONNAIRES								
18 Capital-actions	24 285 *	876 966	1 733 *	585 926	141	2 103 583	26 159 *	3 566 475
19 Bénéfices non répartis	16 756	2 318 999	1 591	1 613 456	117	1 086 941	18 464	5 019 396
20 Déficit accumulés	7 389 *	-1 354 802	137 *	-233 838	26 *	-424 471	7 552 *	-2 013 111
21 Total de l'avoir des actionnaires	24 612	1 841 163	1 735	1 965 544	143	2 766 053	26 490	6 572 760

TABLEAU 14 (suite)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise

Québec — 2000

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Transports, communications et services publics							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	15 228		1 184		294		16 706	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF								
2 Comptes à recevoir des clients	11 491 *	585 464	1 145	1 142 846	266	8 796 588	12 902 *	10 524 898
3 Inventaires	1 119 *	29 928	455 *	160 145	125	1 359 144	1 699 *	1 549 217
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	1 022 *	17 262	105 *	33 724	38	379 693	1 165 *	430 679
5 Autres disponibilités	14 460	459 141	1 183 *	640 048	291	10 573 686	15 934 *	11 672 875
6 Total de l'actif à court terme	14 743	1 091 796	1 183	1 976 765	292	21 109 113	16 218 *	24 177 674
7 Placements	2 322 *	281 260	487 *	1 524 765	185	32 256 870	2 994 *	34 062 895
8 Immobilisations nettes	13 595	1 545 993	1 129 *	2 708 190	287 *	87 900 132	15 011	92 154 315
9 Autres actifs	7 636 *	122 341	706 *	938 223	228	13 860 462	8 570 *	14 921 026
10 Total de l'actif	15 228	3 041 391	1 184 *	7 147 946	294	155 126 579	16 706 *	165 315 916
ÉLÉMENTS DU PASSIF								
11 Emprunts bancaires	1 077 *	23 290	386 *	69 433	19 *	2 665 266	1 482 *	2 757 989
12 Comptes à payer aux fournisseurs	12 397	251 749	1 152	680 368	278	11 165 497	13 827 *	12 097 614
13 Autres exigibilités	14 271	657 647	1 117 *	1 470 984	285	21 015 209	15 673 *	23 143 840
14 Total du passif à court terme	15 198	932 687	1 184 *	2 220 786	293	34 845 973	16 675 *	37 999 446
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	10 872	1 058 505	877 *	3 693 055	233 *	76 266 448	11 982 *	81 018 008
16 Autres passifs	4 896 *	78 915	645 *	119 341	189	3 892 738	5 730 *	4 090 994
17 Total du passif	15 228	2 070 107	1 184	6 033 182	294	115 005 159	16 706	123 108 448
AVOIR DES ACTIONNAIRES								
18 Capital-actions	14 498 *	197 966	1 162 *	492 090	286	31 312 591	15 946 *	32 002 647
19 Bénéfices non répartis	10 998	924 563	1 009	1 097 113	210 *	16 302 919	12 217 *	18 324 595
20 Déficit accumulés	3 619 *	-151 245	133 *	-474 441	79	-7 494 092	3 831 *	-8 119 778
21 Total de l'avoir des actionnaires	15 228	971 284	1 184	1 114 762	294	40 121 418	16 706	42 207 464

TABLEAU 14 (suite)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise

Québec — 2000

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Commerce de gros							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	13 578		3 455		1 023		18 056	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF								
2 Comptes à recevoir des clients	8 641	604 465	3 273	3 372 567	994	18 564 575	12 908	22 541 607
3 Inventaires	7 173	709 644	3 084	2 941 991	954	18 510 425	11 211	22 162 060
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	1 719 *	24 929	439 *	58 340	99	503 061	2 257 *	586 330
5 Autres disponibilités	11 149 *	722 920	3 366	1 699 465	1 003	12 782 199	15 518	15 204 584
6 Total de l'actif à court terme	12 624	2 061 960	3 434	8 072 364	1 017	50 360 261	17 075	60 494 585
7 Placements	3 047 *	1 989 046	1 102 *	1 502 645	593	21 249 899	4 742 *	24 741 590
8 Immobilisations nettes	8 985 *	959 127	3 225	1 043 734	1 000	17 562 862	13 210	19 565 723
9 Autres actifs	4 489 *	972 526	2 094 *	1 915 997	746	12 815 531	7 329	15 704 054
10 Total de l'actif	13 578 *	5 982 661	3 455	12 534 742	1 023	101 988 554	18 056	120 505 957
ÉLÉMENTS DU PASSIF								
11 Emprunts bancaires	2 285 *	180 232	622 *	220 442	97	395 739	3 004	796 413
12 Comptes à payer aux fournisseurs	9 635	603 399	3 293	2 507 164	990	18 996 310	13 918	22 106 873
13 Autres exigibilités	11 618 *	758 819	3 246 *	2 997 459	993	21 668 168	15 857	25 424 446
14 Total du passif à court terme	12 077	1 542 452	3 455	5 725 066	1 019	41 060 218	16 551	48 327 736
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	7 671 *	2 297 493	2 329 *	1 624 823	664	23 158 653	10 664	27 080 969
16 Autres passifs	2 733 *	26 896	906 *	192 555	493	3 118 768	4 132 *	3 338 219
17 Total du passif	13 578	3 866 841	3 455	7 542 444	1 023	67 337 639	18 056	78 746 924
AVOIR DES ACTIONNAIRES								
18 Capital-actions	13 265 *	693 639	3 451	1 514 127	1 005	17 803 052	17 721	20 010 818
19 Bénéfices non répartis	8 233 *	1 970 174	3 067 *	3 719 346	872	20 332 794	12 172	26 022 314
20 Déficit accumulés	5 255 *	-547 994	327 *	-241 176	133	-3 484 932	5 715 *	-4 274 102
21 Total de l'avoir des actionnaires	13 578	2 115 819	3 455	4 992 297	1 023	34 650 914	18 056	41 759 030

TABLEAU 14 (suite)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise

Québec — 2000

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Commerce de détail							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	29 571		4 657		563		34 791	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF								
2 Comptes à recevoir des clients	19 136	642 304	4 232	968 523	528	3 126 552	23 896	4 737 379
3 Inventaires	21 308	1 691 014	4 534	4 033 195	539	10 871 293	26 381	16 595 502
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	2 431 *	18 919	587 *	143 309	102 *	688 965	3 120 *	851 193
5 Autres disponibilités	27 107	942 439	4 606	1 057 266	557	4 294 713	32 270	6 294 418
6 Total de l'actif à court terme	28 180	3 294 676	4 624	6 202 294	561	18 981 524	33 365	28 478 494
7 Placements	6 012 *	1 191 169	2 156	517 104	402	15 218 725	8 570 *	16 926 998
8 Immobilisations nettes	24 587	1 526 473	4 491	1 773 445	554	10 661 946	29 632	13 961 864
9 Autres actifs	15 874	440 438	2 753	525 905	433	6 075 731	19 060	7 042 074
10 Total de l'actif	29 571	6 452 758	4 657	9 018 750	563	50 937 929	34 791	66 409 437
ÉLÉMENTS DU PASSIF								
11 Emprunts bancaires	6 791	254 454	1 583	445 074	100	200 095	8 474	899 623
12 Comptes à payer aux fournisseurs	25 124	1 047 977	4 562	1 957 351	536	8 205 146	30 222	11 210 474
13 Autres exigibilités	25 828	815 789	4 447	2 081 604	551	7 989 210	30 826	10 886 603
14 Total du passif à court terme	28 617	2 118 221	4 624	4 484 030	559	16 394 452	33 800	22 996 703
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	19 004	1 604 637	3 785	1 787 583	434	16 683 935	23 223	20 076 155
16 Autres passifs	3 974 *	43 324	1 413 *	214 883	301	844 329	5 688 *	1 102 536
17 Total du passif	29 571	3 766 182	4 657	6 486 496	563	33 922 716	34 791	44 175 394
AVOIR DES ACTIONNAIRES								
18 Capital-actions	28 620 *	695 588	4 603	500 160	553	11 426 924	33 776 *	12 622 672
19 Bénéfices non répartis	19 881 *	2 562 467	3 942	2 300 020	436	7 516 521	24 259	12 379 008
20 Déficit accumulés	8 787 *	-571 481	652 *	-267 927	121 *	-1 928 233	9 560 *	-2 767 641
21 Total de l'avoir des actionnaires	29 571	2 686 574	4 657	2 532 253	563	17 015 212	34 791	22 234 039

TABLEAU 14 (suite)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise
Québec — 2000

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Services gouvernementaux, aux entreprises et personnels							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	72 133		3 466		521		76 120	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF								
2 Comptes à recevoir des clients	41 216	1 889 417	3 017	2 431 023	468	8 730 553	44 701	13 050 993
3 Inventaires	16 370	366 610	1 544	458 073	196	2 191 511	18 110	3 016 194
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	10 846 *	377 118	311 *	32 721	65 *	575 647	11 222	985 486
5 Autres disponibilités	62 523 *	5 098 109	3 390	3 395 220	501	12 103 458	66 414	20 596 787
6 Total de l'actif à court terme	65 407	7 731 254	3 427	6 317 039	514	23 601 170	69 348	37 649 463
7 Placements	17 374 *	5 822 113	1 600	3 022 502	297	31 585 756	19 271 *	40 430 371
8 Immobilisations nettes	54 365	6 581 944	3 258	2 315 920	472	16 203 164	58 095 *	25 101 028
9 Autres actifs	27 808	1 600 704	1 732	652 657	397	8 187 559	29 937	10 440 920
10 Total de l'actif	72 133	21 736 018	3 466	12 308 119	521	79 577 651	76 120	113 621 788
ÉLÉMENTS DU PASSIF								
11 Emprunts bancaires	5 028	151 273	476 *	208 753	20 *	343 027	5 524	703 053
12 Comptes à payer aux fournisseurs	59 296	1 932 091	3 261	2 156 517	481	7 754 181	63 038	11 842 789
13 Autres exigibilités	58 668 *	3 723 504	3 298	2 891 691	486	15 920 964	62 452	22 536 159
14 Total du passif à court terme	68 297	5 806 869	3 466	5 256 963	516	24 018 173	72 279	35 082 005
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	35 719 *	9 269 096	2 223 *	3 186 176	348	22 645 516	38 290 *	35 100 788
16 Autres passifs	10 695 *	1 216 223	1 176 *	276 956	237	6 433 380	12 108 *	7 926 559
17 Total du passif	72 133	16 292 188	3 466	8 720 095	521	53 097 069	76 120	78 109 352
AVOIR DES ACTIONNAIRES								
18 Capital-actions	66 254 *	3 427 581	3 361	2 341 868	496	22 987 808	70 111	28 757 257
19 Bénéfices non répartis	42 103	5 574 810	2 811	2 669 585	359	8 176 656	45 273 *	16 421 051
20 Déficit accumulés	20 730 *	-3 558 563	387 *	-1 423 430	139	-4 683 884	21 256	-9 665 877
21 Total de l'avoir des actionnaires	72 133	5 443 828	3 466	3 588 023	521	26 480 580	76 120	35 512 431

TABLEAU 14 (fin)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise

Québec — 2000

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Activités économiques indéterminées							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	9 162		93		54		9 309	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF								
2 Comptes à recevoir des clients	1 022 *	13 775	43 *	59 302	42 *	1 027 033	1 107 *	1 100 110
3 Inventaires	428 *	12 661	23 *	48 637	40 *	1 315 950	491 *	1 377 248
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	269 *	13 669	4 *	325	3 *	165 817	276 *	179 811
5 Autres disponibilités	8 853 *	735 119	87	170 757	51	978 576	8 991 *	1 884 452
6 Total de l'actif à court terme	8 950 *	775 226	87	279 023	53	3 487 377	9 090 *	4 541 626
7 Placements	5 935	3 298 679	64 *	1 412 618	29 *	7 578 678	6 028 *	12 289 975
8 Immobilisations nettes	1 566 *	69 142	52 *	61 667	44 *	8 810 508	1 662 *	8 941 317
9 Autres actifs	1 598 *	177 345	28 *	30 301	26 *	335 855	1 652 *	543 501
10 Total de l'actif	9 162	4 320 394	93	1 783 610	54	20 212 419	9 309 *	26 316 423
ÉLÉMENTS DU PASSIF								
11 Emprunts bancaires	278 *	232 913	8	35	0	0	286	232 948
12 Comptes à payer aux fournisseurs	3 233 *	82 053	65 *	41 192	44 *	914 894	3 342 *	1 038 139
13 Autres exigibilités	5 687 *	188 091	69 *	175 598	49 *	1 084 286	5 805 *	1 447 975
14 Total du passif à court terme	6 710 *	503 058	87 *	216 825	53 *	1 999 181	6 850 *	2 719 064
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	4 174 *	727 028	55 *	420 551	48 *	2 077 989	4 277 *	3 225 568
16 Autres passifs	2 975 *	1 297 743	38 *	173 942	40 *	1 863 810	3 053 *	3 335 495
17 Total du passif	9 162	2 527 829	93	811 318	54	5 940 980	9 309	9 280 127
AVOIR DES ACTIONNAIRES								
18 Capital-actions	8 000 *	663 551	83 *	518 129	53 *	13 211 881	8 136 *	14 393 561
19 Bénéfices non répartis	5 349	1 273 008	72	499 231	37	1 378 577	5 458 *	3 150 816
20 Déficits accumulés	3 090 *	-143 996	16 *	-45 069	9 *	-319 019	3 115 *	-508 084
21 Total de l'avoir des actionnaires	9 162	1 792 563	93	972 291	54	14 271 439	9 309	17 036 293

TABLEAU 15
Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la taille de l'entreprise
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	192 875		17 243		4 115		214 233	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF								
2 Comptes à recevoir des clients	121 703	6 889 914	15 807	12 384 910	3 880	75 699 222	141 390	94 974 046
3 Inventaires	74 997	5 239 897	12 863	11 084 462	3 317	72 929 708	91 177	89 254 067
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	21 857 *	609 722	1 866 *	321 094	492	5 706 011	24 215	6 636 827
5 Autres disponibilités	174 516	11 816 571	16 981	10 510 798	4 029	79 382 716	195 526	101 710 085
6 Total de l'actif à court terme	181 716	24 556 106	17 139	34 301 266	4 072	233 717 659	202 927	292 575 031
7 Placements	48 670	17 535 074	7 805	13 539 398	2 498	283 052 584	58 973	314 127 056
8 Immobilisations nettes	150 080	18 003 038	16 168	12 278 801	3 909	242 635 937	170 157	272 917 776
9 Autres actifs	83 119	6 126 362	9 853 *	5 197 414	3 210	87 641 514	96 182	98 965 290
10 Total de l'actif	192 875	66 220 581	17 243	65 316 881	4 115	847 047 695	214 233	978 585 157
ÉLÉMENTS DU PASSIF								
11 Emprunts bancaires	25 460 *	2 113 411	4 092	1 441 245	490	6 602 228	30 042	10 156 884
12 Comptes à payer aux fournisseurs	155 096	6 725 306	16 594	11 048 835	3 893	90 581 316	175 583	108 355 457
13 Autres exigibilités	163 027	9 909 645	16 337	13 344 908	3 970	121 441 514	183 334	144 696 067
14 Total du passif à court terme	182 790	18 748 363	17 193	25 834 989	4 097	218 625 059	204 080	263 208 411
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	115 243	22 087 954	12 350	14 784 227	2 965	246 347 523	130 558	283 219 704
16 Autres passifs	38 989	3 424 065	6 450 *	2 409 507	2 415	45 388 074	47 854	51 221 646
17 Total du passif	192 875	44 260 382	17 243	43 028 723	4 115	510 360 656	214 233	597 649 761
AVOIR DES ACTIONNAIRES								
18 Capital-actions	183 340	10 571 103	16 969	8 665 562	4 003	243 309 609	204 312	262 546 274
19 Bénéfices non répartis	119 998	20 155 617	14 595	17 176 870	3 230	130 004 259	137 823	167 336 746
20 Déficit accumulés	59 794	-8 766 523	2 124	-3 554 276	745	-36 626 831	62 663	-48 947 630
21 Total de l'avoir des actionnaires	192 875	21 960 197	17 243	22 288 156	4 115	336 687 037	214 233	380 935 390

TABLEAU 16
Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le taux d'imposition
Québec — 2000
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	16,25%		8,90%		5,75%	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	8 651		64 078		32 895	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	2 847	336 104	50 266	58 875 066	26 803	4 161 775
3 Inventaires	554	352 329	34 982	52 504 660	17 423	4 338 274
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	1 124 *	143 664	7 138	3 448 822	4 646	151 224
5 Autres disponibilités	8 065	3 057 820	61 323	55 381 414	32 006	3 130 544
6 Total de l'actif à court terme	8 126	3 889 918	63 133	170 209 963	32 805	11 781 819
7 Placements	6 246 *	13 559 832	19 657	144 370 718	10 395	1 608 109
8 Immobilisations nettes	4 060 *	1 274 652	57 379	112 070 637	30 270	4 565 876
9 Autres actifs	2 733 *	1 643 467	33 443	40 129 097	14 154 *	1 252 572
10 Total de l'actif	8 651	20 367 871	64 078	466 780 417	32 895	19 208 377
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	665 *	249 269	10 063	2 256 635	4 868	423 561
12 Comptes à payer aux fournisseurs	5 024	396 081	58 063	64 915 858	30 250	3 820 684
13 Autres exigibilités	7 327	1 201 598	59 900	69 054 738	31 242	3 569 940
14 Total du passif à court terme	8 520	1 846 948	63 088	136 227 233	32 860	7 814 186
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	4 430 *	3 672 641	39 317	107 590 281	21 287	2 962 961
16 Autres passifs	3 141 *	1 531 894	17 957	26 943 329	7 824	473 926
17 Total du passif	8 651	7 051 483	64 078	270 760 843	32 895	11 251 073
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	8 621 *	8 962 196	62 807	101 856 877	32 685	898 698
19 Bénéfices non répartis	6 463 *	4 637 881	54 254	99 929 122	28 365	7 271 503
20 Déficit accumulés	1 963 *	-283 692	7 776	-5 766 427	4 362 *	-212 899
21 Total de l'avoir des actionnaires	8 651	13 316 385	64 078	196 019 572	32 895	7 957 302

ANNEXE 1 : Description du contenu des tableaux statistiques

A1.1 Données historiques

Le tableau 1 présente des séries chronologiques du nombre de sociétés, du revenu brut au Québec, du revenu imposable au Québec, de l'impôt à payer au Québec, de la taxe sur le capital et de la cotisation au Fonds des services de santé pour la période de 1986 à 2000. Ces variables sont ventilées selon le statut d'imposition des sociétés.

A1.2 Sommaire des statistiques fiscales

Le tableau 2 présente les statistiques fiscales sommaires des sociétés imposées et non imposées ventilées selon la proportion des affaires faites au Québec.

A1.3 Statistiques fiscales détaillées

Les tableaux 3 à 9 présentent les montants demandés ou déclarés pour 29 composantes de la déclaration de revenus ainsi que le nombre de sociétés ayant inscrit des montants à ces rubriques. Chaque composante est décrite dans l'annexe 2 intitulée « Composantes des tableaux détaillés ». Les sept tableaux sont :

Tableau 3 : Statistiques fiscales détaillées des sociétés imposées et non imposées.

Tableau 4 : Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la région administrative.

Tableau 5 : Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la tranche de revenus bruts, en milliers de dollars.

Tableau 6 : Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la tranche d'actifs, en milliers de dollars.

Tableau 7 : Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise.

Tableau 8 : Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la taille de l'entreprise.

Tableau 9 : Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le taux d'imposition.

A1.4 Statistiques détaillées du bilan

Les tableaux 10 à 16 présentent les montants inscrits au bilan des sociétés autres que financières pour 21 composantes du bilan ainsi que le nombre de sociétés ayant inscrit des montants à ces rubriques. Chaque composante est décrite dans l'annexe 2 intitulée « Composantes des tableaux détaillés ». Les sept tableaux sont :

Tableau 10 : Statistiques du bilan des sociétés non financières imposées et non imposées.

Tableau 11 : Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la région administrative.

Tableau 12 : Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la tranche de revenus bruts, en milliers de dollars.

Tableau 13 : Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la tranche d'actifs, en milliers de dollars.

Tableau 14 : Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise.

Tableau 15 : Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la taille de l'entreprise.

Tableau 16 : Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le taux d'imposition.

A1.5 Ventilation des tableaux détaillés

Six éléments sont utilisés pour ventiler les statistiques fiscales des sociétés ainsi que les bilans financiers.

Région administrative

La région administrative s'entend d'une communauté de territoires municipaux auxquels se rallient la plupart des ministères du gouvernement québécois dans l'application de leurs programmes, de leurs mesures administratives ou de leurs traitements statistiques¹. Les statistiques sont réparties en 16 régions, en plus des sociétés hors Québec et de celles dont la région est indéterminée.

Revenu

Somme de tous les revenus bruts inscrits sur la déclaration de revenus. Les statistiques sont réparties selon 10 tranches de revenus bruts.

Actif

Somme de tous les actifs inscrits sur la déclaration de revenus. Les statistiques sont réparties selon 10 tranches d'actifs.

Secteur d'activité

Le secteur d'activité représente l'activité principale de la société. Les statistiques sont réparties selon 10 secteurs d'activité :

- l'agriculture, les pêches et l'exploitation forestière;
- les mines, les carrières et les puits de pétrole;
- l'industrie manufacturière;
- la construction;
- les transports, les communications et les autres services publics;
- le commerce de gros;
- le commerce de détail;
- les finances, les assurances et les services immobiliers;
- les services gouvernementaux, aux entreprises et personnels;
- les entreprises pour lesquelles le secteur d'activité est indéterminé.

¹ Ministère des Affaires municipales et des Régions, Répertoire des municipalités du Québec, édition 1999.

Taille de l'entreprise

La taille de l'entreprise est déterminée par la tranche d'actifs pour le secteur manufacturier et par la tranche de revenus pour les autres secteurs.

	Secteur manufacturier	Autres secteurs d'activité
	Tranche d'actifs	Tranche de revenus
Petite	Moins de 3 000 000 \$	Moins de 2 000 000 \$
Moyenne	3 000 000 \$ à 12 000 000 \$	2 000 000 \$ à 20 000 000 \$
Grande	12 000 000 \$ et plus	20 000 000 \$ et plus

Taux d'imposition

Les statistiques sont ventilées en trois catégories de taux d'imposition : les entreprises dont le revenu imposable est entièrement imposé au taux de 16,25 %, celles qui sont imposées au taux d'imposition général de 8,9 % sur le revenu imposable actif et celles qui sont uniquement imposées au taux de 5,75 %. Ce dernier taux s'applique aux premiers 200 000 \$ de revenus imposables actifs.

ANNEXE 2 : Composantes des tableaux détaillés

Actif

La valeur de l'actif inscrit aux états financiers de la société.

Activité économique

L'activité la plus importante de la société.

Allocation du coût en capital

La proportion du montant du prix coûtant de la valeur d'achat des actifs ou de la valeur nette résiduelle imputée à l'année en cours à des fins fiscales.

Amortissement

La proportion du montant du prix coûtant de la valeur d'achat des actifs ou de la valeur nette résiduelle imputée à l'année en cours à des fins comptables.

Autres actifs

La différence entre l'actif et la somme des disponibilités, des placements et des actifs amortissables (e.g., achalandage).

Autres déductions admissibles

Ce poste représente la somme du bénéfice net selon les états financiers et des dépenses non admissibles moins le revenu net aux fins de l'impôt.

Autres dépenses non admissibles

Ce poste représente l'ensemble des éléments qui sont ajoutés au bénéfice net selon les états financiers dans le but d'établir le revenu net aux fins de l'impôt.

Autres disponibilités

La différence entre le total de l'actif à court terme et la somme des comptes à recevoir, des inventaires et des avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées.

Autres exigibilités

La différence entre le total du passif à court terme et la somme des emprunts bancaires et des comptes à payer.

Autres passifs

La différence entre l'actif total et la somme des exigibilités, des dus et des dettes à long terme, du capital-actions, des profits réinvestis et des déficits accumulés (e.g., impôts reportés).

Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées

Les montants dus à la société par les actionnaires ou par les sociétés affiliées.

Bénéfice net selon les états financiers

Correspond à la différence entre les revenus et les dépenses selon les états financiers. Ce revenu peut être positif ou négatif.

Bénéfices non répartis

Les bénéfices accumulés et disponibles pour déclarer un dividende ou pour d'autres fins (e.g., réinvestissement dans la société).

Capital-actions

La valeur du capital-actions souscrit et payé par les actionnaires.

Capital versé

L'ensemble de l'avoir des actionnaires et du passif à long terme.

Comptes à payer aux fournisseurs

La valeur des comptes et des billets commerciaux à payer aux fournisseurs.

Comptes à recevoir des clients

Les montants dus à la société pour la valeur des ventes de marchandises et de services à la date de production des états financiers.

Cotisations de l'employeur au Fonds des services de santé

Les cotisations de l'employeur sont basées sur le total des salaires assujettis qu'il verse durant l'année. Il n'y a pas de maximum pour chaque employé.

Déficits accumulés

La valeur des pertes nettes accumulées jusqu'à l'exercice courant.

Dividendes imposables déductibles

Le montant des dividendes imposables qu'une société a reçu d'une autre société et qu'elle peut déduire de son revenu net à des fins fiscales selon les règles prescrites.

Dons de charité déductibles

La déduction fiscale accordée à titre de dons de charité, limitée à 20 % du revenu net.

Dus aux actionnaires et dettes à long terme

Le total des emprunts à long terme effectués par la société auprès des actionnaires, des sociétés affiliées et de tout établissement bancaire.

Emprunts bancaires

Les prêts à court terme consentis par les établissements bancaires.

Immobilisations nettes

La valeur nette des immeubles ou de l'actif dépréciable à la fin de l'exercice financier.

Impôt total

Le montant de l'impôt total calculé à partir du revenu imposable mondial de la société. Cet impôt ne correspond pas à l'impôt à payer au Québec, puisqu'il ne tient pas compte de la proportion des affaires faites au Québec.

Impôt à payer au Québec

L'impôt à payer au Québec est obtenu en appliquant la proportion des affaires faites au Québec par la société à son impôt total.

Inventaires

Tout actif acquis dans le but de le revendre dans le cours normal des affaires.

Montants servant de base au calcul de la déduction fédérale

Le montant de la déduction fédérale de la société.

Pertes d'autres années déductibles

Le montant des pertes subies au cours des sept années d'imposition précédentes que la société utilise pour réduire le revenu imposable de l'année courante.

Placements

Les actions et autres valeurs détenues comme placements à long terme par la société.

Proportion des affaires faites au Québec

De façon générale, la moyenne des proportions des revenus réalisés et des salaires versés au Québec par rapport à la totalité des revenus réalisés et des salaires versés par la société.

Revenu au Québec

Les revenus bruts réalisés par la société dans ses activités au Québec. Dans le cas des sociétés ayant des activités au Québec et ailleurs, il correspond au revenu brut au Québec ayant servi de base dans la détermination du pourcentage des affaires faites au Québec.

Revenu brut

La totalité des revenus réalisés par la société au cours de son exercice financier.

Revenu d'entreprise admissible moins perte d'entreprise admissible

Le revenu net d'entreprise admissible à la déduction fédérale pour petite entreprise provenant d'une société associée.

Revenu imposable au Québec

Les règles fiscales déterminent le revenu imposable de la société ayant des activités au Québec. Dans le cas où une société réalise une partie de ses revenus à l'extérieur du Québec, le revenu imposable au Québec est obtenu en multipliant le revenu imposable mondial de la société par sa proportion des affaires faites au Québec.

Revenu net aux fins de l'impôt

Il correspond au revenu net tel qu'établi selon les règles fiscales. Il peut différer du revenu net selon les états financiers, lesquels sont calculés sur des bases comptables. La différence est généralement attribuable à l'écart entre l'amortissement comptable et l'allocation du coût en capital. Ce revenu peut être positif ou négatif.

Salaires versés au Québec

Le montant des rémunérations que la société verse à ses employés dans le cadre de ses activités au Québec. Dans le cas où une société exerce une partie de ses activités à l'extérieur du Québec, il correspond à la partie des salaires qui ont été versés au Québec, lesquels ont servi de base au calcul de la proportion des affaires faites au Québec.

Société active au Québec et ailleurs

Toute société qui, au sens de la loi, exploite des établissements au Québec et à l'extérieur du Québec est tenue de payer une taxe minimale de 250 \$ sur le capital ou de 125 \$ dans le cas d'une société agricole, de pêche, ou encore d'une société minière.

Société active au Québec seulement

Toute société qui, au sens de la loi, exploite des établissements au Québec seulement est tenue de payer une taxe minimale de 250 \$ sur le capital ou de 125 \$ dans le cas d'une société agricole, de pêche, ou encore d'une société minière.

Société d'assurance

L'expression « société d'assurance » signifie une société qui exerce un commerce d'assurance et comprend une association ou un groupe de personnes qui exercent un tel commerce.

Société imposée

Toute société dont l'impôt à payer avant les crédits d'impôt remboursables est supérieur à zéro.

Société autre que financière

Cette appellation désigne toute société dont l'activité économique principale est autre que l'exploitation d'une institution bancaire ou de nature similaire, le financement du crédit aux entreprises ou aux consommateurs, le courtage en valeurs mobilières, la gestion de placements, l'émission de polices d'assurance ou le commerce de valeurs immobilières.

Taxe sur le capital des sociétés d'assurance

Le montant de la taxe qu'un assureur doit verser sur les primes d'assurance payées au Québec.

Taxe sur le capital versé ou exonération

Le montant de la taxe sur le capital payable pour l'année d'imposition. Dans le cas des sociétés d'assurance, il s'agit de la taxe sur les primes d'assurance. Selon le règlement 1144R2 du chapitre III de la *Loi sur les impôts*, une société qui n'a pas exercé ses activités au cours d'une année d'imposition et dont le montant de l'actif n'excède pas 1 000 \$ est exonérée de la taxe sur le capital pour cette année.

Total de l'actif

Correspond au total de l'actif à court terme auquel il faut ajouter les placements, les immobilisations nettes et les autres actifs.

Total de l'actif à court terme

Correspond à la somme des comptes à recevoir des clients, des inventaires, des avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées et des autres disponibilités.

Total de la taxe sur le capital

Correspond à la somme de la taxe sur le capital et de l'en-lieu de taxe sur le capital applicable aux primes d'assurance.

Total des impôts et des taxes

Correspond à la somme de l'impôt à payer, de la taxe sur le capital, de la taxe sur les primes d'assurance et de la contribution de l'employeur au Fonds des services de santé.

Total du passif à court terme

Correspond à la somme des emprunts bancaires, des comptes à payer aux fournisseurs et des autres exigibilités.

Trimestre de clôture de l'année financière

Le trimestre au cours duquel se termine l'exercice financier de la société.

ANNEXE 3 : Méthodologie d'échantillonnage

Les objectifs de l'échantillon des sociétés

L'échantillon des sociétés a pour but premier d'obtenir, pour une année d'imposition, des informations fiscales et financières sur les sociétés qui ont des activités au Québec. Il est aussi utilisé pour le développement de la politique fiscale du Québec.

La base d'échantillonnage

La population étudiée est celle constituée à partir de l'ensemble des déclarations de revenus des sociétés produites pour l'année d'imposition 2000.

Le plan d'échantillonnage

L'échantillon des sociétés est construit selon un plan stratifié déterminé par quatre critères : le type de sociétés, le secteur d'activité économique, la tranche financière (chiffre d'affaires ou actif) et la région administrative.

La population des sociétés est divisée en 3 808 strates mutuellement exclusives, en tenant compte des cinq types de sociétés, des dix secteurs d'activité économique, des sept tranches financières et des dix-sept régions administratives. À noter que dans le cas des types de sociétés minières et des caisses d'épargne et de crédit, on y retrouve un seul secteur d'activité économique soit respectivement, « mines, carrières et puits de pétrole » et « finances, assurances et services immobiliers ».

Les cinq types de sociétés sont :

- sociétés R&D (sociétés qui ont bénéficié d'une superdéduction ou d'un crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental);
- sociétés minières;
- caisses d'épargne et de crédits;
- coopératives;
- autres sociétés.

Les dix secteurs d'activité économique sont :

- agriculture, pêche et exploitation forestière;
- mines, carrières et puits de pétrole;
- industrie manufacturière;
- construction;
- transports, communications et autres services publics;
- commerce de gros;
- commerce de détail;
- finances, assurances et services immobiliers;
- services gouvernementaux, aux entreprises et personnels;
- indéterminé.

Les sept tranches financières sont :

De façon générale, le chiffre d'affaires est utilisé pour stratifier l'ensemble des sociétés, à l'exception des coopératives et des sociétés manufacturières, pour lesquelles la stratification se fait sur une base d'actif.

Sept strates sont construites à partir de ces informations :

- Une strate pour les valeurs incohérentes ou inconnues;
- Six strates, entre la valeur minimum et la valeur maximum, construites à partir de la méthode itérative d'Hidioglou et de Lavallée.

Les dix-sept régions administratives sont :

- Bas-Saint-Laurent
- Saguenay–Lac-Saint-Jean
- Capitale-Nationale
- Mauricie et Centre-du-Québec
- Estrie
- Montréal
- Outaouais
- Abitibi-Témiscamingue
- Côte-Nord
- Nord-du-Québec
- Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
- Chaudière-Appalaches
- Laval
- Lanaudière
- Laurentides
- Montérégie
- Hors du Québec

La taille de l'échantillon

Les ressources allouées à la saisie des données fiscales et financières permettent la sélection d'un nombre suffisant de sociétés pour assurer la qualité des estimations. En 2000, 12 613 déclarations de sociétés ont été sélectionnées.

La méthode de sélection

Pour les types « sociétés R&D » et « sociétés minières » un recensement de toutes les déclarations de l'année 2000 est effectué. Pour les types « coopératives », « caisses d'épargne et de crédit » et « autres sociétés » la sélection est effectuée selon un tirage aléatoire, sauf dans les tranches monétaires de valeurs incohérentes et de valeurs extrêmes pour lesquelles un recensement est effectué.

La collecte des données

Les données fiscales et financières sont extraites de la déclaration de revenus des sociétés et des états financiers qui y sont annexés. Cette information est saisie et vérifiée pour les 10 538 déclarations de revenus reçues parmi celles sélectionnées.

La méthode d'estimation

De façon générale, les techniques d'estimation usuelles associées à un plan d'échantillonnage aléatoire stratifié sont utilisées. Les estimations par domaine sont réalisées selon la technique de l'estimation séparée par strate.

L'évaluation de la qualité des résultats et de la confidentialité

La fiabilité des estimations des totaux est évaluée au moyen du coefficient de variation obtenu en effectuant le rapport entre l'écart type de l'estimation et la valeur estimée. Lorsque le coefficient de variation est égal ou supérieur à 20 %, l'estimation ne peut être considérée comme fiable et n'est fournie qu'à titre indicatif. Un astérisque (*) suit alors l'estimation en guise d'avertissement.

Les estimations qui se rapportent à moins de trois sociétés ne sont pas divulguées pour respecter le caractère confidentiel des déclarations de revenus.

ANNEXE 4 : Principaux changements apportés aux lois fiscales en 2000

CONGÉ FISCAL À L'ÉGARD DES PROJETS MAJEURS D'INVESTISSEMENT

Le congé fiscal vise les projets d'investissement qui donneront lieu à une création importante d'emplois au Québec. Il s'agit donc du principal élément qui servira à déterminer si un projet d'investissement peut se qualifier à titre de projet majeur d'investissement. À cette fin, la croissance de la masse salariale sera le paramètre utilisé pour établir si un projet d'investissement donne lieu à une création importante d'emplois.

Ainsi, pour l'application de ce congé fiscal, deux types de projets d'investissement pourront se qualifier à titre de « projets majeurs d'investissement », soit :

1. un projet dont découle une croissance de la masse salariale d'au moins 4 millions de dollars et impliquant un investissement d'au moins 300 millions de dollars;
2. un projet d'investissement dont découle une croissance de la masse salariale d'au moins 15 millions de dollars.

Circonstances d'obtention du congé fiscal

Tout contribuable admissible qui réalisera un projet majeur d'investissement au Québec pourra, à certaines conditions, bénéficier d'un congé fiscal, pour une partie ou la totalité d'une année civile. L'obtention du congé fiscal nécessitera toutefois la délivrance d'une attestation d'admissibilité initiale ainsi que d'attestations d'admissibilité annuelles par le ministre des Finances. Par ailleurs, le congé fiscal deviendra effectif uniquement s'il s'avère qu'il s'agit bel et bien d'un projet majeur d'investissement.

Contribuables admissibles

De façon générale, toute société qui exploite une entreprise au Québec, directement ou par l'entremise d'une société de personnes, pourra, à certaines conditions, bénéficier du congé fiscal, pour une partie ou la totalité d'une année civile, relativement à la partie du congé fiscal qui porte sur l'impôt sur le revenu et sur la taxe sur le capital.

Par ailleurs, tout employeur qui exploite une entreprise au Québec et qui n'est pas exonéré d'impôt pourra, à certaines conditions, bénéficier du congé fiscal, pour une année civile, pour la partie du congé fiscal qui porte sur la cotisation au Fonds des services de santé (FSS).

Concept d'investissement

De façon générale, les investissements qui seront considérés aux fins de l'octroi du congé fiscal seront l'ensemble des dépenses en capital engagées, au cours de la période de réalisation du projet d'investissement, afin d'obtenir des biens ou des services pour l'implantation d'une entreprise au Québec, ou pour l'accroissement, l'amélioration ou la modernisation de la production d'une telle entreprise.

Concept de « masse salariale »

De façon générale, la « masse salariale » des contribuables impliqués dans la réalisation d'un projet majeur d'investissement, pour une année civile, désignera l'ensemble des salaires versés, au cours de cette année civile, aux employés des contribuables qui réalisent ce projet, à l'exception, le cas échéant, des salaires versés au cours de la période de réalisation du projet d'investissement, aux employés dont les tâches consistent à construire, à agrandir, à améliorer ou à moderniser le site où le projet majeur d'investissement sera réalisé.

Afin de déterminer si une croissance de la masse salariale a lieu, au cours d'une année civile, la masse salariale des contribuables impliqués dans la réalisation du projet d'investissement, pour cette année, sera comparée à la masse salariale de ces contribuables, pour l'année civile qui précède celle au cours de laquelle la réalisation du projet d'investissement aura débuté.

La masse salariale, pour une année civile, sera déterminée sur une base consolidée, soit en considérant l'ensemble des contribuables associés entre eux à un moment donné de cette année civile.

Secteurs d'activité admissibles

De façon générale, un projet d'investissement, afin de se qualifier à titre de « projet majeur d'investissement », devra être réalisé dans le secteur primaire, le secteur manufacturier ou le secteur tertiaire moteur, à l'exclusion des services financiers, des bureaux de placement et des services de comptabilité.

Objet du congé fiscal

Essentiellement, le congé fiscal permettra aux contribuables admissibles qui réalisent un projet majeur d'investissement au Québec de bénéficier, pour une période de dix ans commençant à la date à laquelle débutera l'exploitation de l'entreprise reliée au projet majeur d'investissement, d'une exemption d'impôt sur le revenu, d'une exemption de taxe sur le capital et d'une exemption de cotisations des employeurs au FSS relativement à l'entreprise exploitée par suite de la réalisation du projet majeur d'investissement.

Atteinte et maintien des seuils minimaux

Afin qu'un contribuable puisse effectivement bénéficier du congé fiscal pour une partie ou pour la totalité de la période de dix ans, il devra atteindre et, le cas échéant, maintenir pendant toute cette période les seuils minimaux, décrits précédemment, permettant à un projet d'investissement de se qualifier à titre de projet majeur d'investissement.

Ainsi, dans le cas d'un projet dont découle une croissance de la masse salariale d'au moins 4 millions de dollars et impliquant un investissement d'au moins 300 millions de dollars, un délai de 48 mois sera accordé à compter de la date de la délivrance de l'attestation d'admissibilité initiale relative à ce projet. Dans le cas d'un projet d'investissement dont découle une croissance de la masse salariale d'au moins 15 millions de dollars, ce délai sera de 36 mois.

Dans l'hypothèse où les seuils minimaux requis ne seraient pas atteints avant l'expiration de ces délais, le congé fiscal ne prendrait alors jamais effet.

AMORTISSEMENT ACCÉLÉRÉ DE 125 % ET CONGÉ DE TAXE SUR LE CAPITAL À L'ÉGARD DE NOUVEAUX INVESTISSEMENTS

Les contribuables qui exploitent une entreprise au Québec peuvent bénéficier d'une déduction pour amortissement de 100 % du coût en capital de certains biens utilisés au Québec et d'une déduction supplémentaire de 25 % pour amortissement, sans tenir compte de la règle de demi-année et des règles de mise en service qui sont généralement applicables en vertu de la législation fiscale.

De façon sommaire, les biens qui permettent à un contribuable de bénéficier de cette déduction pour amortissement accéléré sont le matériel de fabrication ou de transformation, le matériel de traitement de minerai étranger et le matériel électronique universel de traitement de l'information (matériel informatique). Les biens incorporels, tels qu'un brevet, une licence, un permis, le savoir-faire ou un secret commercial, qui sont acquis dans le cadre d'un transfert de technologie, permettent également de bénéficier de cette déduction.

Lorsqu'un contribuable fait en partie affaire à l'extérieur du Québec au cours d'une année d'imposition, le montant de la déduction supplémentaire est divisé par sa proportion des affaires faites au Québec pour cette année, de façon qu'il profite pleinement de cette déduction supplémentaire.

Reconduction de la déduction supplémentaire de 25 %

Afin de continuer à favoriser les investissements au Québec, la déduction supplémentaire de 25 % pour amortissement et la déduction relative au congé de taxe sur le capital des nouveaux investissements ont été reconduites jusqu'au 31 mars 2005.

Extension temporaire de l'amortissement accéléré aux câbles de fibres optiques et aux câbles coaxiaux

Afin de favoriser, au cours des prochaines années, le déploiement des réseaux de câbles de fibres optiques ou de câbles coaxiaux dans les régions du Québec situées à l'extérieur des grands centres urbains, les biens constitués par des câbles de fibres optiques et par des câbles coaxiaux pourront faire l'objet, pour une période temporaire, de la déduction pour amortissement accéléré de 100 %. Il en ira de même à l'égard de l'équipement opto-électronique et de l'équipement électronique qui, respectivement, s'y rattachent.

Ces biens pourront également faire l'objet de la déduction supplémentaire égale à 25 % de la déduction pour amortissement accéléré demandée par un contribuable pour une année d'imposition, ainsi que, le cas échéant, de la déduction additionnelle de 20 % mentionnée précédemment.

Les régions désignées comprendront l'ensemble des régions administratives du Québec, à l'exception des régions administratives de Montréal et de Laval et, dans la région administrative de Québec, à l'exception de la Communauté urbaine de Québec².

L'équipement opto-électronique ou électronique sera considéré comme se rattachant aux câbles de fibres optiques ou aux câbles coaxiaux si cet équipement est une partie constituante d'un réseau de câbles de fibres optiques ou coaxiaux et est connecté à un tel réseau. Cet équipement ne comprendra toutefois pas les commutateurs.

² Telle que définie par la *Loi sur la Communauté urbaine de Québec*.

CONGÉ DE TAXE SUR LE CAPITAL À L'ÉGARD DES NOUVEAUX INVESTISSEMENTS

Les contribuables qui exploitent une entreprise au Québec peuvent aussi bénéficier d'un congé de taxe sur le capital à l'égard des nouveaux investissements dans certains secteurs.

Le congé de taxe sur le capital prend la forme d'une déduction, dans le calcul du capital versé d'une société dont le taux de la taxe sur le capital à payer pour une année d'imposition est de 0,64 %, établie en fonction des frais d'acquisition admissibles engagés par elle à l'égard d'un bien admissible.

Une société peut bénéficier de cette déduction à l'égard des frais d'acquisition admissibles engagés par elle, dans une année d'imposition, pour l'année d'imposition au cours de laquelle ces frais sont engagés et pour l'année d'imposition subséquente.

De façon sommaire, les biens admissibles pour l'application de ce congé de taxe sur le capital sont le matériel de fabrication ou de transformation, le matériel de traitement de minerai étranger, le matériel informatique, les bâtiments utilisés dans le cadre d'activités de fabrication ou de transformation, les bâtiments utilisés dans le cadre d'activités de traitement de minerai étranger ainsi que le matériel et les bâtiments utilisés dans le cadre d'activités admissibles reliées au secteur du tourisme.

Reconduction du congé de taxe sur le capital

Afin de continuer à favoriser les investissements au Québec, le congé de taxe sur le capital sera reconduit jusqu'au 31 mars 2005.

Ainsi, le congé de taxe sur le capital s'appliquera à l'égard des biens acquis par une société, ou par une société de personnes, le cas échéant :

- après le 25 mars 1997 et avant le 1^{er} avril 2005, sauf :
 - s'ils sont acquis conformément à une obligation écrite contractée au plus tard le 25 mars 1997; ou
 - si la construction de ces biens par la société ou la société de personnes, le cas échéant, ou pour le compte de l'une d'elles, était commencée le 25 mars 1997;
- après le 31 mars 2005 et avant le 1^{er} avril 2005 :
 - s'ils sont acquis conformément à une obligation écrite contractée avant le 1^{er} avril 2005; ou
 - si la construction de ces biens par la société ou la société de personnes, le cas échéant, ou pour le compte de l'une d'elles, était commencée avant le 1^{er} avril 2005.

Assouplissement du critère d'utilisation exclusive au Québec à l'égard du matériel informatique installé au Québec

Tel qu'indiqué précédemment, le congé de taxe sur le capital peut s'appliquer à l'égard du matériel informatique. Toutefois, ce matériel doit être utilisé principalement (et non plus exclusivement) au Québec pendant une période minimale de 730 jours suivant celui où commence son utilisation.

Intégration de solutions de commerce électronique

Afin de soutenir l'intégration de solutions de commerce électronique par les PME québécoises, celles-ci pourront, au cours des deux prochaines années, bénéficier d'un crédit d'impôt remboursable à l'égard des dépenses admissibles engagées dans le cadre de la mise en place de telles solutions.

De façon plus particulière, une société admissible pourra bénéficier d'un crédit d'impôt remboursable égal à 40 % des dépenses admissibles qu'elle engagera à cet égard. Le montant de ce crédit d'impôt, pour une société admissible, ne pourra toutefois excéder 40 000 \$.

Société admissible

Une société admissible pourra bénéficier du crédit d'impôt visant à favoriser l'intégration de solutions de commerce électronique, pour une année d'imposition, si elle respecte l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- le montant de son actif montré à ses états financiers soumis aux actionnaires pour son année d'imposition précédente ou, lorsque la société en est à son premier exercice financier, au début de son premier exercice financier, est inférieur à 12 millions de dollars, en tenant compte de l'actif des sociétés auxquelles elle est associée dans l'année;
- lorsque la société n'en est pas à son premier exercice financier, son revenu brut, pour son année d'imposition précédente, est inférieur à 25 millions de dollars, en tenant compte du revenu brut des sociétés auxquelles elle est associée dans l'année.

Solution de commerce électronique admissible

L'expression « solution de commerce électronique admissible » d'une société admissible, à l'égard d'une entreprise qu'elle exploite au Québec, désignera :

- soit un site Web transactionnel utilisant le réseau public (Internet), ou encore un réseau public sécurisé et confidentiel à accès limité (extranet), concernant cette entreprise;
- soit un système de transactions entre entreprises dans le cadre d'un réseau privé, relativement à cette entreprise.

Une solution de commerce électronique devra respecter l'ensemble des conditions lui permettant de se qualifier à titre de solution de commerce électronique admissible au plus tard le 31 mars 2003.

Dépense admissible

L'expression « dépense admissible » d'une société admissible, pour une année d'imposition, à l'égard d'une solution de commerce électronique admissible, désignera l'ensemble des dépenses, engagées par celle-ci, attribuables à des salaires et au coût d'acquisition de logiciels d'application devant être intégrés à la solution de commerce électronique admissible, dans le cadre des étapes de la mise en place de la solution de commerce électronique admissible, y compris les étapes liées :

- à l'établissement d'un diagnostic d'implantation de la solution de commerce électronique admissible;
- à l'établissement d'un plan de mise en marché de la solution de commerce électronique admissible;
- au développement de la solution de commerce électronique admissible;
- à la formation des employés de la société admissible ou au support technique, pour une période se terminant trois mois après la date de la mise en place de la solution de commerce électronique admissible, sauf à l'égard des dépenses salariales des employés de la société admissible qui suivent la formation;
- à l'entretien de la solution de commerce électronique admissible, pour une période de trois mois suivant la date de mise en place de la solution de commerce électronique admissible.

Les dépenses suivantes ne seront pas admissibles :

- les dépenses de commercialisation de la solution de commerce électronique, sauf celles qui se rapportent exclusivement à la conception d'un plan de mise en marché;
- les dépenses d'acquisition ou de location de biens, sauf celles qui se rapportent à l'acquisition de logiciels d'application devant être intégrés à la solution de commerce électronique ;
- les dépenses d'hébergement d'une solution de commerce électronique;
- toute autre dépense non liée à la conception d'une solution de commerce électronique ou à l'intégration d'une telle solution au sein d'une entreprise.

VALLÉE DE L'ALUMINIUM

Un nouveau crédit d'impôt remboursable sera instauré, pour une période de quatre ans débutant le 1^{er} janvier 2000, afin de compenser les coûts liés à la période d'apprentissage de nouveaux employés à l'emploi d'entreprises de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean œuvrant dans le domaine de la fabrication de produits finis ou semi-finis ayant déjà subi une première transformation, ou dans le domaine de la fabrication d'équipements spécialisés destinés aux entreprises de production d'aluminium ou de transformation de l'aluminium.

De façon plus particulière, ce crédit d'impôt sera accordé à l'égard de l'accroissement de la masse salariale attribuable aux employés de production ou de commercialisation d'une société admissible œuvrant dans ces domaines, dans la région administrative du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Le taux de ce nouveau crédit d'impôt remboursable sera de 40 %.

Société admissible

De façon générale, toute société admissible qui, au cours d'une année civile, exploite une entreprise au Québec et y a un établissement, pourra, à certaines conditions, bénéficier de ce crédit d'impôt à l'égard de cette année civile.

De façon plus particulière, une société, pour l'année d'imposition dans laquelle se termine l'année civile, devra exploiter, dans la région admissible, une entreprise agréée.

Employé admissible

Un « employé admissible » d'une société admissible désignera un employé d'un établissement de cette société situé dans la région admissible, qui n'est pas un actionnaire désigné de cette société.

De plus, les fonctions de ce particulier, auprès de la société admissible, devront être consacrées, dans une proportion d'au moins 90 %, directement :

- soit à la fabrication de produits finis ou semi-finis à partir de l'aluminium qui a déjà subi une première transformation ou, le cas échéant, à leur commercialisation;
- soit à la fabrication d'équipements spécialisés destinés aux entreprises de production d'aluminium ou de transformation de l'aluminium ou, le cas échéant, à leur commercialisation.

Ainsi, sous réserve des autres conditions devant être respectées, un employé qui consacrera au moins 90 % de son temps à entreprendre, à superviser ou à supporter directement la fabrication ou, le cas échéant, la commercialisation de tels produits ou équipements, constituera un employé admissible pour l'application de ce crédit d'impôt. Pour plus de précision, les fonctions relatives à l'administration générale ne seront pas admissibles.

TECHNOPÔLE ANGUS

Une aide fiscale sera accordée aux entreprises qui s'installeront sur le site des anciennes usines Angus. Ce site, appelé ci-après « Technopôle Angus », est au centre d'un projet de développement économique durable entrepris par des groupes socio-économiques locaux soucieux de s'impliquer dans la réalisation de projets créateurs d'emplois.

Cette aide fiscale prendra la forme d'un crédit d'impôt remboursable, pour une période de quatre ans débutant le 1^{er} janvier 2000. Il sera accordé afin de compenser les coûts liés à la période d'apprentissage de nouveaux employés à l'emploi d'entreprises situées dans le Technopôle Angus et œuvrant soit dans le domaine de la fabrication ou de la transformation de biens, soit dans le domaine environnemental.

De façon plus particulière, ce crédit d'impôt sera accordé à l'égard de l'accroissement de la masse salariale attribuable aux employés de production ou de commercialisation d'une société admissible œuvrant dans ces domaines, dans le Technopôle Angus. Le taux de ce nouveau crédit d'impôt remboursable sera de 40 %.

Société admissible

De façon générale, toute société admissible qui, au cours d'une année civile, exploite une entreprise au Québec et y a un établissement, pourra, à certaines conditions, bénéficier de ce crédit d'impôt à l'égard de cette année civile.

De façon plus particulière, une société, pour l'année d'imposition dans laquelle se termine l'année civile, devra exploiter, dans le Technopôle Angus, une entreprise agréée.

CITÉ DE L'OPTIQUE

Le 30 juin 1999, l'instauration d'un crédit d'impôt remboursable pour la Cité de l'optique a été annoncée³. Ce crédit d'impôt, dont le taux est de 40 %, est accordé à l'égard de l'accroissement de la masse salariale attribuable aux employés de production ou de commercialisation d'une société admissible œuvrant dans le secteur de l'optique, de la photonique ou du laser, dans la région de Québec. Ce crédit d'impôt s'applique à l'égard des années civiles 1999 à 2002.

³ Bulletin d'information 99-1 du ministère des Finances du Québec.

De façon générale, pour l'application de ce crédit d'impôt, une société doit exploiter, dans la région de Québec, une entreprise de fabrication et de commercialisation d'appareils ou d'équipements reliés au secteur de l'optique, de la photonique ou du laser. Une telle entreprise désigne notamment une entreprise dont les activités consistent à fabriquer en tout ou en partie des appareils ou équipements dans ce domaine et, accessoirement, le cas échéant, à les commercialiser.

Précision concernant la notion de rémunération

Dans le cadre de la détermination de l'accroissement de la masse salariale d'une société admissible, le salaire considéré est le revenu d'emploi d'un employé admissible, à l'exclusion des jetons de présence d'un administrateur, d'un boni, d'une prime au rendement, d'une rémunération pour du travail exécuté en sus des heures habituelles de travail, d'une commission et des avantages imposables devant être inclus dans le calcul du revenu d'emploi de cet employé.

Afin que la notion de salaire qui est considérée pour la détermination de ce crédit d'impôt reflète davantage la réalité de la rémunération versée à un employé dont les activités sont liées à la commercialisation d'équipements reliés au secteur de l'optique, de la photonique ou du laser, cette notion inclura, rétroactivement à l'année civile 1999, les primes au rendement et les commissions qui sont versées à un tel employé par la société admissible.

Prolongation de la durée du crédit d'impôt

Par ailleurs, afin de favoriser davantage la venue dans la région de Québec de nouvelles sociétés œuvrant dans ce secteur, l'application de ce crédit d'impôt sera prolongée à l'année civile 2003.

MESURES CONCERNANT LA CULTURE

Le soutien aux industries culturelles sera accentué par l'instauration d'un nouveau crédit d'impôt remboursable pour l'édition de livres. Par ailleurs, des précisions seront apportées au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise ainsi qu'aux crédits d'impôt remboursables pour la production d'enregistrements sonores et pour la production de spectacles musicaux.

ÉDITION DE LIVRES

Afin de soutenir davantage les activités des entreprises œuvrant dans le domaine de l'édition de livres, un nouveau crédit d'impôt remboursable sera mis en place, lequel permettra aux éditeurs québécois de développer les marchés étrangers pour les productions québécoises, de produire des grands projets d'édition et d'exploiter le marché de la traduction.

De façon générale, ce crédit d'impôt remboursable s'adressera à une société qui a un établissement au Québec et y exploite une entreprise d'édition de livres. Il portera sur les dépenses de main-d'œuvre attribuables à la préparation et à l'impression d'un ouvrage, et confèrera à une société admissible une aide variant entre 10 % et 20 % du total des frais préparatoires et d'impression de l'ouvrage.

Société admissible

Pour l'application du crédit d'impôt remboursable pour l'édition de livres, une « société admissible », pour une année d'imposition, désignera une société, autre qu'une société exclue, qui est une maison d'édition reconnue par la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) et qui, dans l'année, a un établissement au Québec et y exploite une entreprise d'édition de livres.

Afin d'être reconnue par la SODEC à titre de maison d'édition, une société devra satisfaire aux conditions suivantes :

- elle édite et publie des livres;
- elle conclut des contrats avec un ou des auteurs ou détenteurs de droits d'auteur, en vue de l'édition de leurs ouvrages;
- elle commercialise les ouvrages qu'elle publie;
- elle assume tous les risques financiers et commerciaux liés à l'exercice de l'édition.

Ouvrage admissible

Un « ouvrage admissible » pourra donner droit au crédit d'impôt remboursable dans la mesure où la SODEC aura délivré à son égard une attestation selon laquelle il respecte les critères spécifiés.

Un ouvrage sera exclu s'il appartient à l'une des catégories suivantes :

- les ouvrages réimprimés;
- les ouvrages à publication périodique, y compris les ouvrages mis à jour de façon continue;
- les ouvrages qui renferment de la publicité autre que l'autoréclame de la maison d'édition;
- les ouvrages qui sont des répertoires, des calendriers, des agendas, des almanachs, des catalogues, des cahiers à dessiner, des albums à colorier ou tout autre ouvrage périssable;
- les ouvrages dont les pages sont tapées à la machine, photocopiées, polycopiées ou écrites à la main;
- les ouvrages encourageant le sexisme, la violence ou la discrimination.

L'expression « auteur québécois » désignera :

- soit un auteur qui résidait au Québec à la fin de l'année civile précédant celle au cours de laquelle les travaux d'édition ont débuté;
- soit un auteur qui, avant le début des travaux d'édition, avait déjà résidé au Québec durant un minimum de cinq années consécutives.

Groupe admissible d'ouvrages

Un ouvrage d'un « groupe admissible d'ouvrages » pourra donner droit au crédit d'impôt remboursable dans la mesure où la SODEC aura délivré une attestation à l'égard de ce groupe admissible d'ouvrages, selon laquelle chacun des ouvrages de ce groupe respecte les mêmes critères que ceux énumérés relativement à un ouvrage admissible.

Modalités de calcul du crédit d'impôt

Le crédit d'impôt remboursable dont pourra bénéficier, pour une année d'imposition, une société admissible à l'égard d'un ouvrage admissible ou d'un ouvrage faisant partie d'un groupe admissible d'ouvrages, correspondra au total des montants suivants :

- 40 % de ses dépenses de main-d'œuvre admissibles à l'égard des frais préparatoires admissibles de l'ouvrage. Ces dépenses ne pourront toutefois excéder 50 % des frais préparatoires admissibles de l'ouvrage;
- 30 % de ses dépenses de main-d'œuvre admissibles à l'égard des frais d'impression admissibles de l'ouvrage. Ces dépenses ne pourront toutefois excéder 33 % des frais d'impression admissibles de l'ouvrage.

Cependant, le crédit d'impôt auquel donnera droit un ouvrage admissible ou un ouvrage faisant partie d'un groupe admissible d'ouvrages ne pourra être supérieur à 500 000 \$.

Frais admissibles

Les frais préparatoires admissibles d'une société admissible, pour une année d'imposition, à l'égard d'un ouvrage admissible ou d'un ouvrage faisant partie d'un groupe admissible d'ouvrages.

Les frais d'impression admissibles d'une société admissible, pour une année d'imposition, à l'égard d'un ouvrage admissible ou d'un ouvrage faisant partie d'un groupe admissible d'ouvrages, seront constitués des frais, autres que les honoraires d'édition et les frais d'administration, engagés pour la première impression de l'ouvrage, sa première reliure et son premier assemblage.

Pour l'application de ce crédit d'impôt, les dépenses de main-d'œuvre admissibles, pour une année d'imposition, relativement à l'édition d'un ouvrage admissible ou d'un ouvrage faisant partie d'un groupe admissible d'ouvrages, seront constituées de l'ensemble des montants suivants, dans la mesure où ils sont raisonnables dans les circonstances :

- les dépenses de main-d'œuvre attribuables aux frais préparatoires admissibles de l'ouvrage;
- les dépenses de main-d'œuvre attribuables aux frais d'impression admissibles de l'ouvrage, soit les montants versés aux mêmes personnes que celles énumérées ci-dessus, en y faisant les adaptations nécessaires relativement aux dépenses attribuables aux frais d'impression de l'ouvrage. Toutefois, en ce qui a trait aux dépenses versées à un sous-traitant qui n'a pas de lien de dépendance avec la société admissible, les dépenses de main-d'œuvre admissibles ne seront constituées que du tiers de la contrepartie, autre qu'un traitement ou un salaire, que la société admissible aura versée dans l'année ou dans les 60 jours qui suivent la fin de celle-ci, et qu'elle aura engagée, dans l'année, conformément à un contrat conclu après le jour du *Discours sur le budget 2000-2001*.

Coédition d'un ouvrage admissible

Pour l'application de ce crédit d'impôt, les dépenses de main-d'œuvre admissibles d'une société admissible, pour une année d'imposition, relativement à la coédition d'un ouvrage admissible, seront constituées de l'ensemble des montants énumérés précédemment à cet égard, sous réserve des particularités suivantes :

- cette société devra participer activement à la préparation de l'ouvrage;
- la part des frais d'édition et des dépenses de main-d'œuvre engagée par cette société devra refléter l'importance des responsabilités qu'elle assume dans la coédition, notamment au plan financier.

PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE OU TÉLÉVISUELLE QUÉBÉCOISE

Le crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise porte sur les dépenses de main-d'œuvre engagées par une société qui produit un film québécois, selon le sens qui est donné à cette expression par le *Règlement sur la reconnaissance d'un film comme film québécois*. Les dépenses de main-d'œuvre admissibles à ce crédit d'impôt ne peuvent toutefois excéder 45 % des frais de production.

À l'occasion du *Discours sur le budget 2000-2001* du 25 mars 1997, la définition de dépense de main-d'œuvre admissible a été resserrée à l'égard des montants versés en sous-traitance, de façon à n'admettre que la rémunération versée à une société sous-traitante qui a un établissement au Québec. Toutefois, compte tenu de la situation qui prévalait à cette époque, plus précisément en ce qui a trait à l'absence, au Québec, de sociétés ayant l'expertise et disposant des équipements requis dans le domaine de la production d'animation, un moratoire de trois ans a été mis en place afin de permettre que des montants versés à des sous-traitants étrangers puissent néanmoins se qualifier à titre de dépenses de main-d'œuvre admissibles pour de telles productions. Ce moratoire prend fin le 25 mars 2000.

Par ailleurs, il a aussi été annoncé que le crédit d'impôt pour la production cinématographique ou télévisuelle serait limité à un plafond de 2,5 millions de dollars par production, ce plafond s'appliquant à l'ensemble des épisodes faisant partie d'une série télévisuelle.

Moratoire pour les productions d'animation

Bien que certaines entreprises québécoises aient développé l'expertise et les techniques requises pour les productions d'animation, elles ne peuvent actuellement combler les besoins de main-d'œuvre spécialisée relativement à de telles productions.

Dans ce contexte, le moratoire pour les productions d'animation sera prorogé d'une année. Ainsi, le resserrement apporté à la définition de dépense de main-d'œuvre admissible, ayant pour effet de n'admettre à ce titre que les montants versés à une société sous-traitante qui a un établissement au Québec, ne s'appliquera qu'à une production d'animation dont les principaux travaux de prises de vue ou d'enregistrement débiteront après le 25 mars 2001.

Plafond de 2,5 millions de dollars par production ou par série

La législation fiscale sera par ailleurs modifiée de façon à préciser que le plafond de 2,5 millions de dollars applicable au crédit d'impôt pour la production cinématographique ou télévisuelle ne doit être partagé, relativement à une coproduction, qu'entre les sociétés coproductrices par ailleurs admissibles à ce crédit d'impôt.

À cet égard, l'attestation que la SODEC délivre, relativement à toute coproduction cinématographique ou télévisuelle, indiquera la part de chaque société coproductrice concernant les frais de production, les dépenses de main-d'œuvre et le plafond de 2,5 millions de dollars applicable à ce crédit d'impôt, de façon à refléter la part des frais de production et des dépenses de main-d'œuvre que chacune d'elles a engagée pour cette coproduction et qui tient compte de l'importance de ses responsabilités dans celle-ci.

Cette modification s'appliquera à une coproduction cinématographique ou télévisuelle admissible dont les principaux travaux de prises de vue ou d'enregistrement débiteront après le jour du *Discours sur le budget 2000-2001*.

PRODUCTION D'ENREGISTREMENTS SONORES ET PRODUCTION DE SPECTACLES MUSICAUX

Les crédits d'impôt remboursables pour la production d'enregistrements sonores et pour la production de spectacles musicaux ont été instaurés à l'occasion du Discours sur le budget 2000-2001 du 9 mars 1999. De façon générale, ces crédits d'impôt ont des modalités d'application similaires à celles du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise.

Toutefois, contrairement aux modalités d'application du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise, les modalités d'application de ces deux crédits d'impôt ont comme particularité, relativement aux dépenses de main-d'œuvre, que les employés de la société productrice ou un sous-traitant, selon le cas, doivent rendre leurs services au Québec.

Services rendus à l'extérieur du Québec relativement à un spectacle musical admissible

L'industrie du spectacle a la particularité qu'un spectacle peut faire l'objet d'une tournée à l'extérieur du Québec. Or, les règles du crédit d'impôt pour la production de spectacles musicaux ne reflètent pas cette réalité.

La législation fiscale sera donc modifiée de façon que les montants versés aux employés de la société productrice ou à un sous-traitant, selon le cas, pour des services afférents à la production d'un spectacle musical, soient admissibles au crédit d'impôt pour la production de spectacles musicaux, lorsque ces employés ou ce sous-traitant rendent leurs services à l'extérieur du Québec, pour autant que les conditions par ailleurs applicables à ce crédit d'impôt soient respectées.

Plafonds de 50 000 \$ et de 300 000 \$ applicables à ces crédits d'impôt

La législation fiscale sera modifiée de façon à préciser que les plafonds de 50 000 \$ et de 300 000 \$, applicables respectivement au crédit d'impôt pour la production d'enregistrements sonores et au crédit d'impôt pour la production de spectacles musicaux, ne doivent être partagés, relativement à une coproduction, qu'entre les sociétés coproductrices par ailleurs admissibles à ces crédits d'impôt.

À cet égard, l'attestation que la SODEC délivre, relativement à une coproduction d'un enregistrement sonore ou d'un spectacle musical, indiquera la part de chaque société coproductrice concernant les frais de production, les dépenses de main-d'œuvre et les plafonds de 50 000 \$ et de 300 000 \$ respectivement applicables à ces crédits d'impôt, de façon à refléter la part des frais de production et des dépenses de main-d'œuvre que chacune d'elles a engagée pour cette coproduction et qui tient compte de l'importance de ses responsabilités dans celle-ci.

MESURES RELATIVES À L'ÉCONOMIE DU SAVOIR

La législation fiscale québécoise comporte un ensemble de mesures favorables aux entreprises qui réalisent des activités de R-D et d'autres formes d'innovation dans des secteurs d'activité identifiés à l'économie du savoir. C'est le cas, entre autres, des mesures relatives à la R-D, aux CDTI, à la Cité du multimédia, au CNNTQ et aux CNE.

De façon à mieux adapter les mesures relatives à la R-D et à l'économie du savoir en général, certains ajustements seront apportés aux règles actuelles.

CONGÉ FISCAL POUR LES SPÉCIALISTES ÉTRANGERS ŒUVRANT AU SEIN DE LA CITÉ DU MULTIMÉDIA, DU CNNTQ OU D'UN CNE

Les règles fiscales actuelles prévoient notamment que les spécialistes étrangers employés par une société admissible qui exploite une entreprise dans un CDTI peuvent bénéficier d'une déduction, dans le calcul de leur revenu imposable, à l'égard des salaires qui leur sont versés par la société pour une période de cinq ans à titre de spécialistes étrangers.

Compte tenu de l'avantage que procure une telle mesure fiscale dans le recrutement de spécialistes étrangers et de l'importance de tels spécialistes, pour certaines sociétés, dans le cadre de la réalisation des premières phases des activités liées à l'économie du savoir, un congé fiscal similaire sera désormais disponible pour les spécialistes étrangers employés par une société qui exploite une entreprise dans la Cité du multimédia, le CNNTQ ou un CNE. Ainsi, un spécialiste étranger employé par une telle société pourra bénéficier d'une déduction, dans le calcul de son revenu imposable, à l'égard du salaire qui lui sera versé par la société pour une période de cinq ans à titre de spécialiste étranger.

De façon générale, les modalités d'application de ce congé fiscal seront similaires à celles du congé fiscal dont peuvent bénéficier les spécialistes étrangers employés par une société admissible qui exploite une entreprise dans un CDTI.

INTERACTION DES CRÉDITS D'IMPÔT LIÉS À LA RÉALISATION D'ACTIVITÉS DANS DES SITES DÉSIGNÉS AVEC LES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'INDUSTRIE DU CINÉMA ET DE LA TÉLÉVISION

Les sociétés admissibles qui s'installent dans un site désigné peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt remboursable à l'égard des salaires admissibles qu'elles versent à des employés admissibles pour effectuer des activités admissibles. Ces sites désignés sont les CDTI, la Cité du multimédia, le CNNTQ ainsi que les CNE.

Par ailleurs, certaines dépenses de main-d'œuvre dans le domaine des effets spéciaux et de l'animation informatiques peuvent permettre à une société de bénéficier du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise ou du crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique.

La législation fiscale actuelle contient toutefois une règle d'application générale à l'effet qu'un sous-traitant qui se voit confier l'exécution de travaux par une autre personne n'a droit à aucun crédit d'impôt remboursable à l'égard des dépenses relatives à ces travaux, lorsque la personne qui lui confie l'exécution de ces travaux (le « donneur d'ouvrage ») a elle-même droit à un crédit d'impôt remboursable à l'égard du coût pour elle de ces travaux.

Or, une certaine confusion a existé dans les premières phases d'implantation de certaines mesures fiscales relatives à l'économie du savoir, pour les entreprises œuvrant dans des sites désignés qui agissent à titre de sous-traitants, quant à la possibilité pour celles-ci de bénéficier des crédits d'impôt relatifs aux activités exercées dans un site désigné, à l'égard des dépenses de main-d'œuvre liées aux effets spéciaux et à l'animation informatiques, alors que les donneurs d'ouvrage bénéficient des crédits d'impôt relatifs à l'industrie du cinéma et de la télévision à l'égard du coût pour eux des travaux relatifs aux effets spéciaux et à l'animation informatiques.

Afin de ne pas pénaliser les sociétés exerçant leurs activités dans des sites désignés qui ont cru qu'elles pouvaient demander leurs crédits d'impôt dans de telles situations, malgré la règle d'application générale à l'effet contraire, la législation fiscale sera modifiée de façon à ce qu'elles puissent bénéficier des crédits d'impôt spécifiques liés à la réalisation d'activités dans un tel site dans le cadre de la réalisation des mandats qui leur sont confiés, et ce, même si la société qui confie l'exécution des travaux peut elle-même bénéficier du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise ou du crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique.

DÉSIGNATION D'UN NOUVEAU CENTRE DE RECHERCHE PUBLIC ADMISSIBLE

Une aide fiscale, prenant la forme d'un crédit d'impôt remboursable ou d'une superdéduction, est actuellement accordée à un contribuable à l'égard d'activités de R-D qui sont effectuées par un centre de recherche public admissible, dans le cadre d'un contrat de recherche admissible conclu avec un tel centre.

Le Centre de valorisation des plantes sera reconnu à titre de centre de recherche public admissible. Cette reconnaissance s'appliquera à l'égard de la R-D qui sera effectuée après le jour du *Discours sur le budget 2000-2001*, en vertu d'un contrat de recherche admissible conclu après ce jour.

ZONE DE COMMERCE INTERNATIONAL DE MONTRÉAL À MIRABEL

De façon générale, jusqu'au 31 décembre 2009, les sociétés qui exploitent une entreprise à l'intérieur de cette zone, dans les domaines de la logistique internationale, de l'entretien et de la réparation d'aéronefs, de la formation professionnelle complémentaire en aviation ou dans le domaine de la transformation légère, et à l'égard de laquelle le ministre des Finances a délivré une attestation d'admissibilité, bénéficient d'avantages fiscaux prenant la forme d'une exemption d'impôt sur le revenu, d'une exemption de taxe sur le capital et d'une exemption de cotisations des employeurs au Fonds des services de santé.

Ces sociétés peuvent aussi bénéficier, au cours de la même période, d'avantages fiscaux prenant la forme de crédits d'impôt remboursables relativement aux salaires versés à leurs employés admissibles ainsi qu'à l'égard des honoraires engagés à l'égard d'un contrat admissible de courtage en douane. De plus, elles peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt remboursable à l'égard des frais d'acquisition ou des loyers payés pour du matériel admissible.

Des modifications seront apportées à ces avantages fiscaux de façon à prolonger leur durée d'une année et à permettre la localisation temporaire d'une entreprise admissible à l'extérieur de la Zone de Mirabel.

POLITIQUE MARITIME

Depuis le Discours sur le budget du 9 mai 1996, plusieurs mesures fiscales ont été instaurées afin de favoriser l'industrie navale du Québec, parmi lesquelles se trouve le crédit d'impôt remboursable pour la construction ou la transformation navale et le congé fiscal pour les marins québécois affectés au transport international de marchandises.

Des assouplissements seront apportés à ces deux mesures.

LA CONSTRUCTION OU LA TRANSFORMATION NAVALE

De façon générale, le crédit d'impôt remboursable pour la construction ou la transformation navale correspond, pour une année d'imposition d'une société qui exploite au Québec une entreprise de construction navale, à un montant égal à 50 % des dépenses de construction ou de transformation admissibles engagées dans l'année, relativement à la construction ou à la transformation d'un navire admissible.

Afin de favoriser davantage la construction ou la transformation navale dans les chantiers maritimes du Québec, le critère de jauge brute d'au moins 100 tonnes sera abaissé à une jauge brute d'au moins 50 tonnes.

PERMANENCE DES TAUX MAJORÉS POUR LE DESIGN

Un crédit d'impôt remboursable pour le design comportant deux volets a été instauré en 1994 à l'égard de certaines dépenses relatives à des activités de design admissibles. Un premier volet de ce crédit d'impôt concerne les activités de design industriel ou de design de mode réalisées dans le cadre d'un contrat de consultation externe. L'autre volet permet à une société admissible d'avoir droit, selon certaines règles, au crédit d'impôt remboursable pour le design à l'égard de dépenses salariales engagées pour des designers à son emploi, et ce, pour les secteurs de la mode et de l'ameublement.

Afin de continuer à soutenir les démarches d'innovation des sociétés qui recourent à la fonction design, les taux majorés actuellement applicables seront dorénavant permanents. Ainsi, les dates limites avant lesquelles un contrat de consultation externe doit être conclu, une activité de design admissible doit être réalisée ou une dépense salariale doit être engagée, selon le cas, seront retirées, et les taux allant jusqu'à 40 % lorsqu'il s'agit d'une PME, ou de 20 % lorsqu'il s'agit d'une autre société, s'appliqueront de façon permanente.

DÉDUCTION POUR AMORTISSEMENT (DPA) À L'ÉGARD DE CERTAINS BIENS COMPRIS DANS UNE CATÉGORIE DISTINCTE

Le choix de catégorie distincte s'applique à l'égard de certains biens des catégories 8 et 10, tels les photocopieurs, les télécopieurs et les équipements téléphoniques, lorsque le coût d'un tel bien est d'au moins 1 000 \$.

L'établissement d'une catégorie distincte ne modifie ni le taux de DPA applicable à l'égard du bien considéré, ni la règle de la demi-année applicable pour l'année de l'acquisition du bien. Par contre, ce choix permet au contribuable de calculer une DPA distincte à l'égard du bien compris dans une telle catégorie distincte. De cette manière, lors de l'aliénation du bien, l'excédent de la partie non amortie du coût en capital du bien sur le produit de l'aliénation de ce bien peut être entièrement déductible à titre de perte finale.

Réduction du seuil de 1 000 \$ à 400 \$ et augmentation de la déduction pour l'année d'acquisition d'un bien

La réglementation fiscale sera donc modifiée, d'une part, afin d'abaisser le seuil de coût à partir duquel un bien donné peut faire l'objet d'une catégorie distincte et, d'autre part, afin d'augmenter la DPA pouvant être demandée pour l'année d'acquisition du bien. Le coût minimal requis afin qu'un bien puisse être compris dans une catégorie distincte sera réduit de 1 000 \$ à 400 \$. De plus, la règle de la demi-année ne s'appliquera plus à l'égard d'un bien compris dans une catégorie distincte en raison d'un tel choix.

Ajout du matériel de fabrication ou de transformation dans certaines situations

En vertu des règles actuelles, le matériel de fabrication ou de transformation permet à un contribuable de bénéficier d'un traitement fiscal avantageux lorsqu'il est utilisé au Québec, soit d'une déduction pour amortissement de 100 % de leur coût en capital et d'une déduction supplémentaire de 25 %. De plus, la règle de la demi-année et les règles de mise en service qui sont généralement applicables en vertu de la législation fiscale ne s'appliquent pas à l'égard de ce matériel, lequel fait l'objet d'une catégorie distincte.

Toutefois, pour donner droit à ce traitement fiscal avantageux, ces biens doivent respecter certaines conditions, notamment être des biens neufs au moment de leur acquisition par le contribuable. Lorsque ces biens ne respectent pas ces conditions, ils donnent droit à un taux de DPA moindre et la règle de la demi-année s'applique.

La réglementation fiscale sera modifiée afin de permettre que le matériel de fabrication ou de transformation puisse faire l'objet d'un choix de catégorie distincte, lorsque le coût d'un tel matériel est d'au moins 400 \$. De plus, la règle de la demi-année ne s'appliquera pas à l'égard du matériel compris dans une catégorie distincte en raison d'un tel choix.

DÉDUCTIBILITÉ DE CERTAINES DÉPENSES RELATIVES À UN BUREAU À DOMICILE

En vertu des règles actuelles, les dépenses afférentes à un bureau au domicile d'un particulier peuvent être déduites dans le calcul du revenu provenant d'une entreprise de ce particulier.

Cependant, ces dépenses ne sont déductibles que si l'utilisation de l'espace du domicile qui sert de bureau respecte certaines conditions. Aussi, la déduction de ces dépenses est limitée à 50 % du montant des dépenses qui seraient autrement déductibles puisque, dans une large mesure, elles sont engagées par le particulier à des fins personnelles, car ces dépenses se rapportent au coût pour lui de maintenir un domicile.

La législation fiscale sera modifiée de façon à ce que dans la mesure où les conditions relatives à l'utilisation de la partie du domicile qui sert de bureau seront respectées, seules les dépenses afférentes à un bureau à domicile qui se rapportent au coût pour un particulier de maintenir un domicile soient déductibles à 50 % du montant des dépenses qui seraient autrement déductibles.

À cet égard, les dépenses qui se rapportent au coût du maintien d'un domicile seront constituées de la partie des dépenses suivantes qui se rapportent à la fois à la partie du domicile qui sert de bureau et à celle qui sert à des fins personnelles : les frais d'entretien et de réparation, le loyer, les intérêts sur un emprunt hypothécaire, les taxes foncières et scolaires, les primes d'assurance et l'amortissement.

DÉPENSES DE DÉMARCHAGE DES CENTRES FINANCIERS INTERNATIONAUX (CFI)

De façon générale, ce crédit d'impôt porte sur les dépenses de démarchage admissibles engagées par un exploitant d'un CFI, soit une société ou une société de personnes, dans le cadre de l'exploitation de l'entreprise ou de la partie d'entreprise reconnue comme CFI, et relatives à des activités de démarchage menées auprès de personnes qui ne résident pas au Canada.

Afin d'appuyer davantage les activités de démarchage des exploitants de CFI, le crédit d'impôt remboursable à l'égard des dépenses de démarchage sera bonifié par l'ajout d'un deuxième volet. Ce volet ciblera spécifiquement les dépenses de démarchage engagées par l'exploitant d'un CFI auprès d'un promoteur de fonds d'investissement étrangers, dans le but d'obtenir un mandat de gestion de fonds d'investissement étrangers permettant d'amener à Montréal de nouvelles transactions financières internationales admissibles.

Les règles applicables à ce nouveau volet du crédit d'impôt seront les mêmes que celles applicables à l'égard du crédit d'impôt actuel.

CRÉATION DE FONDS D'INVESTISSEMENT

Les avantages fiscaux favorisant la création de fonds d'investissement au Québec prennent la forme d'un congé fiscal de cinq ans à l'égard du revenu tiré de l'administration et de la gestion d'un fonds d'investissement admissible et d'un crédit d'impôt remboursable d'un montant, n'excédant pas 250 000 \$, pouvant atteindre 50 % des dépenses de démarrage admissibles engagées à l'égard d'un tel fonds.

Dans sa forme actuelle, le crédit d'impôt maximal pouvant être accordé à une société admissible à l'égard des dépenses de démarrage d'un fonds d'investissement admissible, soit 250 000 \$, s'applique séparément à l'égard de chaque fonds d'investissement admissible mis sur pied par une société admissible.

Instauration d'un plafond global

Afin de cibler davantage la croissance des fonds d'investissement et d'encourager les sociétés admissibles à concentrer leur développement sur l'accroissement de leur actif sous gestion, un plafond global sera instauré pour l'application du crédit d'impôt remboursable pour la création de fonds d'investissement. De façon plus particulière, ce plafond limitera à 1 million de dollars le total des crédits d'impôt remboursables dont pourra bénéficier une société admissible à l'égard des dépenses de démarrage de fonds d'investissement admissibles.

ANNEXE 5 : Fac-similé de la déclaration de revenus des sociétés

Avant de remplir ce formulaire, voyez le guide CO-17.G pour déterminer les formulaires ou les annexes que vous devez joindre à la déclaration.

I. Identification

01a Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)

01b Numéro d'enregistrement - - -

Ind. rég. Téléphone

02 Nom de la société

03 Adresse du siège social ou du principal lieu d'affaires
 Numéro Avenue, boulevard, rue, case postale Bureau
 Ville, municipalité Province 03b Code postal

04 Adresse postale
 Numéro Avenue, boulevard, rue, case postale Bureau
 Ville, municipalité Province 04b Code postal

05 Indiquez la date de clôture de l'exercice financier visé par la présente déclaration. année mois jour

06 S'il s'agit de la première déclaration de la société au Québec, indiquez à quelle date elle y a commencé ses activités. année mois jour

08 Indiquez la date de clôture de l'exercice financier précédent. année mois jour

09 Précisez la date de la constitution en société. année mois jour

11 La société exerce-t-elle principalement ses activités

- dans un immeuble désigné de la Cité du multimédia ? Oui Non
- dans un local désigné du Centre national des nouvelles technologies de Québec ? Oui Non
- dans un immeuble désigné d'un centre de développement des technologies de l'information ou d'un des Carrefours de la nouvelle économie ? Oui Non

Si **oui**, joignez le visa d'admissibilité définitif délivré par le ministre des Finances.

12 La société exerce-t-elle principalement ses activités dans la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel ? Oui Non
 Si **oui**, joignez l'attestation d'admissibilité délivré par le ministre des Finances.

14 La société joint-elle à la présente déclaration le formulaire CO-1012 (report des pertes sur les années antérieures) ? Oui Non

15 Est-ce une grande société ? Oui Non

16 La société joint-elle à la présente déclaration le formulaire CO-771.R.3 (répartition des affaires faites au Québec et ailleurs) ? Oui Non
 Si **oui**, indiquez le revenu brut de source québécoise qui figure sur ce formulaire. \$

17 Indiquez le chiffre d'affaires de la société. \$

18 Indiquez le total de l'actif présenté dans les états financiers de la société. \$

21 S'il s'agit d'une société minière productrice, précisez la date d'entrée en production. année mois jour

23 La date de clôture de l'exercice financier indiquée à la ligne 05 coïncide-t-elle avec un changement de contrôle de la société ? Oui Non

24 Est-ce une déclaration **modifiée** ? Oui Non

26 S'agit-il d'une société mandataire ou prête-nom ? Oui Non

27 La société est-elle un organisme sans but lucratif ? Oui Non

28 S'agit-il d'une société non résidente ? Oui Non

30 Un changement a-t-il été apporté au genre de société au cours de l'année ? Oui Non

32 Précisez la nature des activités de la société.

34 La société est-elle issue d'une fusion réalisée au cours de l'année ? Oui Non

38 La société a-t-elle aliéné un bien à l'égard duquel l'article 518 s'applique et pour lequel le formulaire a été produit au cours de l'année ? Oui Non

42 La société a-t-elle liquidé une ou plusieurs de ses filiales au cours de l'année ? Oui Non
 Si **oui**, inscrivez le NEQ ou le numéro d'enregistrement de la ou des sociétés et la date de la liquidation :
 année mois jour
 42a 1. 42b 1.
 2. 2.

43 La société détient-elle une participation dans une ou plusieurs sociétés de personnes ? Oui Non
 Si **oui**, indiquez le pourcentage de la participation et le NEQ ou le numéro d'inscription.

43a 1. % 43b 1.
 2. % 2.
 3. % 3.
 4. % 4.

44 La société est-elle associée à une ou à plusieurs sociétés ? Oui Non
 Si **oui**, indiquez-en le nombre.

Signature

Je déclare que j'ai examiné la présente déclaration (y compris les formulaires connexes, les annexes, les autres déclarations et les états annexés) qu'elle est exacte et complète et que les renseignements qu'elle contient correspondent aux renseignements inscrits dans les livres et les registres de la société. De plus, je déclare que la méthode utilisée pour calculer le revenu de l'année d'imposition visée par la présente déclaration est conforme à celle de l'année précédente. S'il y a des exceptions, elles sont expressément décrites dans un état annexé à la présente.

Nom du représentant autorisé à signer (en majuscules) Signature du représentant autorisé à signer Date Ind. rég. Téléphone

Le Ministère pourra comparer les renseignements fournis avec ceux obtenus d'autres sources et les transmettre à d'autres ministères ou organismes gouvernementaux.

II. Renseignements supplémentaires

200 Administrateurs de la société

	Nom	Numéro d'assurance sociale	Titre ou fonction
1.		1.	
2.		2.	
3.		3.	

205 Société privée sous contrôle canadien

S'il s'agit d'une société privée sous contrôle canadien, donnez ci-dessous les renseignements demandés sur les trois plus importants actionnaires (selon le registre des actionnaires de la société) détenant des actions avec droit de vote en toutes circonstances. Si vous demandez l'exonération temporaire (3 ou 5 ans), joignez une liste de tous les actionnaires.

206 Actionnaires

207

208

	Nom	NAS, NEQ ou numéro d'enregistrement	Pourcentage d'actions*
1.		1.	%
2.		2.	%
3.		3.	%

* Inscrivez le pourcentage d'actions avec droit de vote détenues.

210 Personne à contacter

Nom	Numéro de téléphone

211 Emplacement des livres et des registres

Adresse

IMPORTANT

États financiers :

Vous devez annexer les états financiers complets et, le cas échéant, le rapport du vérificateur. De plus, si la société détient **une participation dans une société de personnes ou une entreprise conjointe**, vous devez joindre également les états financiers de cette société de personnes ou de cette entreprise conjointe pour l'exercice financier clos au cours de l'exercice financier de la société déclarante, ou le même jour que celui-ci.

III. Demande de détermination de pertes

Si la société demande une détermination de pertes, remplissez la présente partie.

La société fait au ministre du Revenu du Québec une demande de détermination

de la perte subie pour l'année d'imposition _____, en cochant la case 220 ci-contre.

220 Détermination

Signature

Date

Fonction ou titre

IV. Sommaire des superdéductions pour la R-D

Superdéductions pour la R-D. Précisez :

	225i				225		
	226i			+	226		
	227i			+	227		
Total des superdéductions				=	230		

V. Calcul du revenu imposable

Revenu net (ou perte nette), d'après les états financiers ou le formulaire CO-17.A.1, selon le cas

Excédent de toute perte sur tout revenu qui provient des opérations d'un centre financier international (annexe CO-17S.38)

250		
251		
252		

Dons de bienfaisance (annexe CO-17S.2)

Dons aux gouvernements du Canada ou d'une province, dons de biens culturels, dons de biens ayant une valeur patrimoniale, dons de terrains ayant une valeur écologique ou dons de servitudes grevant un terrain ayant une valeur écologique (annexe CO-17S.2)

Dividendes imposables (annexe CO-17S.3)

Pertes d'autres années (annexe CO-17S.4)

– Pertes agricoles restreintes

– Pertes autres que des pertes en capital

– Pertes nettes en capital

– Pertes agricoles

– Part des pertes de la société comme membre à responsabilité limitée d'une société de personnes

Déduction

a centre financier international

b fonds de travailleurs

c impôt sur les dividendes (partie VI.1 de la Loi de l'impôt sur le revenu)

d frais d'exploration engagés dans le Moyen-Nord et le Grand-Nord

e revenus tirés de l'administration et de la gestion d'un fonds d'investissement

f revenus provenant de l'exploitation d'une entreprise dans la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel

Autres (précisez) :

Autres (précisez) :

Reportez le résultat à la ligne 420 de la page 4.

	253					
	255			+		
	256			+		
	260			+		
	261			+		
	262			+		
	263			+		
	264			+		
	265			+		
	269			+		
				=	270	
					275	
				+	297	
					299	

Revenu imposable =

Cette section s'adresse à toute société qui n'est pas une banque, une caisse d'épargne et de crédit, une société de prêts, une société de fiducie, une société faisant le commerce de valeurs mobilières (ces dernières doivent utiliser le formulaire CO-1140 pour calculer leur capital versé) ni une société d'assurance (cette dernière doit utiliser le formulaire CO-1167 pour calculer les primes payables et taxables ou la taxe sur le capital relative à l'assurance maritime). Toute société qui n'a pas exploité d'entreprise au cours de l'année d'imposition et dont l'actif (ligne 390) n'excède pas 5 000 \$ n'a pas de taxe sur le capital à payer. Inscrivez 0 à la ligne 431.

Capital-actions versé et toute participation de même nature		300		
Surplus	+	301		
Autres surplus (précisez) :	+	302		
Provisions et réserves				
– Stocks	+	305		
– Placements	+	306		
– Éventualités	+	307		
– Créances douteuses non déduites	+	308		
– Passifs d'impôts futurs ou report créateur d'impôt	+	309		
– Autres (précisez) :	+	312		
Dettes garanties par un bien de la société	+	317		
Emprunts et découverts bancaires	+	318		
Autres prêts et avances consentis à la société, sans égard à la provenance de ceux-ci	+	319		
Intérêts courus	+	320		
Acceptations bancaires et autres titres semblables	+	323		
Autres dettes existant depuis plus de six mois (précisez) :	+	324		
Autres (précisez) :	+	325		
		Total partiel	=	330

Déductions

Frais relatifs à l'émission d'actions ou d'obligations		331		
Déficit	+	332		
Déduction pour opérations minières	+	333		
Actifs d'impôts futurs ou report débiteur d'impôt	+	334		
Tout montant prévu par la loi à l'égard d'un centre financier international	+	335		
Frais relatifs à l'acquisition ou à la transformation de navires	336			
Frais d'acquisition admissibles à l'égard d'un bien admissible	+	337		
	=	338		
Aide gouvernementale ou non gouvernementale	–	339		
	=			
Autres (précisez) :				
	+	340		
	+	348		
		Déductions	=	349
		Solde	=	350

Calcul de la réduction pour placements, prêts et avances

Calcul des biens admissibles

Indiquez en annexe la valeur au bilan de chaque bien pour lequel une déduction est demandée et le nom de la société émettrice du bien.

Actions d'autres sociétés		351		
Obligations d'autres sociétés	+	352		
Créances garanties par un bien d'autres sociétés	+	353		
Autres prêts et avances à d'autres sociétés	+	354		
Prêts et avances à une société de personnes ou à une entreprise conjointe dans la mesure où ils sont inclus dans le calcul du capital versé d'une société qui a des intérêts dans cette société de personnes ou cette entreprise conjointe	+	355		
Acceptations bancaires et autres titres semblables	+	357		
Autres (précisez) :	+	359		
		Biens admissibles	=	360

Calcul de l'actif total

Total de l'actif selon le bilan		371		
Provisions dont la déduction n'est pas permise pour l'établissement du revenu servant au calcul de l'impôt lorsqu'elles réduisent le montant de l'actif du bilan (sauf celles pour amortissement ou épuisement)	+	372		
Prêts hypothécaires, lorsqu'ils ont réduit le montant de l'actif et qu'ils doivent être inclus dans le capital versé	+	373		
Autres montants ayant réduit celui de l'actif et devant être inclus dans le calcul du capital versé	+	374		
Autres (précisez) :	+	379		
		Total partiel	=	380

Provisions pour amortissement ou épuisement comprises dans le passif		381		
Provision pour créances douteuses si elle est comprise dans le passif et qu'elle a été déduite pour l'établissement du revenu servant au calcul de l'impôt	+	382		
Autres (précisez) :	+	383		
	=			
		Actif total	=	388
			=	390

$$\frac{\text{Biens admissibles (ligne 360)}}{\text{Actif total (ligne 390)}} \times \text{Solde (ligne 350)} =$$

Montant de la ligne 350 moins celui de la ligne 391		391		
Déduction (consultez le guide)		392		
a <input type="checkbox"/> pour une société ayant droit à l'exonération temporaire				
b <input type="checkbox"/> pour une société qui exerce son activité dans un CDTI ou un CNE				
c <input type="checkbox"/> relative à une société agricole ou à une société exploitant une entreprise de pêche		393		
Reportez le résultat à la ligne 426 de la page 4.		Capital versé	=	399

VII. Sommaire de l'impôt et des taxes

Impôt et contribution à payer

Revenu imposable (ligne 299)	Montant donnant droit à l'exonération temporaire (montant I, selon le formulaire CO-771.C ou CO-771.D)	Montant servant au calcul de la déduction accordée aux petites entreprises (formulaire CO-771.A, CO-771.B ou CO-771.C)	Revenu provenant d'une entreprise admissible (formulaire CO-771.A, CO-771.B, CO-771.C ou CO-771.D)
420	420a	420b	420c
Impôt (formulaire CO-771.A, CO-771.B, CO-771.C ou CO-771.12)			420d
Proportion des affaires faites au Québec (formulaire CO-771.R.3)			x 421 %
Montant de la ligne 420d multiplié par la proportion inscrite à la ligne 421 ou montant d'impôt selon le formulaire CO-771.D			= 421a
Déductions d'impôt (formulaire CO-776.1.5.6)			- 422
			= 422a
Contributions : Fonds de lutte contre la pauvreté (formulaire CO-1186.2, partie I)			+ 422bc
+ Fonds jeunesse (formulaire CO-1186.6, partie I)			= 422c
			- 423
Déduction pour impôt sur les opérations forestières			= 425

Impôts spéciaux à payer

Impôt spécial. Précisez : 425ai

Impôt additionnel des fabricants de produits du tabac (formulaire CO-1129.47)

Taxe sur le capital à payer

Capital versé (ligne 399 de la page 3 ou formulaire CO-1140, selon le cas)

Taxe sur le capital versé (consultez le guide)

Proportion des affaires faites au Québec

Montant de la ligne 429 x $\frac{\text{Nombre de jours dans l'année d'imposition}}{365}$ = 430

Montant de la ligne 429, 430 ou montant minimal (consultez le guide)

Contributions additionnelles : Fonds de lutte contre la pauvreté (formulaire CO-1186.2, partie II) + Fonds jeunesse (formulaire CO-1186.6, partie II)

Impôt et contribution à payer

425a

425g

425z

426

427a

428 %

429

430a

430b

430c

431

Taxe sur le capital à payer par une société d'assurances (formulaire CO-1167)

Primes pour

- de l'assurance de personnes ou des RASNA
- de l'assurance de dommages

Taxe sur l'assurance maritime

Taxe sur le capital des assureurs sur la vie (formulaire CO-1175.4)

Taxe compensatoire à payer par une institution financière (formulaire CO-1159.2)

Montant de la ligne 432 x 2% =

432a x 3% =

433

433a

434

434a

436

438

Versements et crédits

Versements effectués (formulaire CO-1027.VE)

Crédit pour pertes à l'égard d'une perte d'une année antérieure (formulaire CO-1029.2, partie II)

Recherche scientifique et développement expérimental

- crédit d'impôt sur les salaires (formulaire RD-1029.7)
- crédit pour rech. univ. ou faite par centre de rech. public ou consortium de rech. (formulaire RD-1029.8.6)
- crédit pour rech. précompétitive, projet mobilisateur ou projet d'innovation (formulaire RD-1029.8.10)

Crédit pour pertes à l'égard de la perte de l'année (formulaire CO-1029.2, partie III)

Crédit pour l'entreprise de taxi (formulaire CO-1029.9)

Remboursement de taxes foncières pour les producteurs forestiers (formulaire FM-220.3)

Crédit pour la formation (formulaire CO-1029.8.25.F)

Crédit pour stage en milieu de travail (formulaire CO-1029.8.33.6)

Crédit pour une activité de design réalisée à l'externe (formulaire CO-1029.8.36.5)

Crédit pour une production cinématographique québécoise (formulaire CO-1029.8.35)

Crédit pour titres multimédias (formulaire CO-1029.8.36.02 ou CO-1029.8.36.37)

Crédit pour la capitalisation des PME (formulaire CO-1029.8.52)

Crédit pour la construction de navires (formulaire CO-1029.8.36.55)

Crédit pour la transformation de navires (formulaire CO-1029.8.36.56)

Crédit pour cotisations et droits versés à un consortium de recherche (formulaire RD-1029.8.9.03)

Crédit pour une activité de design réalisée à l'interne (formulaire CO-1029.8.36.7)

Crédits d'impôt remboursables des grandes sociétés (formulaire CO-1029.8.36.39)

Création d'emplois (formulaire CO-1029.8.36.63) :

- crédit d'impôt (partie II du formulaire)
- montant reçu par anticipation (partie I du formulaire)

Reportez ce montant et additionnez-le (s'il est positif) ou soustrayez-le (s'il est négatif).

Crédit d'impôt relatif à la déclaration des pourboires (formulaire CO-1029.8.33.13)

Développement des technologies de l'information

- crédit d'impôt sur les salaires (formulaire CO-1029.8.36.05)
- crédit pour l'acquisition de matériel spécialisé (formulaire CO-1029.8.36.06)

Crédit pour l'utilisation d'une technologie moins polluante (formulaire CO-1029.8.21.5)

Autres crédits (précisez)

440pi

440qi

440ri

440

440a

440ba

440bb

440bc

440c

440d

440e

440fa

440fb

440fc

440ga

440gb

440ha

440hb

440hc

440ia

440ib

440j

440kb

440l

440m

440n

440o

440p

440q

440r

440z

441

Total des versements et des crédits =

Reportez le résultat à la case 444 ou 445, selon le cas.

Solde dû ou remboursement =

Solde dû	Somme jointe	Remboursement	490	<input type="checkbox"/> Demandé
444	435	445	491	<input type="checkbox"/> Imputé sur versement ultérieur
			492	<input type="checkbox"/> Cédé à un tiers

Faites votre chèque ou votre mandat à l'ordre du ministre du Revenu du Québec et attachez-le à la page 1.